



LIGNE DE TRANSMISSION ELECTRIQUE 110/220 KV KIGOMA-BUTARE(Rwanda) - NGOZI-GITEGA(Burundi)

MISE A JOUR DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION(PAR), PARTIE DU BURUNDI

RAPPORT FINAL



Juillet, 2018

PRODUCTION DES RAPPORTS

Rapport	Consultant	Date	Contacts
Mise à jour du Plan d'Action de Réinstallation (PAR), Partie du Burundi	Théogène HABAKUBAHO	Juillet, 2018	Bureau for environmental and Social Studies (BESST Ltd), Tel. +250788643982 Email:htheogene@yahoo.fr besst_ltd@yahoo.com www.besstltd.com
Mise à jour du Plan d'Action de Réinstallation (Rwanda et Burundi)	INTEC-GOPA-International Energy Consultants	Avril, 2017	GmbH Justus-von-Liebig-Str. 1, 61352 Bad Homburg, Allemagne Tél : +49 (6172) 1791-800 ; Fax : +49 (6172) 944 95 20 Email : info@gopa-intec.de ; www.gopa-intec.de
Etude d'Impacts Environnementaux et Sociaux (EIES) et Plan d'Action de Réinstallation (PAR)	Fitchner	Mars,2012	Tel:0711895-0 Fax: 07118995459 www.fitchner.com

RESUME

Introduction

Le présent document représente le Plan d'Action de Réinstallation (PAR) de la partie burundaise du Projet d'interconnexion entre le Rwanda et le Burundi. Le gouvernement du Burundi à travers la Régie de la Production et de la Distribution d'Eau et d'Electricité (REGIDESO) propose de construire une ligne de transport d'électricité de 220 kV, en circuit unique, de Kigoma via Butare (Rwanda) à Ngozi et Gitega au Burundi.

Pour la partie burundaise, le projet comprend 79,2 km de lignes de transport et pylônes associées, et deux postes dont un nouveau poste de 220 kV à Ngozi et l'extension du poste existant de 110 kV à Gitega. Le projet s'inscrit dans le cadre du programme régional de transport du NELSAP qui vise à relier cinq des pays des lacs équatoriaux du Nil, à savoir le Burundi, la République Démocratique du Congo (RDC), le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda.

Conformément aux normes de la Banque Africaine de Développement (BAD), ce projet a été classé dans la catégorie 1 parce qu'il s'agit d'une ligne de transmission d'au moins 110 kV passant par des zones très peuplées et cultivées. En effet, du fait de la forte densité de la population dans la zone du projet, le nombre de personnes affectées par le projet (PAP) sera supérieur à 200. Sans mesure d'atténuation, le projet risquerait d'avoir des répercussions sociales ou environnementales négatives importantes.

Compte tenu des impacts environnementaux et sociaux attendus de ce projet et conformément aux réglementations nationales du Rwanda et du Burundi, une étude d'impact environnemental et social a été préparée (EIES) en 2012 couvrant le corridor de la ligne aussi bien au Rwanda qu'au Burundi. Cependant, pour des raisons de financement, la mise en œuvre du projet du côté du Rwanda a devancé celle du côté Burundi. Par ailleurs, en 2017, le PAR a fait l'objet d'une mise à jour mais avec des données de recensement et d'inventaires de 2015, notamment pour la partie burundaise.

L'implication récente de la Banque Africaine de Développement (BAD) sur la section de la ligne de transmission se trouvant au Burundi requière la mise à jour des études réalisées dans le but de : (i) se conformer au Système de sauvegarde intégré (SSI) de la BAD qui a été mis en place en 2013 ; (ii) confirmer le tracé optimal de la ligne de transmission au regard des conditions actuelles du milieu, avec pour objectif principal, comme cela était le cas en 2012, de minimiser le besoin en réinstallation de population (iii) mettre à jour les informations sur les composantes biophysiques et humaines de la zone d'étude du projet de manière à confirmer ou à actualiser les impacts potentiels et les mesures d'atténuation et donc le PGES et finalement (iv) actualiser le PAR en effectuant une actualisation des personnes affectées et l'inventaire des biens potentiellement perdus, et en identifiant les

personnes vulnérables ainsi que les modalités d'amélioration des moyens de subsistance des personnes affectées.

La mise à jour du PAR s'est focalisée sur :

- La confirmation du tracé de la ligne au regard des impacts sur la réinstallation en évaluant des possibilités de légères modifications du tracé dans le but de limiter les impacts aux annexes des habitations ;
- L'actualisation du recensement des personnes affectées dans le corridor de la ligne, ainsi que l'inventaire des biens perdus ;
- L'identification des personnes vulnérables au cours du recensement selon les critères de vulnérabilité développés par la BAD;
- Le recueillement des données supplémentaires pour les besoins de l'analyse socio-économique des personnes affectées, le développement des moyens de subsistance et les activités d'accompagnement des personnes vulnérables ;
- La confirmation de l'adéquation de l'indemnisation en espèces ou en nature à travers la mise à disposition d'un terrain de remplacement ou d'un logement si requis ;
- L'identification des activités proposées dans le cadre de l'amélioration des moyens de subsistance et les programmes en faveur des personnes vulnérables en partenariat avec les agences gouvernementales et les ONG / OBC ;
- La finalisation des estimations des pertes et l'opérationnalisation du processus de validation des mesures de compensation avec les ménages ;
- La mise à jour du Plan d'engagement des parties prenantes et la tenue des consultations requises avec les communautés dans le cadre de la réalisation des activités listées plus haut.

Contexte du projet

Le projet donnera lieu à des acquisitions temporaires et permanentes de terres et à des restrictions d'accès. Des travaux de terrassement temporaire et des restrictions d'accès se produiront pendant la construction, tandis que des travaux de terrassement et d'occupation permanente auront lieu pour le montage des pylônes et la construction des postes et pour certaines routes d'accès permanentes.

Tableau 1:Résumé des impacts du projet

Composante du Projet	Impact	Durée de l'impact	Nombre de ménages Affectés en 2015	Nombre de ménages Affectés en 2018
Droit de passage de la ligne de transport	Perte de structures résidentielles	Permanent	165	121
	Perte de cultures	Temporaire	922	625
	Perte d'arbres	Permanent	833	843
Angle des pylônes	Perte de structures résidentielles	Permanent	3	3

	Perte de terrain	Permanent	52	53
	Perte de cultures	Permanent	22	22
Postes	Perte de structures résidentielles	Permanent	0	0
	Perte de terrain	Permanent	1	1
	Perte de cultures	Permanent	0	0

Note : La conception détaillée et l'implantation des routes d'accès permanentes et des pylônes d'interconnexion n'ont pas encore été complétées et ne sont pas incluses dans ce tableau.

Voici un résumé des principaux impacts à prendre en compte dans l'élaboration des mesures de réinstallation :

- Nombre total de ménages affectés : 1,561 (6,712 personnes)
- Nombre de ménages nécessitant une réinstallation (perte de résidence principale) : 124
- Nombre de ménages qui perdront des terres de façon permanente: 53
- Nombre de ménages qui perdront plus de 20 % du total de leurs terres agricoles productives : 2

Les chiffres ci haut montrent une réduction des ménages affectés qu'on explique par plusieurs raisons. Pour les maisons, les vérifications effectuées en 2018 ont montré que quelques maisons avaient été détruites et qu'autres avaient été identifiées à l'intérieur du corridor alors qu'elles ne s'y trouvaient pas. Pour les cultures et les arbres c'est surtout le double comptage aux endroits où des ménages avaient des arbres ou les cultures dans des parcelles différentes qui ont été considérés à deux reprises. Quelques ménages avaient aussi été identifiés comme étant à l'intérieur du corridor alors que ce n'était pas le cas.

Il convient également de noter que si le Tableau 1 montre que 124 ménages perdront leur résidence principale, ce sont 13 structures qui seront affectées. Ce nombre comprend des annexes telles que des cuisines, des toilettes et des enclos pour animaux. Dans les cas où la résidence principale n'est pas affectée, il sera possible, avant la mise en œuvre, de vérifier la possibilité de déplacer l'annexe en dehors du droit de passage. Comme il a été mentionné ci-dessus, une fois la conception détaillée des pylônes et des voies d'accès complétée, des impacts supplémentaires pourraient être pris en compte.

Enfin, l'accès périodique requis pour entretenir le droit de passage et inspecter les lignes de transport peut entraîner des pertes temporaires supplémentaires d'accès et des dommages aux cultures. Le PAR et tout contrat de maintenance en cours doivent donc tenir compte de ces pertes périodiques potentielles et des risques de dommages imprévus aux cultures en dehors du droit de passage pendant la construction.

En termes d'emploi, la phase de construction devrait nécessiter jusqu'à 50 employés dont 30 de ces postes seront destinés à des employés non qualifiés et semi-qualifiés et idéalement tirés de la population affectée, tandis que 15 autres postes seront requis pour des employés qualifiés et ces postes seront également ouverts aux ménages locaux affectés. Pendant la phase opérationnelle du projet, 5 postes pour des employés non

qualifiés et 5 autres pour des employés qualifiés seront disponibles.

Cadre institutionnel et juridique

La mise en œuvre de ce PAR sera effectuée par une ONG spécialisée en la matière, sous la responsabilité de l'Unité d'Exécution de Projet (UEP) au sein de la REGIDESO. La mise en œuvre au niveau du district impliquera les autorités des communes et les organismes de coordination pour la réinstallation au niveau du district.

Pour coordonner spécifiquement les activités liées au projet, des groupes de travail communaux seront mis en place au niveau des collines et des villages. Ceux-ci seront constitués d'experts communaux et de représentants de la communauté. Ils comprendront des gestionnaires des terres et des agronomes, des dirigeants des collines affectées, des chefs des villages touchés, ainsi qu'au moins trois représentants des personnes de chaque village affecté ; dont au moins une femme et une personne potentiellement vulnérable. Les Comités Locaux de Réinstallation (CLR) au niveau des collines et Communes participeront au processus d'indemnisation, d'évaluation et de signature et joueront un rôle dans l'examen des griefs. Ils participeront au suivi participatif du projet. Ils joueront également un rôle clé dans l'identification des ménages potentiellement vulnérables.

Les activités d'acquisition et de réinstallation des terrains sont régies par la législation clé suivante :

- La Constitution de la République du Burundi de 2018;
- Le Code foncier du gouvernement du Burundi (2011);
- Le Système de Sauvegardes Intégré de la Banque Africaine de Développement, plus particulièrement la Sauvegarde opérationnelle 2 portant sur la Réinstallation involontaire Acquisition de terres, déplacements de populations et indemnisation.

Une analyse des écarts a été entreprise entre les exigences nationales et les normes et exigences internationales, ce qui a conduit à l'élaboration de stratégies de réduction de ces écarts en matière d'accès aux terres et de réinstallation.

Engagement des parties prenantes

Le PAR comprend un plan d'engagement des parties prenantes qui vise à améliorer et à faciliter la prise de décisions et à créer une atmosphère de compréhension qui implique activement des individus, des groupes et des organisations qui peuvent affecter ou être touchés par le développement du projet. Le PEPP identifie les parties prenantes à travers une variété de méthodologies, y compris :

- Référence à la base de données existantes du projet ;
- Discussions officielles avec des organismes gouvernementaux et des leaders communautaires ;
- Réunions et forums communautaires ;
- Des groupes de discussion avec des groupes clés comme les femmes, les jeunes et les agriculteurs ;

La participation communautaire et les apports à l'élaboration et à la prise de décisions à ce jour ont été assurés grâce à des visites de terrain, des promenades en transects, des

réunions avec des organismes gouvernementaux, des réunions publiques et des enquêtes socioéconomiques sur les ménages et des groupes de discussion.

Les futures activités de consultation seront menées conjointement par les autorités / groupes de travail communaux, la REGIDESO et les équipes de consultants, appuyées par des agents de liaison communautaires (ALC) dédiés au projet.

Les principales périodes de consultation du public comprendront :

- Divulcation du PAR ;
- Sondages de suivi ;
- Signature d'un abattement sur l'indemnisation et l'évaluation ;
- Consultations et sensibilisation sur la délocalisation et la construction ;
- Soutien aux moyens de subsistance et aux vulnérabilités.

En outre, des plans de communication spécifiques pour guider les activités de mobilisation tant internes qu'externes au cours de l'année seront élaborés en fonction des principales étapes du projet, comme l'exécution d'enquêtes de suivi, les politiques locales de l'emploi et les commentaires sur les questions d'évaluation.

Un calendrier préliminaire de consultation et de divulgation des parties prenantes, couvrant toutes les activités liées à la planification de l'accès à la terre et de réinstallation, à la divulgation du PAR et à la mise en œuvre du PAR a été préparé. D'autres versions devraient être développées de façon continue et consignées dans les rapports de mise en œuvre du PAR.

Outre le calendrier formel d'engagement des parties prenantes pour le PAR, le projet prendra également des mesures de sensibilisation et de consultation supplémentaires, au besoin.

Le projet conservera un dossier actif concernant tous les documents de consultation publique et de divulgation recueillis tout au long du projet, qui seront disponibles pour examen public sur demande. L'unité de mise en œuvre du projet REGIDE-SO veillera à ce que toutes les activités de consultation et de divulgation soient dûment consignées et publiera toute la documentation localement.

Collecte et analyse des données de base

Le projet a entrepris une collecte initiale de données de base pour mieux comprendre les impacts du projet et le nombre potentiel de ménages et d'actifs touchés, y compris l'examen des données primaires et secondaires existantes, l'analyse des ortho-photos, la vérification sur place et le travail provisoire sur le terrain. Des enquêtes exhaustives ont été menées auprès de tous les ménages touchés d'août à Septembre 2015, y compris une enquête socio-économique et une enquête sur les biens. Elles ont été complétées par des groupes de discussion et des entrevues avec des personnes clés.

Au cours de l'actualisation des données, trois équipes d'enquêteurs ont été déployées sur le terrain du 11 au 21 Juillet 2018 pour actualiser les données collectées en 2015 surtout

les données sur les ménages dont les maisons seront touchées, les ménages dont les terres seront perdues d'une façon permanente, les ménages vulnérables ainsi que les infrastructures socio-économiques nécessaires pour la préparation du plan de développement local. Les données collectées montrent un changement entre les données de 2015 sur les maisons affectées, 124 en 2018 contre 165 en 2015 pour des raisons évoquées plus haut. Au total 1 561 ménages ont été identifiés comme touchés, comprenant une population totale de 6 712. Ces chiffres comprennent 124 ménages qui perdront des maisons, 53 qui perdront des terres de façon permanente, 843 qui perdront des arbres et 647 qui perdront des cultures pérennes.

En ce qui concerne les fermes affectées en permanence elle sont au nombre de 53, la taille moyenne des exploitations est inférieure à un demi-hectare (0,5 ha). Pratiquement tous les ménages cultivent actuellement moins d'un hectare de terre, tandis qu'au moins 2 ménages perdront plus de 20 % de leurs exploitations agricoles de manière permanente. et 13,6 % des ménages ont indiqué qu'ils louaient les terres où ils vivent et qu'ils n'ont pas de document juridique. Le projet devra faire un suivi auprès de ces ménages pour s'assurer qu'ils continuent d'avoir accès à la terre à la suite du processus de réinstallation.

Au total, 196 structures sont affectées par le projet parmi lesquelles 168 peuvent être considérées comme des résidences primaires, la grande majorité étant des logements seulement, mais également des usages combinés commerciaux et d'hébergement (1) et ceux combinés avec des cuisines (36). Toutes les autres structures affectées sont les annexes, y compris les cuisines, les toilettes et les hangars de bétail / volaille, les entreprises (2) et une maison spirituelle (1).

Étant donné que des travaux de conception détaillés seront nécessaires pour fixer tous les détails de l'infrastructure du projet et qu'il y a la possibilité de faire des légères modifications du tracé en vue de réduire le nombre des ménages touchés, il est recommandé de faire une évaluation finale des biens touchés avant la compensation.

Identification des impacts du projet

Le PAR mis à jour avant la mise en œuvre du projet permettra d'identifier toutes les personnes affectées par le projet et tous les impacts négatifs sur leurs moyens de subsistance associés à l'acquisition du terrain du projet. Les impacts identifiés à ce jour incluent :

- Perte de logements ;
- Perte de bâtiments agricoles et d'autres structures (abris, enclos pour animaux) ;
- Perte d'accès aux terres agricoles ;
- Perte d'arbres commerciaux et de cultures sur pied ;
- Perte de revenu d'entreprise pendant la transition ;
- Revenu réduit résultant de ces pertes ;
- Perte de structures spirituelles ;
- Perte de sens du lieu.

Le nombre total de ménages touchés, selon la conception actuelle, est de 1 561 (6 712 personnes). On peut s'attendre à ce que cela augmente avec la conception détaillée des

pylônes d'intervalle et des routes d'accès.

Le nombre total de foyers nécessitant une réinstallation (c.-à-d. La perte de leur résidence principale) est de 124. D'autres travaux d'enquête comprendront un examen détaillé des foyers pour voir si certains ménages ne peuvent perdre qu'une annexe et non leur logement principal qui pourrait être reconstruit à proximité. Ce qui minimise l'ampleur de la réinstallation physique.

Pratiquement tous les ménages seront touchés par la perte des cultures et des arbres. Certains ménages perdront des arbres commerciaux et leur plantation ne sera pas autorisée de façon permanente dans le droit de passage. En outre, au moins 2 ménages perdront plus de 20 % du total des terres agricoles productives, en raison de la perte permanente de terres au poste ou aux pylônes. Selon les standards internationaux comme principe général, lorsque les terres prises représentent moins de 20 % de la superficie productive totale, le versement de compensations en espèces pour les biens perdus peut être approprié, même lorsque les moyens de subsistance dépendent des ressources tirées de la terre. C'est le cas lorsque le terrain requis par le projet est une petite fraction de l'actif affecté et que le résidu devrait être économiquement viable.

Par conséquent, les ménages ayant plus de 20 % de terres affectées ont besoin d'une assistance supplémentaire. Pratiquement tous les ménages cultivent moins d'un hectare (et 64 % moins d'un demi-hectare) et peuvent être potentiellement vulnérables. En outre, les ménages peuvent subir les effets psychologiques de la réinstallation, associés à la perte de sens du lieu et de l'attachement à la terre. La priorité absolue a été accordée à la minimisation des impacts des projets et à la réinstallation pendant la conception du projet, y compris la conception des pylônes et des conducteurs, l'itinéraire des lignes et l'emplacement des postes.

Cadre d'indemnisation et assistance

Les impacts identifiés comme admissibles à l'indemnisation sont :

- Perte de logements ;
- Perte de bâtiments agricoles et d'autres structures (abris, enclos pour animaux) ;
- Perte d'accès aux terres agricoles ;
- Perte d'arbres commerciaux et de cultures sur pied ;
- Perte de revenu d'entreprise pendant la transition ;
- Revenu réduit résultant de ces pertes ;
- Perte de structures spirituelles ;
- Perte de sens du lieu.

Les ménages touchés par le projet sont admissibles à une indemnisation et à une aide à la réinstallation s'ils ont un « intérêt légitime » à l'égard des « biens immobiliers » dans la zone du projet qui sont en place (c'est-à-dire établis, dans le cas des immeubles) au moment de la date d'interruption du droit. Les biens immeubles comprennent :

- Terres
- Structures immobiles ;
- Structures utilisées pour la vie, le sommeil, la cuisson et le stockage, et autres

structures telles que les latrines et les puits ;

- Les structures commerciales telles que les restaurants, les kiosques, etc., les autres structures, y compris les enclos pour animaux, etc.

Les méthodes d'évaluation des actifs tiendront compte des exigences législatives, des normes de la BAD, de l'avis d'experts et de la consultation des parties prenantes. Par conséquent, les actifs devraient être évalués sur la base du coût de remplacement, aux taux du marché, sans dépréciation.

Le processus de compensation en espèces fera l'objet d'un suivi afin de s'assurer que l'ensemble du ménage affecté bénéficie d'une compensation et que l'argent de compensation est utilisé de manière significative.

La meilleure pratique suggère que l'indemnisation en nature est préférable à l'indemnisation en espèces, en raison des risques associés à une indemnisation en espèces, comme le dénuement potentiel et la vulnérabilité accrue. Toutefois, dans le cadre du Projet, les cas de réinstallation en nature (par exemple, la construction d'une maison ou d'un terrain de remplacement) peuvent ne pas toujours être offerts en raison de l'absence de terrains alternatifs disponibles à proximité de la zone du projet et de façon générale au Burundi. Les plus gravement touchés bénéficieront d'une assistance pour les moyens de subsistance afin d'intensifier et d'améliorer les efforts agricoles.

Les catégories de personnes affectées, sont les propriétaires fonciers et les détenteurs des droits fonciers, les locataires, les métayers, les éleveurs, les commerçants, les fournisseurs d'intrants et de services et les groupes vulnérables ;

Les types de pertes associées à chaque catégorie sont la perte de biens matériels ; Perte d'accès aux biens matériels ; Perte de salaire, de loyer ou de revenus de ventes ; Perte d'infrastructures publiques.

Les types de compensation et d'assistance auxquels chaque catégorie a droit, comprennent : la compensation ou le remplacement de terres et de ressources naturelles ; Indemnisation pour les structures, les actifs, les salaires, le loyer ou les revenus de ventes ; L'aide à la mobilité et le soutien après la réinstallation, comme l'assistance technique, la vulgarisation et la formation professionnelle et l'accès au crédit.

Le processus d'entente, de signature et de déménagement implique une consultation approfondie, l'identification et la notification des propriétaires fonciers, la documentation des biens, l'accord sur l'indemnisation et un processus exhaustif de signature, de déménagement et de suivi des ménages affectés.

Moyens de subsistance et développement communautaire

L'aide agricole sera la base principale du programme de moyens de subsistance. L'évaluation des besoins par ménage est basée sur des données de base recueillies à partir des sources suivantes :

- Consultation avec le gouvernement, les ménages et les personnes clés ;
- Enquête sur les biens (structure, ferme et cultures) ;
- Enquête socio-économique.

En outre, étant donné que pratiquement tous les ménages exploitent actuellement moins d'un hectare, il faudrait examiner ceux qui ont des terrains vides pour connaître la vulnérabilité préexistante et la vulnérabilité potentielle découlant des impacts du projet. Les enquêtes de suivi confirmeront si ces ménages et d'autres devraient être pris en compte, compte tenu de la qualité des exploitations agricoles et de la répartition et de la taille des champs.

Vu que la population touchée ne bénéficiera pas d'électricité, il est primordial de penser au programme de développement local ou moyens de subsistance pour la population locale. Durant les discussions avec les autorités locales et les ménages affectés en 2018, un bon nombre de programmes ont été proposés et portent sur :

- L'électrification des écoles et centres de santé par l'énergie solaire;
- L'approvisionnement en eau potable;
- Le renforcement de capacité des groupes de jeunes et des femmes;
- La formation professionnelle.

Les groupes de travail de la Commune ont la responsabilité principale de l'exécution des programmes visant à rétablir les moyens de subsistance et apporter une assistance aux vulnérables. Le Programme des moyens de subsistance devrait être entrepris en partenariat, en identifiant les agences gouvernementales existantes, les ONG et les groupes communautaires qui entreprennent de telles initiatives. Il peut s'agir de programmes communautaires existants au Burundi gérés par des agences gouvernementales ou des ONG.

Difficulté temporaire et vulnérabilité

Les catégories les plus importantes de personnes potentiellement vulnérables dans la zone du projet sont susceptibles d'inclure :

- Les métayers qui n'ont pas de bâtiments ou de champs, ou qui perdent la terre qu'ils occupent;
- Les ménages dirigés par une femme sans soutien familial étendu;
- Les personnes âgées pauvres (plus de 65 ans), surtout celles qui n'ont pas de soutien familial élargi;
- Les ménages d'orphelins et dirigés par des jeunes;
- Les ménages qui vont perdre plus de 20 % des terres productives;
- Des ménages récemment déplacés /rapatriés
- Les ménages dirigés par des personnes avec un handicap

Les composantes du programme de restauration des moyens de subsistance, en particulier celles liées à l'agriculture, constitueront le principal mécanisme pour traiter les questions de l'absence de terre, de l'itinérance et du chômage à la suite des activités de réinstallation. Cependant, des mesures d'aide temporaire aux personnes en difficulté seront également mises au point pour cibler les ménages identifiés comme nécessitant des appuis supplémentaires pendant un certain temps, à mesure que la transition se poursuivra. L'objectif de l'aide temporaire aux personnes vulnérables sera de fournir un filet de sécurité jusqu'à ce que les ménages vulnérables identifiés puissent devenir

autosuffisants et résister aux tensions économiques résultant de l'acquisition des terres et de la réinstallation.

Protection du patrimoine culturel

À ce jour, le projet n'a identifié aucun site d'importance culturelle et a évité les cimetières, les tombes ou les sanctuaires grâce à une sélection soigneuse du tracé. Cependant, un site spirituel a été identifié lors des enquêtes sur les biens qui peut nécessiter une réinstallation. Par conséquent, même si un Plan de gestion du patrimoine et de la culture n'est pas justifié à ce stade, le projet devra élaborer un processus de consultation pour traiter le site spirituel bien avant de déplacement.

Procédures de règlement des griefs

Le mécanisme de règlement des griefs du projet comporte trois volets :

1er niveau: comité local de réinstallation (Représentants des PAPs, REGIDESO, les Chefs Collinaires). La REGIDESO impliquera, outre les agents de liaison communautaire (ALC), les autorités communales et les groupes de travail communaux. En outre, certains différends peuvent être résolus par l'utilisation des mécanismes habituels de règlement des différends, tels que les anciens ou les individus bien considérés par la communauté.

En ce qui concerne les différends fonciers et les questions d'expropriation en particulier, ainsi que les différends relatifs aux enquêtes ou aux processus de signature, les comités locaux de réinstallation peuvent également être utilisés. Dans le cas où le plaignant n'est pas satisfait des mesures prises par la REGIDESO à la suite de la plainte, une « médiation » de second niveau peut être déclenchée au moyen d'un comité de médiation. Le 2ème niveau comprend le Comité de gestion des griefs établi au niveau des communes (les administratifs (commune et province, la société civile, les confessions religieuses, etc) En dernier recours la Haute Cour ou la cour d'appel du Burundi demeure une voie de règlement des plaintes.

Suivi, évaluation et rapports

Le suivi consistera : a) un suivi interne par la REGIDESO en tant que partie intégrante de la gestion, en collaboration avec les communautés affectées ; Et (b) le suivi externe par des consultants nommés par la REGIDESO, en collaboration avec le gouvernement et les communautés affectées. Le suivi sera effectué par :

- Des Audits ;
- Des enquêtes classiques ;
- La participation communautaire.

La sélection des indicateurs aux fins du suivi et de l'évaluation sera guidée par les principes suivants :

- Préférence pour moins d'indicateurs ayant une validité significative par rapport à d'autres indicateurs de valeur moins significative ;
- Préférence pour les indicateurs utilisés par les institutions nationales afin de pouvoir comparer les résultats avec les groupes de contrôle dans d'autres régions du Burundi.

Mesurer les résultats et les impacts aux niveaux suivants :

- Mesure monétaire des moyens de subsistance par le biais d'une enquête

- quantitative sur les revenus ou les dépenses ;
- Les indicateurs qualitatifs mesurant le statut socio-économique, ainsi que la perception des personnes affectées par le projet.

Un audit externe sera effectué par une partie externe à l'équipe de mise en œuvre du projet, dans le but d'évaluer la conformité de la mise en œuvre du PAR. Une vérification de l'achèvement de la réinstallation vérifiera que la REGIDESO s'est conformée aux engagements de réinstallation définis par le PAR et, plus généralement, est conforme aux procédures nationales et de la BAD sur la réinstallation involontaire.

Cadre organisationnel

La coordination générale de la mise en œuvre du PAR sera assurée par la REGIDESO, qui supervisera toute la planification de la réinstallation et coordonnera toutes les questions relatives à l'indemnisation. Compte tenu de l'importance du projet, la REGIDESO collaborera avec d'autres agences gouvernementales, selon les besoins, et les autorités locales de communes relevant de la zone du projet, qui aideront à la coordination et à la mise en œuvre.

La REGIDESO constituera une Unité d'Exécution du Projet (UEP) spécifique pour le Projet, regroupant le personnel technique, social et environnemental. Afin de coordonner les activités aux niveaux des districts et des secteurs, deux types de comités seront mis en place :

- un groupe de travail par Commune;
- un Comité Local de Réinstallation (au niveau de la commune et colline).

Budget de réinstallation et calendrier d'exécution

Un budget indicatif, basé sur des enquêtes sur les actifs effectués à ce jour et sur des références d'estimation gouvernementales, a été préparé pour ce PAR et il est estimé à **1 902 111** Euros. Toutefois, le budget final pour la compensation sera actualisé une fois le tracé final confirmé et l'évaluation finales des biens touchés effectuée.

Changement de gestion

D'autres plans d'action provisoires et définitifs seront également préparés et divulgués lorsque des plans détaillés auront été élaborés et que les propositions contenues dans ce plan d'action de réinstallation provisoire auront été pleinement élaborées et convenues avec les parties prenantes gouvernementales, les collectivités et d'autres parties prenantes clés sur les meilleures pratiques et parallèlement à la mise en œuvre / construction.

Le PAR n'est pas seulement un document du Projet, mais d'un outil de gestion pour gérer tous les impacts et les mesures d'atténuation associés aux aspects d'accès aux terres et de réinstallation du Projet. Pour la mise à jour du PAR, les étapes suivantes doivent être complétées :

- Finaliser la conception détaillée de toutes les infrastructures (y compris les pylônes et les routes d'accès)
- Effectuer l'évaluation finale des biens touchés et confirmer les impacts finaux, les changements survenus depuis l'enquête précédente et recueillir des nouvelles

données ;

- Confirmer l'adéquation de l'indemnisation en espèces dans tous les cas, ou si une aide supplémentaire pour le remplacement de la maison ou de la terre peut être nécessaire dans certains cas;
- Affiner les moyens de subsistance et les programmes d'assistance aux personnes vulnérables en partenariat avec les agences gouvernementales et les ONG / OBC;
- Finaliser les évaluations et entreprendre un processus d'approbation avec les ménages;
- Entreprendre de nouvelles consultations avec les communautés au sujet des étapes ci-dessus.

Après l'identification et l'évaluation finale des biens affectés, le PAR pourra être actualisé pour inclure les modifications notées. Le PAR inclura aussi les plans détaillés des programmes de développement local et les programmes communautaires de subsistance des ménages affectés. Il sied de signaler qu'au cours de sa mise en œuvre, des rapports mensuels seront régulièrement préparés et transmis à la REGIDESO et à la BAD. En outre, un rapport final de mise en œuvre dudit PAR sera aussi préparé après le paiement de toute compensation et le déploiement des programmes d'aide.

Conclusion

Ce document représente le Plan d'action de réinstallation actualisé pour la partie Burundi du Projet d'interconnexion entre le Rwanda et le Burundi. Le document contient un registre des procédures, des actions et des engagements formulés et adoptés pour réinstaller et indemniser les personnes et les ménages touchés par le projet, conformément aux lois du Burundi et aux politiques et normes applicables de la Banque Africaine de Développement.

La Régie de la Production et de la Distribution d'Eau et d'Electricité (REGIDESO) doit approuver le PAR présenté dans ce document et s'engager à en assurer la mise en œuvre complète, opportune et efficace. Les personnes affectées devront également valider le PAR à travers l'organisation des consultations y relatives. Le PAR sera rendu public, ainsi que l'engagement déclaré par la REGIDESO pour sa mise en œuvre.

TABLES DES MATIERES

RESUME	i
LISTE DES TABLEAUX	i
LISTE DES FIGURES.....	i
LIST DES ANNEXES.....	i
LISTE DES ABREVIATIONS	2
UEP Unite d'Execution du Project	2
DEFINITION DES TERMES	3
 1.INTRODUCTION	 9
1.1. Objectif du PAR.....	9
1.2. Format du PAR.....	10
1.3. Contexte du projet.....	11
1.4. Composantes du projet	12
1.4.1. Ligne de transport.....	12
1.4.2. Droit de passage/Corridor de la ligne de transport	14
1.4.3. Pylônes.....	14
1.4.4. Postes.....	15
1.5. Description des travaux	16
1.5.1. Défrichage du droit de passage et des routes d'accès	16
1.5.2. Montage des pylônes.....	16
1.5.3. Construction des postes.....	16
1.6. Impacts projetés	17
 2.CADRE JURIDIQUE, REGLEMENTAIRE ET INSTITUTIONNEL.....	 19
2.2. Organisation institutionnelle sur le plan national	19
2.2.1. Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage	20
2.2.2. Ministère de l'Hydraulique, de l'énergie et mines (MEM).....	21
2.2.3. Régie de Production et Distribution d'Eau et d'Electricité (REGIDESO)	21
2.2.4. Commission foncière Nationale	21
2.2.5. Mise en œuvre au niveau des districts	21
2.2.6. Comités de collines et de villages	22
2.2.7. Organisation des ménages.....	22
2.3. Cadre juridique burundais	22
2.3.1. La Constitution du Burundi	23
2.3.2. Loi No.01 / 008 : Le Code foncier de la République du Burundi (1986).....	23
2.3.3. Code foncier du gouvernement du Burundi (2011).....	24
2.3.4. Autre législation pertinente.....	25
2.4. Normes et directives internationales	26
2.4.1. La Politique de la BAD en matière de déplacement involontaire	26
2.4.2. Les autres politiques de la BAD interpellées par le projet.....	27
2.4.3. Principes de base et normes des Nations Unies sur les expulsions et les déplacements liés au développement.....	28
2.5. Analyse de l'écart entre le droit national et les normes de la BAD	29
 3.PLAN D'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES (PEPP).....	 33
3.1. Meilleure pratique internationale	33
3.2. Plan d'engagement des parties prenantes (PEPP)	33
3.3. Principaux objectifs de la participation des parties prenantes	34
3.4. Identification des parties prenantes du projet.....	34

3.4.1.	Groupes de parties prenantes	35
3.4.2.	Identification des femmes et des groupes vulnérables	37
3.5.	Consultation publique à ce jour.....	38
3.6.	Consultation Publique lors de la mise à jour des données, Juillet 2018	40
3.7.	Réunion de mobilisation et d'information organisée par REGIDESO en Août 2018	42
3.8.	Engagement futur des parties prenantes	43
3.9.	Plans de communication	45
3.10.	Calendrier de consultation et de divulgation des parties prenantes	45
3.11.	Rapports et évaluation.....	48
4.	DONNEES SOCIO-ECONOMIQUE DE LA ZONE DU PROJET	50
4.1.	Méthodologie de collecte et analyse de données de base.....	50
4.2.	Collecte initiale des données de base.....	50
4.3.	Enquêtes auprès des ménages	50
4.4.	Séances de groupes de discussion	51
4.5.	Entrevues avec des personnes clés	51
4.6.	Actualisation des données, Juillet 2018	52
4.7.	Analyse des données de base.....	52
4.8.	Résultats de l'enquête socioéconomique dans la zone du Project.....	52
4.8.1.	Démographie des ménages	52
4.8.2.	Répartition par âge	53
4.8.3.	État matrimonial	54
4.8.4.	Éducation	54
4.8.5.	Moyens de subsistance	55
4.8.6.	Régime foncier	57
4.9.	Analyse de l'enquête sur les actifs	57
4.9.1.	Utilisation de la structure	57
4.9.2.	Condition des structures	57
4.10.	Autres travaux et analyses	60
4.11.	Base de données du Project	60
4.12.	La situation du Genre au Burundi	60
4.12.1.	Question Genre sur le plan démographique	61
4.12.2.	Genre sur le plan socio- culturel	61
4.12.3.	Genre et services sociaux de base.....	62
5.	IDENTIFICATION DES IMPACTS DU PROJET	66
5.1.	Introduction	66
5.2.	Impact physique du projet.....	66
5.3.	Identification des impacts du projet	68
5.4.	Ménages affectés par le projet	68
5.5.	Infrastructures et installations publiques affectées par le projet	70
5.6.	Commerces affectées par le projet	70
5.7.	Efforts visant à réduire au minimum les impacts des projets.....	70
5.7.1.	Conducteurs	71
5.7.2.	Acheminement des lignes de transport	71
5.7.3.	Emplacements des postes	71
6.	CADRE D'INDEMNISATION ET ASSISTANCE	72
6.1.	Principes généraux	72
6.2.	Éligibilité	73

6.2.1.	Critère d'éligibilité	73
6.2.2.	Éligibilité à l'indemnisation et à l'assistance	74
6.2.3.	Détermination des actifs admissibles	75
6.3.	Droits	75
6.4.	Détermination des prix de compensation	79
6.5.	Signature et déménagement des ménages	84
6.4.1.	Consultation publique permanente avec les ménages affectés.....	84
6.4.2.	Identification et notification des détenteurs de ressources foncières	84
6.4.3.	Documentation des avoirs et des actifs.....	85
6.4.4.	Accord sur l'indemnisation et la préparation des contrats	85
6.4.5.	Paievements de compensation	85
6.4.6.	Déplacement	85
6.4.7.	Suivi.....	85
7.	PROCESSUS DE GESTION DES GRIEFS.....	87
7.1.	Principes généraux et principaux aspects	87
7.2.	Types de réclamations anticipés	88
7.3.	Mécanisme de résolution des griefs.....	89
7.3.1.	Niveaux de gestion des réclamations	91
7.3.2.	Compatibilité avec la législation nationale et les mécanismes de règlement des griefs.....	92
8.	MOYENS DE SUBSISTANCE ET DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE	92
8.1.	Meilleure pratique internationale	93
8.2.	Approche du programme de moyens de subsistance	93
8.3.	Évaluation des besoins en matière de moyens de subsistance.....	95
8.4.	Composantes du Programme de moyens de subsistance	96
8.4.1.	Programme agricole.....	97
8.4.2.	Programme de formation en gestion financière	98
8.4.3.	Programme de microfinance.....	99
8.5.	Gestion des programmes de subsistance et partenariat.....	100
8.6.	Emploi et approvisionnement locaux	100
8.7.	Plan de développement communautaire.....	Erreur ! Signet non défini.
9.	IDENTIFICATION DES MENAGES VULNERABLE	101
9.1.	Meilleure pratique internationale	101
9.2.	Vulnérabilité	101
9.3.	Vulnérabilité dans la zone du projet.....	101
9.4.	Aide temporaire aux difficultés.....	103
10.	PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL	105
10.1.	Définition	105
10.2.	Patrimoine culturel et religieux.....	105
10.3.	Procédures de gestion du patrimoine culturel	105
11.	SUIVI, EVALUATION ET RAPPORTS.....	106
11.1.	Meilleures pratiques internationales.....	106
11.3.	Suivi et évaluation.....	106
11.3.1.	Suivi interne.....	107
11.3.2.	Suivi externe et évaluation	109
11.3.3.	Vérification de l'achèvement de la réinstallation.....	110

12.CADRE ORGANISATIONNEL POUR LA MISE EN OEUVRE DU PAR.....	111
12.1. Meilleure pratique internationale	111
12.2. Rôles et responsabilités institutionnel	111
12.3. Comités spécifiques au projet	114
13. BUDGET DE REINSTALLATION ET CALENDRIER D'EXECUTION	115
13.1. Guide des meilleures pratiques	115
13.2. Budget du projet PAR.....	115
13.3. Calendrier d'exécution	116
REFERENCES	117

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Résumé des impacts du projet.....	17
Tableau 2: Analyse de l'écart entre les normes nationales et celles de la BAD	30
Tableau 3: Horaire du Plan d'Engagement des parties prenantes du PAR.....	45
Tableau 4: Groupes de discussion, août 2015.....	51
Tableau 5: Répartition par âge de la population touchée	54
Tableau 6: Cultures affectées	55
Tableau 7: Taille des fermes dans la zone du projet	56
Tableau 8: Entreposage des animaux domestiques	56
Tableau 9: Utilisation des structures affectées.....	57
Tableau 10: Explication des catégories de structure	58
Tableau 11: Catégorisation des structures dans la zone du projet	59
Tableau 12: Résumé des impacts du projet.....	67
Tableau 13: Matrice des droits	77
Tableau 14: Actifs de subsistance.....	93
Tableau 15: Objectifs, résultats et stratégies du programme agricole.....	97
Tableau 16: Pratiques et services en matière de programmes agricoles	97
Tableau 17: Objectifs, résultats et stratégies de formation en gestion financière	98
Tableau 18: Pratiques et services du Programme de gestion financière.....	98
Tableau 19: Objectifs, résultats et stratégies du programme de microfinance	99
Tableau 20: Pratiques et services du programme de microfinance	100
Tableau 21: Ménages potentiellement vulnérables.....	102
Tableau 22: Objectifs, résultats et stratégies de l'aide temporaire à la difficulté.....	103
Tableau 23: Pratiques et services d'assistance temporaire en cas de difficultés	103
Tableau 24: Sélection d'indicateurs pour le suivi interne	108
Tableau 25: Rôles et responsabilités.....	111
Tableau 26 : Composition et responsabilité des comités de projet	114
Tableau 27: Budget indicatif de réinstallation.....	115

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Tracé de la ligne proposée entre le Rwanda et le Burundi	12
Figure 2: Ligne de Transport au Burundi	13
Figure 3: Exemple typiques de pylônes et détails de la fondation.....	15
Figure 4: Le site du poste à Ngozi	15
Figure 5: Le site de l'extension du poste à Gitega.....	16
Figure 6: La répartition des institutions clés dans la zone du projet.....	20
Figure 7: Consultations publiques organisées du 18/07 au 22/07/2018(date).....	39
Figure 8: État matrimonial des PAP	54
Figure 9: Niveau d'études des personnes affectées par le projet	55
Figure 10: Exemples de catégories de structure.....	59
Figure 11: Procédure de gestion des plaintes et réclamations.....	90

LIST DES ANNEXES

Annexe 1: Compte rendu des réunions de consultation et d'information organise	119
Annexe 3: Activités de divulgation initiale au burundi	146
Annexe 4: Questionnaire pour la collecte des données.....	156
Annexe 5: Tableau des Coordonnées des zones où des modification sont proposé	169
Annexe 6: Tableau récapitulatif des compensations individuelles proposées.....	170

LISTE DES ABREVIATIONS

ADC	Agent de développement communautaire
AED	Agent environnemental du district
ALC	Agent de liaison communautaire
BAD	Banque Africaine de Développement
BM	Banque Mondiale
BERD	Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
CE	Champs électromagnétiques
CIGRÉ	Conseil International des grands réseaux électriques
CLR	Commite Localde reinstallation
EIES	Etude de l'impact environnemental et social
FIDIC	Fédération Internationales des Ingénieurs Conseils
GPS	Géo-positionnement par satellite
GTC	Groupe de Travail Communal
ICNIRP	Commission Internationale pour la protection contre les rayonnements non : ionisants
IEC	Commission électrotechnique Internationale
IFC	Institutions Financières Internationale
ILO	Organisation Internationales du travail
MEAE	Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de 'elevage.
MoH	Ministère de la santé
MST	Maladies sexuellement transmissibles
NELSAP	Nile Equatorial Lakes Subsidiary Country Action Program
PAP	Personnes affectées par le projet
PAR	Plan d'Action de réinstallation
PEPP	Plan d'engagement des parties prenantes
PGES	Plan de gestion environnemental et social
PO	Politique Opérationnelle
REGIDESO	Régie de Production et de Distribution d'Eau et d'Electricité
SGE	Spécialiste de la gestion de l'environnement
SGES	Système de gestion environnementale et sociale
UEP	Unite d'Execution du Project

DEFINITION DES TERMES

Enquête sur les biens : Une enquête détaillée sur toutes les infrastructures, fermes et cultures de plantes dans la zone du projet, l'enregistrement de la propriété, la construction et les détails sur les plantes, les mesures, les photographies et le positionnement GPS.

Communauté : Un groupe de personnes plus large que le ménage, qui s'identifient comme une unité commune en raison de liens sociaux, religieux, économiques ou traditionnels reconnus, ou à travers une localité partagée.

Indemnisation : signifie le paiement en espèces ou en nature d'un actif ou d'une ressource qui est acquis ou affecté par un projet au moment où le bien doit être remplacé.

Structures complètes : Les bâtiments, y compris les maisons et les structures institutionnelles, qui ont des murs fermés, des toits et des planchers nivelés en terre ou en béton.

Assistance au déplacement : Soutien apporté aux personnes déplacées physiquement par un projet. L'aide peut inclure le transport, le logement et les services qui sont fournis aux personnes affectées au cours de leur déménagement. L'aide peut aussi inclure des allocations en espèces qui compensent les inconvénients associés aux déplacements et paient les frais d'une transition vers un nouveau logement, comme les frais de déménagement.

Déplacement économique : perte de sources de revenus ou de moyens de subsistance résultant de l'acquisition de terres ou de l'accès aux ressources (terres, eau ou forêts) résultant de la construction ou de l'exploitation d'un projet ou de ses installations connexes.

Ménages économiquement déplacés : Ménages dont les moyens de subsistance sont touchés par le projet, ceci peut inclure les résidents de ménages dans la zone du projet et aussi des personnes vivant à l'extérieur de la zone du projet, mais ayant des terres, des cultures, des entreprises ou des droits d'usage divers.

Cultures éligibles : Cultures plantées dans la zone du projet par les personnes affectées par le projet avant la date limite de leur droit d'allocation et qui sont admissibles à une indemnisation conformément à ce PAR.

Territoire éligibles : Terrain (soit cultivé, en jachère, agricole ou terrain appartenant à la commune) dans la zone du projet qui est affectée par le projet.

Structures éligibles : Les bâtiments et les structures construits dans la zone du projet avant

la date limite du droit d'allocation et qui sont éligibles à une indemnisation conformément au présent PAR.

Droits : Les avantages énoncés dans le PAR, y compris : une compensation financière ; Le droit de participer aux programmes de restauration des moyens de subsistance ; Et le transport et toute autre assistance de courte durée nécessaire pour se réinstaller ou se déplacer.

Délai d'éligibilité : La date fixée comme date limite pour le droit à l'indemnisation ; au Burundi, c'est à la fin de l'enquête sur les actifs familiaux et de la situation socio-économique. Les personnes occupant la zone du projet après la date limite ne sont pas éligibles à une indemnisation et / ou à une aide à la réinstallation. De même, les actifs immobilisés (telles que les constructions, les cultures, les arbres fruitiers et les boisés) établis après la date limite d'attribution ne seront pas compensés.

Étude d'Impact environnemental et Social (EIES) : L'EIES a été élaboré pour le projet d'interconnexion entre le Rwanda et le Burundi. L'EIES est une étude intégrée qui examine l'état biophysique, social et l'hygiène de l'environnement susceptibles d'être touchés par le projet.

Agriculteur : Personne qui a acquis le droit d'utiliser un terrain pour des activités agricoles, soit pour générer de l'argent en espèces, soit pour la consommation familiale, et qui participe à ces activités au moment de la date limite d'attribution.

Coût total de remplacement : La valeur marchande des actifs plus les coûts de transaction, où la dépréciation des structures et des actifs n'est pas prise en compte.

Ménage : Une personne, ou un groupe de personnes vivant ensemble, dans une maison individuelle ou un Complexe, qui partagent leur cuisine et constituent une unité socio-économique et décisionnelle de base.

Structures incomplètes : Les bâtiments et les structures qui manquent des éléments de construction majeurs tels que les murs, les toits, la terre battue ou les planchers de béton, les portes et / ou les fenêtres.

Structures et infrastructures institutionnelles : Bâtiments, structures et installations pour l'usage public, gouvernemental et religieux, tels que les écoles et les églises, dans la zone du projet et utilisés aux fins pour lesquelles ils ont été établis à la date limite d'attribution.

Réinstallation involontaire : La réinstallation se réfère à la fois au déplacement physique (déplacement ou perte d'abri) et au déplacement économique (perte d'actifs ou d'accès à

des biens qui entraîne la perte de sources de revenus ou de moyens de subsistance) à la suite de l'acquisition ou la restriction de l'accès fonciers aux ressources naturelles liés au projet. La réinstallation est considérée comme involontaire lorsque les individus ou les communautés affectées n'ont pas le droit de refuser l'acquisition de terres qui entraîne un déplacement. Cela se produit dans les cas suivants : (i) l'expropriation légale ou l'acquisition des terres fondées sur un domaine légitime ; Et ii) les règlements négociés dans lesquels l'acheteur peut recourir à l'expropriation ou imposer des restrictions juridiques ou légales à l'utilisation des terres si les négociations avec le vendeur échouent.

Terrain : désigne des terres agricoles et / ou non agricoles, qu'elles soient temporaires ou permanentes, et qui peuvent être requises ou nécessaire pour le Projet.

Propriétaire : Est une personne qui a la possession légale sur un morceau de terre. Le propriétaire foncier peut ou non posséder des structures et des cultures sur le terrain.

Acquisition de terrains : C'est la prise ou l'aliénation de terrains, de bâtiments ou d'autres biens qui s'y trouvent à des fins de projet relevant d'un domaine éminent.

Programmes visant à remplacer ou à rétablir les indicateurs de qualité de vie : Ceci inclut les programmes visant à maintenir, rétablir ou améliorer l'éducation, la santé, la nutrition, l'assainissement de l'eau ainsi que les revenus. Ça inclut aussi maintenir ou améliorer la sécurité économique des personnes affectées par le projet en offrant des possibilités économiques et génératrices de revenus, inclure des activités telles que la formation, la production et la transformation agricoles et les petites et moyennes entreprises.

Ménage des non-résidents : Un ménage (ou un individu) qui a un actif dans la zone du projet, qui existait avant la date limite d'attribution, mais qui réside en dehors de la zone du projet.

Structures occupées : Il s'agit de structures qui présentent des signes d'occupation humaine régulière et soutenue, pendant une période antérieure à la date limite d'attribution des droits.

Déplacement physique : C'est la perte d'abri et d'actifs résultant de l'acquisition de terrains associés à un projet qui oblige la (les) personne (s) affectée (s) à se déplacer vers un autre emplacement.

Ménages physiquement déplacés : Les ménages qui habitent normalement dans la zone du projet et qui perdront l'accès à un abri et à leurs biens résultant de l'acquisition de terrains associés au projet qui les oblige à se déplacer vers un autre emplacement.

Projet : La partie Burundi du Projet Interconnexion Rwanda – Burundi est une ligne de transport de 220kV de Kigoma via Butare (au Rwanda) vers Ngozi et Gitega (au Burundi). Le projet s'inscrit dans le cadre du programme régional de transport du NELSAP qui vise à relier cinq des pays des lacs équatoriaux du Nil, à savoir le Burundi, la RDC, le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda.

Ménage affecté par le projet : Tous les membres d'un ménage, qu'ils soient apparentés ou non, qui fonctionnent comme une seule unité socio-économique et décisionnelle, touchés par un projet.

Personnes affectées par le projet (PAP) : personnes qui, pour des raisons de prise involontaire de leurs terres et autres biens dans le cadre du projet, entraînant des impacts négatifs économiques ou sociaux, indépendamment de la réinstallation physique desdits PAP.

Ces personnes peuvent avoir leurs :

- Niveau de vie négativement affecté, même dans le cas où le PAP doit ou non se déplacer vers un autre emplacement ;
- Droit, titre, investissement dans une maison, un terrain (y compris des locaux, des terres agricoles et les pâturages) ou tout autre bien fixe ou mobilier qu'elles possèdent temporairement ou définitivement affecté ;
- Accès à des biens/actifs productifs affectés de façon temporaire ou permanente ; Ou leurs affaires, leur profession, leur travail ou leur lieu de résidence ou leur habitat négativement affecté.

Zone du projet : Zone affectée pour la partie du Burundi du Projet Interconnexion Rwanda - Burundi, y compris les postes, les pylônes, les droits de passage (temporaires et permanentes), ainsi que les zones tampons requises pour la sécurité environnementale.

Réinstallation : Un processus par lequel les ménages déplacés physiquement reçoivent un paiement unique forfaitaire pour leurs structures résidentielles existantes et quittent la zone du projet. Les ménages déplacés physiquement reçoivent des parcelles de remplacement et des structures résidentielles sur un site désigné. La réinstallation comprend des initiatives visant à rétablir et à améliorer le niveau de vie des personnes réinstallées.

Coût de remplacement : Le taux de compensation pour les biens perdus doit être calculé au coût de remplacement complet, c'est-à-dire la valeur de marché des actifs plus les coûts de transaction. En ce qui concerne les terrains et les structures, les « coûts de remplacement » peuvent être définis comme suit :

- **Coût des terres agricoles ou pâturages :** C'est la valeur marchande des terrains utilisés ou ayant un égal potentiel productif situés à proximité des terres affectées,

plus le coût de la préparation à des niveaux semblables ou supérieurs à ceux des terres affectées, plus le coût de tout enregistrement et les transferts d'impôts.

- **Coût des structures familiales et publiques** : le coût d'achat ou de construction d'une nouvelle structure, d'une superficie et d'une qualité similaires ou supérieures à celles de la structure affectée, ou de la réparation d'une structure partiellement affectée, y compris les taxes. Pour déterminer le coût de remplacement, la dépréciation de l'actif et la valeur des matériaux de récupération ne sont pas prises en compte, et la valeur des avantages découlant du projet n'est pas déduite de l'estimation d'un actif affecté.

Plan d'action de réinstallation : C'est un document dans lequel le promoteur du projet précise les procédures qu'il suivra et les mesures à prendre pour atténuer les effets néfastes, compenser les pertes et fournir des avantages au développement aux personnes et aux communautés affectées par un projet.

Aide à la réinstallation : Soutien fourni aux personnes déplacées physiquement par un projet. L'aide peut comprendre le transport, la nourriture, le logement et les services sociaux fournis aux personnes affectées pendant leur relocalisation. L'aide peut également inclure des allocations en espèces qui compensent les personnes affectées pour les inconvénients associés à la réinstallation et paient les frais d'une transition vers un nouveau lieu, comme les frais de déménagement et les indemnités de jours de travail perdus.

Résident des ménages : Un ménage (ou un particulier) qui occupe une maison dans la zone du pro-jet, construit au plus tard à la date limite de l'autorisation, comme résidence principale ou unique.

Droit de passage : Le droit de passage est un espace accordé ou réservé sur le terrain à des fins de transport, des lignes de transport d'électricité, ou de conduit de pétrole. Le droit de passage est réservé aux fins de la maintenance, de l'expansion ou de la protection des services et peut également imposer des restrictions à certains autres droits d'utilisation.

Métayer : Une personne qui conclut une entente avec un propriétaire foncier pour exploiter une aire de terre déterminée pendant une période convenue et verse une partie du revenu accumulé ou une part du produit au propriétaire foncier à titre de paiement.

Licence sociale d'exploitation : Le concept de licence sociale d'exploitation existe lorsqu'un projet est considéré comme ayant l'approbation et la large acceptation de la société pour mener ses activités. Ce n'est pas une licence délivrée par les autorités civiles. Elle résulte de l'acceptation du développement de projets et des activités des communautés affectées et des communautés voisines.

Enquête socio-économique : Une enquête socio-économique détaillée de tous les ménages de la zone du projet, enregistrant des données démographiques et socio-économiques détaillées au niveau des ménages et des individus.

Spéculation : C'est la construction de bâtiments ou de structures, ou planter des cultures dans la zone du projet, dans le seul but de réclamer une indemnisation au promoteur du projet. La spéculation peut se produire avant que la date limite de l'autorisation ait été déclarée, ou après cela, c'est-à-dire se produisant après la date d'interruption du droit.

Parties prenantes : Tous les individus, groupes, organisations et institutions intéressés et potentiellement touchés par un projet ou ayant la capacité d'influencer un projet.

Locataire : Personne qui vit dans une structure appartenant à une autre, qu'ils paient ou non un loyer.

Structures inoccupées : Structures qui n'ont aucun signe d'occupation humaine régulière et soute-nue.

Personnes vulnérables : Les personnes qui, du fait de leur sexe, de leur appartenance ethnique, de leur âge, de leur handicap physique ou mental, de leur désavantage économique ou de leur statut social, peuvent être plus affectées par la réinstallation que d'autres et qui peuvent être limitées à réclamer ou à profiter de l'aide à la réinstallation et des avantages liés au développement.

1. INTRODUCTION

Le présent document représente le Plan d'Action de Réinstallation actualisé (PAR) de la partie burundaise du Projet d'interconnexion entre le Rwanda et le Burundi. Le projet s'inscrit dans le cadre du programme régional de transport du NELSAP qui vise à relier cinq des pays des lacs équatoriaux du Nil, à savoir le Burundi, la République Démocratique du Congo (RDC), le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda.

Au Burundi, le gouvernement à travers la Régie de la Production et de la Distribution d'Eau et d'Electricité (REGIDESO) propose de construire une ligne de transport d'électricité de 220 kV, en circuit unique, de Kigoma via Butare (au Rwanda) à Ngozi et Gitega au Burundi. La section burundaise, comprend 79,2 km de lignes de transport, des pylônes et deux postes : un nouveau poste de 220 kV à Ngozi et une extension du poste de 110 kV existant à Gitega.

La REGIDESO s'engage à respecter les lois burundaises ainsi que les normes et les meilleures pratiques de la BAD plus particulièrement Sauvegarde opérationnelle 2 – Réinstallation involontaire : Acquisition de terres, déplacements de populations et indemnisation.

1.1.Objectif du PAR

L'élaboration d'un PAR à ce stade du cycle du projet a 2 objectifs :

- 1) Décrire brièvement le processus d'exécution du Projet de réinstallation le plus tôt possible dans le cadre de l'élaboration du projet. Cela permet une divulgation efficace à toutes les parties prenantes, ainsi que de recevoir leurs commentaires et suggestions, avant la fin de la conception détaillée du projet, de la réinstallation et de la planification du rétablissement des moyens de subsistance des ménages affectés, des consultations en cours et de la mise en œuvre.
- 2) Fournir la base à la REGIDESO et au bailleur de fonds du projet, la BAD pour approuver le plan d'action de réinstallation, sous réserve de l'élaboration ultérieure de la conception détaillée du projet et des procédures de mise en œuvre. La REGIDESO et la BAD utiliseront le PAR pour convenir à des objectifs et à des approches de la réinstallation ainsi que discuter et convenir des rôles et responsabilités de la REGIDESO, de la BAD et d'autres parties prenantes à ce stade du Projet.

Ce PAR décrit donc l'approche du projet et le cadre pour la mise en œuvre de l'indemnisation et de la relocalisation et l'aide pour rétablir les moyens de subsistance, ce PAR illustre l'approche du projet pour :

- Le respect du droit burundais, des normes de la Banque Africaine de Développement et des meilleures pratiques internationales ;
- L'engagement des parties prenantes et la consultation communautaire, et la participation des parties prenantes à la prise de décisions, à la mise en œuvre et au suivi

- ;
- La collecte de données et la manière dont les données quantitatives et qualitatives ont été recueillies et analysées en ce qui concerne les questions démographiques, socio-économiques et l'utilisation des terres ;
- L'élaboration de cadres d'indemnisation et de critères d'éligibilité ;
- La relocalisation et planification de l'indemnisation ;
- Le développement de programmes de restauration des moyens de subsistance ;
- La définition des rôles et responsabilités des organisations dans la mise en œuvre ;
- La budgétisation et planification de la mise en œuvre de la réinstallation ;
- Les procédures de règlement des griefs ;
- Le suivi et l'évaluation des impacts de la réinstallation et de l'accès aux terres.

1.2.Format du PAR

En élaborant le PAR, une attention particulière a été accordée aux meilleures pratiques et aux normes internationales, en particulier les Politiques de la Banque Africaine de Développement pour la préparation d'un plan d'action de réinstallation, 2013. La REGIDESO s'engage à suivre les normes et les meilleures pratiques de la Banque Africaine de Développement. Le PAR tient également pleinement compte des lois et règlements du Burundi et des directives pertinentes relatives à l'accès aux terres et à la réinstallation, là où cela est nécessaire. Les éléments essentiels d'un PAR sont :

- Identification des impacts du projet et des populations affectées ;
- Un cadre pour la consultation publique, la participation et la planification du développement ;
- Un cadre juridique pour l'acquisition et la compensation des terres ;
- Un cadre d'indemnisation ;
- Une description de l'aide à la réinstallation et du rétablissement des activités de subsistance ;
- Une description des responsabilités organisationnelles ;
- Un calendrier de mise en œuvre ;
- Une description des dispositions relatives à la réparation des griefs ;
- Un cadre de suivi, d'évaluation et de rapport ;
- Un budget détaillé.

Par conséquent, ce PAR est présenté selon les sections suivantes :

1. Résumé;
2. Introduction;
3. Cadre institutionnel et juridique;
4. Engagement des parties prenantes;
5. Collecte et analyse des données de base;
6. Identification des impacts du projet ;
7. Cadre d'indemnisation et assistance ;
8. Programmes de développement des moyens de subsistance de la communauté ;
9. Personnes vulnérables ;
10. Protection du patrimoine culturel ;

11. Procédures de règlement des griefs ;
12. Suivi, évaluation et Rapports ;
13. Cadre organisationnel ;
14. Budget de réinstallation et calendrier d'exécution ;
15. Gestion du changement

1.3.Contexte du projet

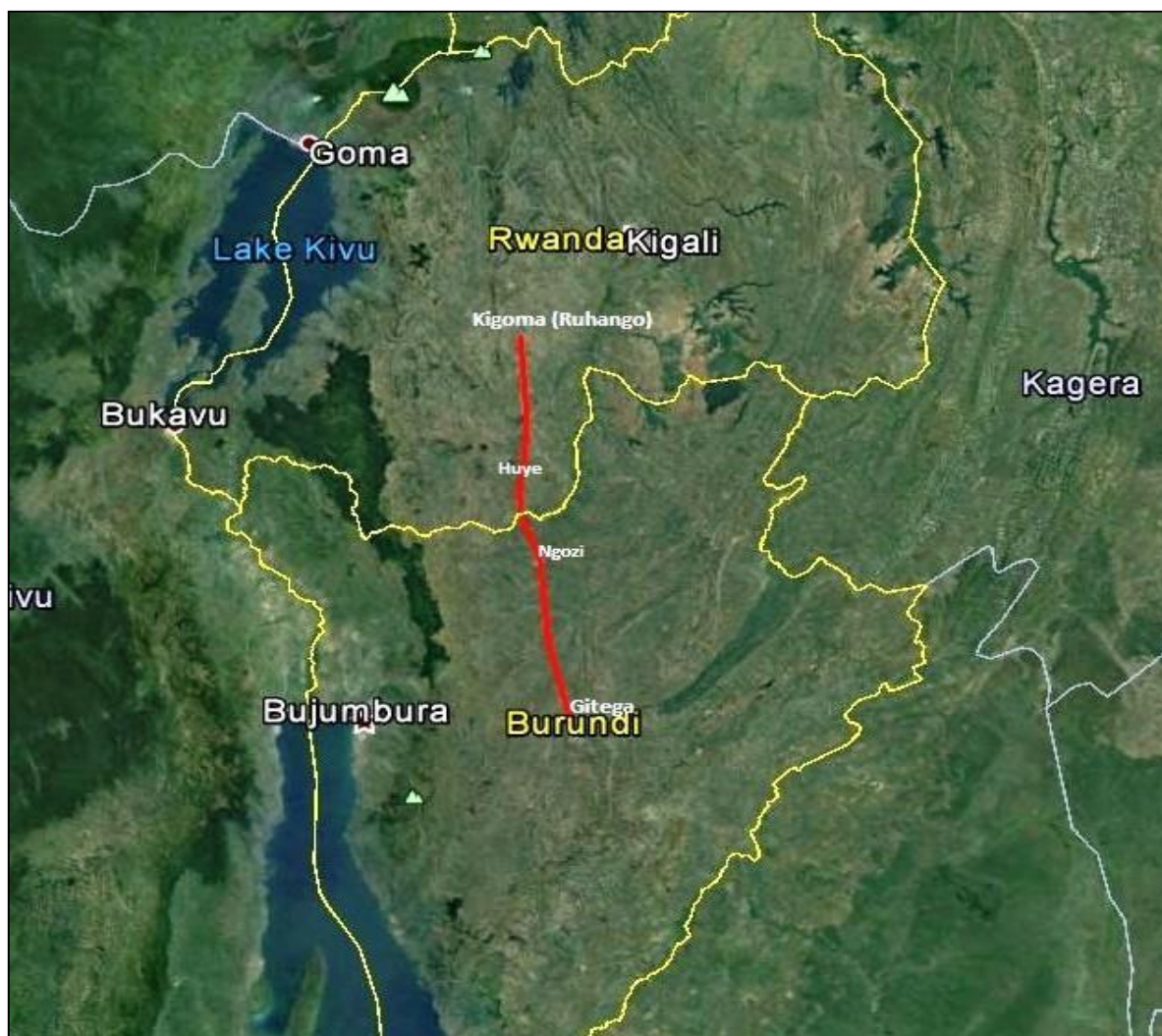
Le Rwanda et le Burundi sont confrontés à de graves problèmes d'approvisionnement en électricité, aggravés par le fait que les populations ne sont pas principalement concentrées dans les villes mais dispersées dans les campagnes. Le déficit énergétique du Burundi, résultat d'une production d'électricité inadéquate et peu fiable, est un obstacle majeur au développement de l'industrie et des services, tandis que la réduction de la pauvreté est l'un des principaux défis de développement auxquels le Burundi est confronté.

La Vision Burundaise 2025 note que la faiblesse des infrastructures de soutien à la production du Burundi, notamment celle liée à l'énergie, aux transports et aux télécommunications, est un obstacle au développement à une économie diversifiée et compétitive et est une grave contrainte sur le commerce. Un objectif déclaré de la Vision 2025 est d'augmenter l'approvisionnement en électricité des ménages. Cela a été bien élaboré dans le deuxième document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP-II) qui est enraciné dans la Vision 2025 et représente le cadre unificateur de toutes les politiques sectorielles et multisectorielles qui servent à traduire les piliers stratégiques de la Vision 2025 du Burundi en projets et programmes.

L'objectif de développement du projet est d'améliorer les conditions de vie et l'environnement de développement socio-économique des régions, grâce à la disponibilité d'une énergie électrique abordable et accessible, et à l'augmentation du commerce transfrontalier d'électricité.

En 2007, une étude de faisabilité sur l'interconnexion des réseaux électriques entre le Rwanda, le Burundi et la République Démocratique du Congo (RDC) a été entreprise dans le cadre du **Programme d'action subsidiaire des lacs équatoriaux du Nil (NELSAP)**. L'étude de faisabilité de NELSAP a conclu qu'une solution appropriée serait une ligne de transport de 110 kV entre le poste de Kigoma au Rwanda et la centrale hydroélectrique de Rwegura au Burundi. En examinant les itinéraires alternatifs et en améliorant l'approvisionnement de la ville de Butare (Rwanda) et de la ville de Ngozi (Burundi), un corridor reliant Kigoma au Rwanda et Gitega au Burundi, avec Butare et Ngozi entre les deux.

Figure 1: Tracé de la ligne proposée entre le Rwanda et le Burundi



Source: étude de faisabilité

Une étude de faisabilité a été entreprise en 2012 et une étude de l'impact environnemental et social (EIES) a été aussi réalisée au cours de cette même période. Le rapport de faisabilité a conclu que le projet pouvait permettre aux deux pays de bénéficier de ressources partagées en termes de production d'énergie hydroélectrique et de coopération technique en matière de production d'électricité, de transport et d'électrification rurale et de services à la clientèle.

Le projet devrait avoir des effets positifs sur le statut socio-économique général et les moyens de subsistance des usagers d'électricité et des personnes affectées par le projet (PAP). L'EIES démontre que les impacts les plus graves du projet seront la réinstallation. Un PAR complet a donc été préparé pour traiter et atténuer ces impacts.

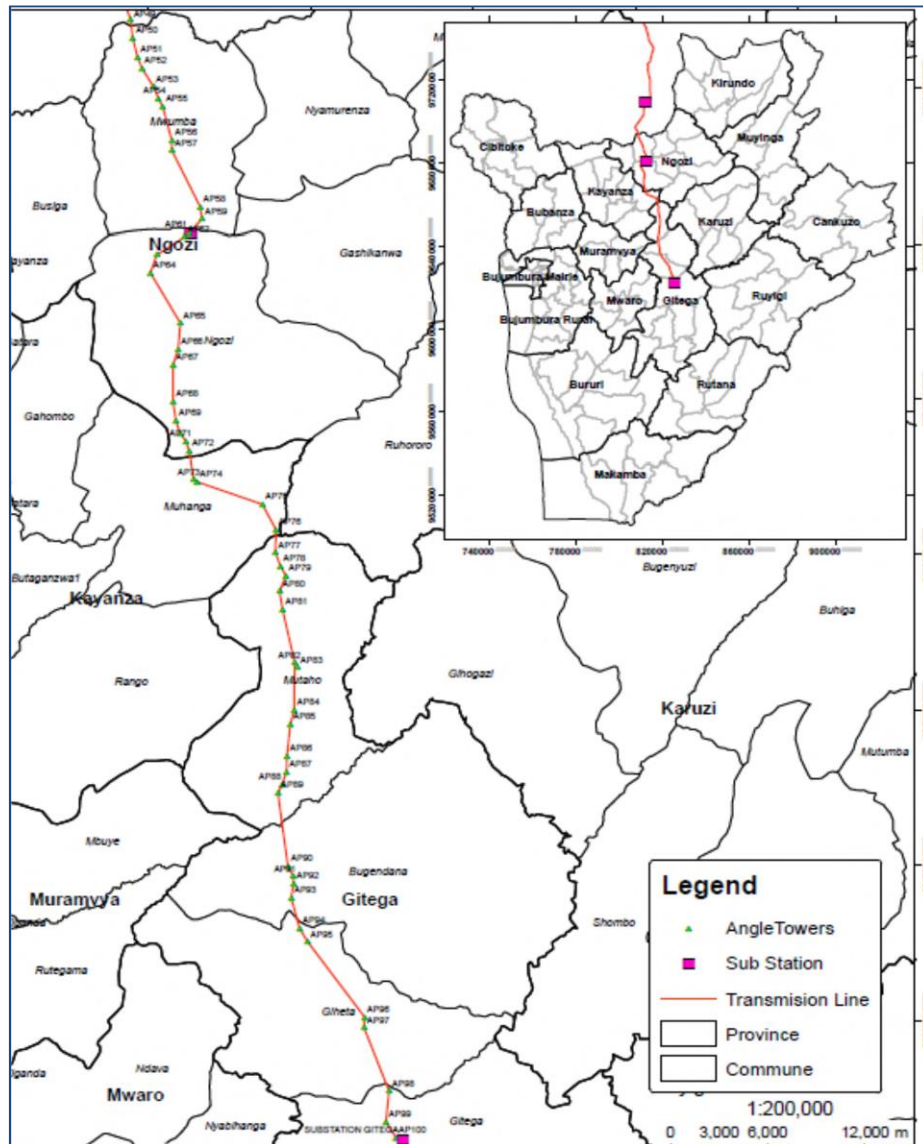
1.4. Composantes du projet

1.4.1. Ligne de transport

La ligne de transport sera conçue sous la forme d'une ligne à circuit unique de 220 kV, initialement exploitée avec seulement 110 kV et mise à niveau à 220 kV à une date ultérieure. La longueur totale de la ligne de transport prévue sera de 141,7 km, avec 79,2 km du tracé de ligne situé au Burundi. Cela inclut en partie la frontière Rwanda - Ngozi (16,5 km) et de la

partie Ngozi - Gitega (62,7 km).

Figure 2: Ligne de Transport au Burundi



Source: Etude de faisabilité, 2012

1.4.2. Droit de passage/Corridor de la ligne de transport

Le droit de passage de la ligne de transport d'électricité est une parcelle de terre utilisée par les compagnies d'électricité pour construire, exploiter, entretenir et réparer les installations de la ligne de transport. Le droit de passage doit généralement être exempté de structures non autorisées qui pourraient interférer avec une ligne électrique. La largeur du droit de passage dépend de la tension de la ligne et de la hauteur des structures.

Comme la ligne sera finalement mise à niveau à 220 kV, un droit de passage de 30 mètres a été défini, conformément aux normes nationales. Il est basé sur une distance de quinze (15) mètres de chaque côté du centre des pylônes de transport. Le droit de passage sera nécessaire pour l'accès pendant la construction, pour l'entretien périodique de la ligne de transport et comme périmètre de sécurité.

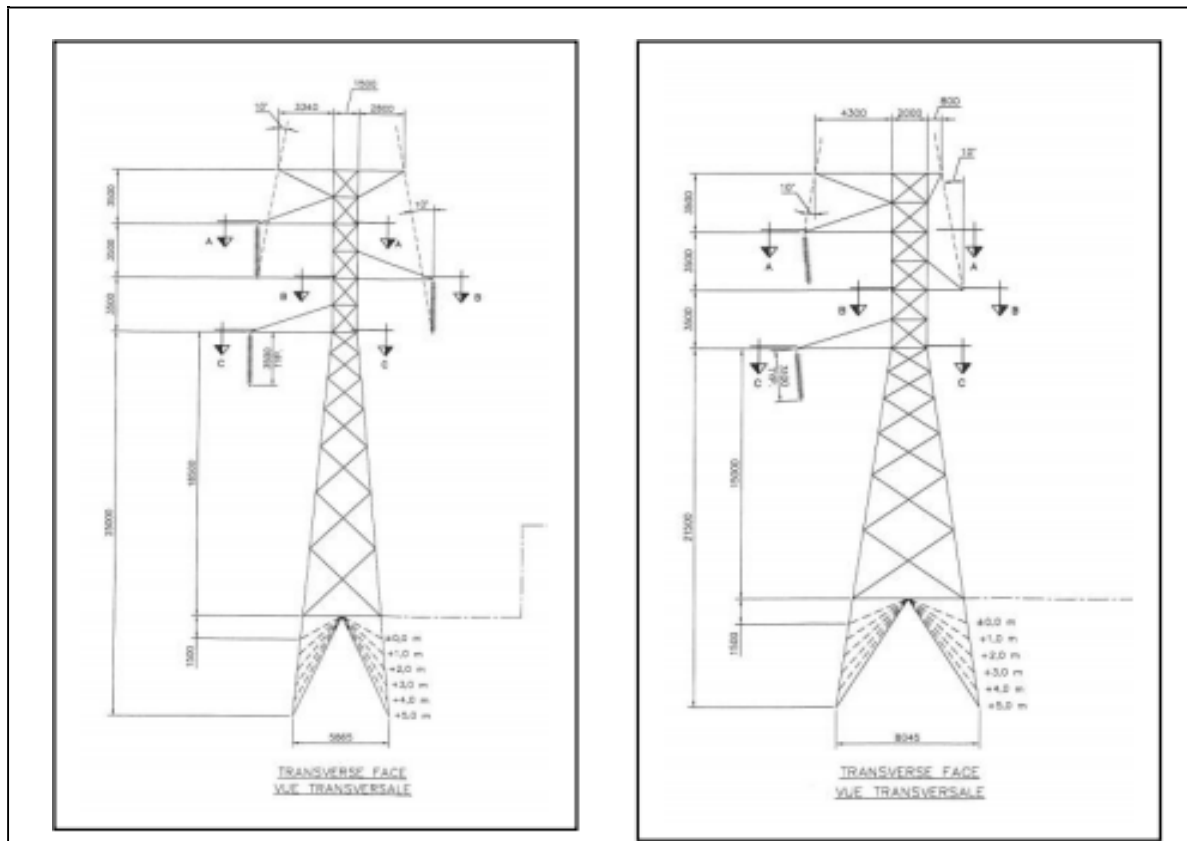
Cette terre restera sous la propriété de ses propriétaires actuels. Les activités agricoles seront autorisées à l'intérieur du droit de passage, à l'exception des arbres commerciaux d'une hauteur supérieure à 5 mètres, tels que les manguiers et les avocatiers, qui peuvent interférer avec les lignes électriques et les activités d'entretien. Aucune structure n'est permise dans le droit de passage.

1.4.3. Pylônes

Le type de pylônes et la conception qui a été choisie disposent d'un conducteur en trois niveaux, ce qui offre les bras transversaux les plus courts possibles, minimisant ainsi le droit de passage requis.

Les pylônes se composeront de **pylônes angulaires**, nécessaires lorsque la ligne de transport change de direction, et des **pylônes d'intervalle**, supportant la ligne entre les pylônes angulaires selon les besoins et en fonction de la topographie. Les pylônes varieront entre 30 m et 40 m de hauteur, selon le paysage et le type de pylônes. La superficie maximale à acquérir de façon permanente pour le montage de chaque pylône (fondations) sera de 100 m² (10mx10m). 54 pylônes angulaires sont prévus au Burundi. La Figure 3 ci-dessous montre les détails typiques des pylônes et de leur fondation. Tous les pylônes seront mis en terre de façon permanente.

Figure 3: Exemple typiques de pylônes et détails de la fondation



1.4.4. Postes

Le nouveau poste de Ngozi sera situé à proximité de la zone industrielle existante, couvrant une superficie de 2,5 ha. Aucun bâtiment ne sera affecté par la construction.

La connexion à Gitega sera assurée via le poste existant de 110 kV, qui sera réhabilité/étendu à cet effet. L'étendue exacte de l'extension du poste de Gitega n'a pas été conçue en détail, mais devrait être d'environ 3 ha. Aucune extension de maisons ou autres structures ne sera affectée.

Figure 4: Le site du poste à Ngozi



Figure 5:Le site de l'extension du poste à Gitega



1.4.5. Routes d'accès

Des routes d'accès seront requises, certaines à titre temporaire pour la construction, et certaines à titre permanent pour faciliter l'accès aux travaux d'entretien et d'inspection. Comme pour les pylônes d'intervalle, la conception détaillée des voies d'accès n'a pas été entreprise. Toutefois, le PAR a été préparé pour tenir compte d'acquisition de terres supplémentaires, permanentes et temporaires, associées à des pylônes supplémentaires et des routes d'accès, qui seront confirmées lors de la phase de conception détaillée.

1.5. Description des travaux

1.5.1. Défrichage du droit de passage et des routes d'accès

Le défrichage des arbustes et la coupe des arbres de plus 5 m de hauteur, qui se situent dans les 30m du droit de passage requis, seront nécessaires. Les arbres qui à la maturité ne dépassent pas 5 mètres seront acceptables dans le corridor des trente mètres. Sauf là où les routes d'accès pour la construction seraient nécessaires et là aussi, 15 à 20 mètres sont suffisantes pour les machines et engins. Un déblaiement ultérieur peut être requis pour les routes d'accès pendant la construction, afin de permettre le transport des matériaux de construction et du personnel depuis la position la plus proche de la route jusqu'au corridor de la ligne de transport. Comme indiqué ci-dessus, certaines routes d'accès peuvent être considérées comme permanentes pour permettre une maintenance et une inspection continues.

1.5.2. Montage des pylônes

Des pylônes à treillis en acier de 30 à 40 m seront érigés à intervalles réguliers de 300 m en moyenne pour supporter les conducteurs aériens. Chaque tour en acier sera soutenue sur 4 plaques de fondation en béton de 2m x 2m x 2.5m de profondeur. L'encombrement total du pylône ne dépassera pas 100 m² (10 x 10 m). Après le moulage de la fondation, une surface égale à l'empreinte sera occupée en permanence par les pieds des pylônes.

1.5.3. Construction des postes

La construction du poste de Ngozi nécessitera environ 2,5 hectares de terrain. La construction de l'extension du poste de Gitega nécessitera une superficie d'environ 3 hectares.

1.6. Impacts projetés

Le projet consistera donc en un mélange d'acquisitions temporaires et permanentes de terres et de restriction d'accès. L'acquisition de terrain temporaire et de restriction d'accès se produiront dans le secteur de la construction, tandis que l'acquisition de terrains permanents aura lieu dans le cas du montage des pylônes et de la construction des postes et pour certaines routes d'accès permanentes. Les données collectées en 2018 montrent une réduction des ménages affectés et s'explique par plusieurs raisons. Pour les maisons, les vérifications faites en 2018 ont montrés que quelques maisons avaient être détruites, d'autres avaient été identifiées à l'intérieur du corridor alors ce n'est pas le cas. Pour les cultures et les arbres c'est surtout le double comptage là où les ménages qui avaient des arbres ou les cultures dans des parcelles différentes avaient été comptabilisés doublement. Quelques ménages avaient aussi été identifié comme étant à l'intérieur du corridor alors que ce n'est pas le cas

Tableau 1: Résumé des impacts du projet

Composante du Projet	Impact	Durée de l'impact	Nombre de ménages Affectés en 2015	Nombre de ménages Affectés en 2018
Droit de passage de la ligne de transport	Perte de structures résidentielles	Permanent	165	121
	Perte de cultures	Temporaire	922	625
	Perte d'arbres	Permanent	833	843
	Perte de structures annexes	Permanent	nd	196
Angle des pylônes	Perte de structures résidentielles	Permanent	3	3
	Perte de terrain	Permanent	52	53
	Perte de cultures	Permanent	22	22
Postes	Perte de structures résidentielles	Permanent	0	0
	Perte de terrain	Permanent	1	1
	Perte de cultures	Permanent	0	0

NB : La conception détaillée et la localisation des routes d'accès permanentes et des pylônes d'interconnexion n'ont pas encore été complétées et ne sont pas incluses dans ce tableau.

Voici un résumé des principaux impacts à prendre en compte dans l'élaboration des mesures de réinstallation :

- Nombre total de ménages affectés : 1,561 Menages
- Nombre de ménages nécessitant une réinstallation (perte de résidence principale) : 124
- Nombre de ménages qui perdront plus de 20 % de leurs terres agricoles productives : 2

Il convient également de noter que si le Tableau 1 montre que 124 ménages perdront leur résidence principale, 134 structures seront affectées. Ce nombre comprend des annexes

telles que des cuisines, des toilettes et des enclos pour animaux. Dans les cas où la résidence principale n'est pas affectée, il sera possible de déplacer l'annexe en dehors du droit de passage.

Comme il a été mentionné ci-dessus, une fois la conception détaillée des pylônes et la localisation des voies d'accès complétées, des impacts supplémentaires devront être pris en compte. Enfin, l'accès périodique requis pour entretenir le droit de passage et inspecter des lignes de transport peut entraîner des pertes temporaires supplémentaires d'accès et des dommages aux cultures. Le PAR et tout contrat de maintenance en cours doivent donc tenir compte de ces pertes périodiques potentielles et des risques de dommages imprévus aux cultures en dehors du droit de passage pendant la construction.

En termes d'emploi, la phase de construction devrait nécessiter jusqu'à cinquante employés. Trente de ces postes seront pour des employés non qualifiés et semi-qualifiés et idéalement tirés de la population affectée, avec quinze autres postes pour des employés qualifiés et ces postes seront également ouverts aux ménages locaux affectés. Pendant la phase opérationnelle du projet, cinq postes pour des employés non qualifiés et cinq autres qualifiés, seront disponibles.

2. CADRE JURIDIQUE, REGLEMENTAIRE ET INSTITUTIONNEL

2.1. Meilleures pratiques internationales

Les meilleures pratiques exigent que toutes les lois du pays hôte applicables à l'acquisition de terres et à la réinstallation volontaire soient identifiées, y compris toutes les coutumes et traditions locales pertinentes qui régissent les communautés affectées.

Lorsque la législation nationale ne remplit pas les conditions prescrites par la politique de la BAD, le promoteur du projet veillera à ce que le projet respecte la Sauvegarde opérationnelle 2 – Réinstallation involontaire : Acquisition de terres, déplacements de populations et indemnisation exigée par la BAD et les principes et normes fondamentaux des Nations Unies fondés sur le développement en rapport avec l'éviction et le déplacement.

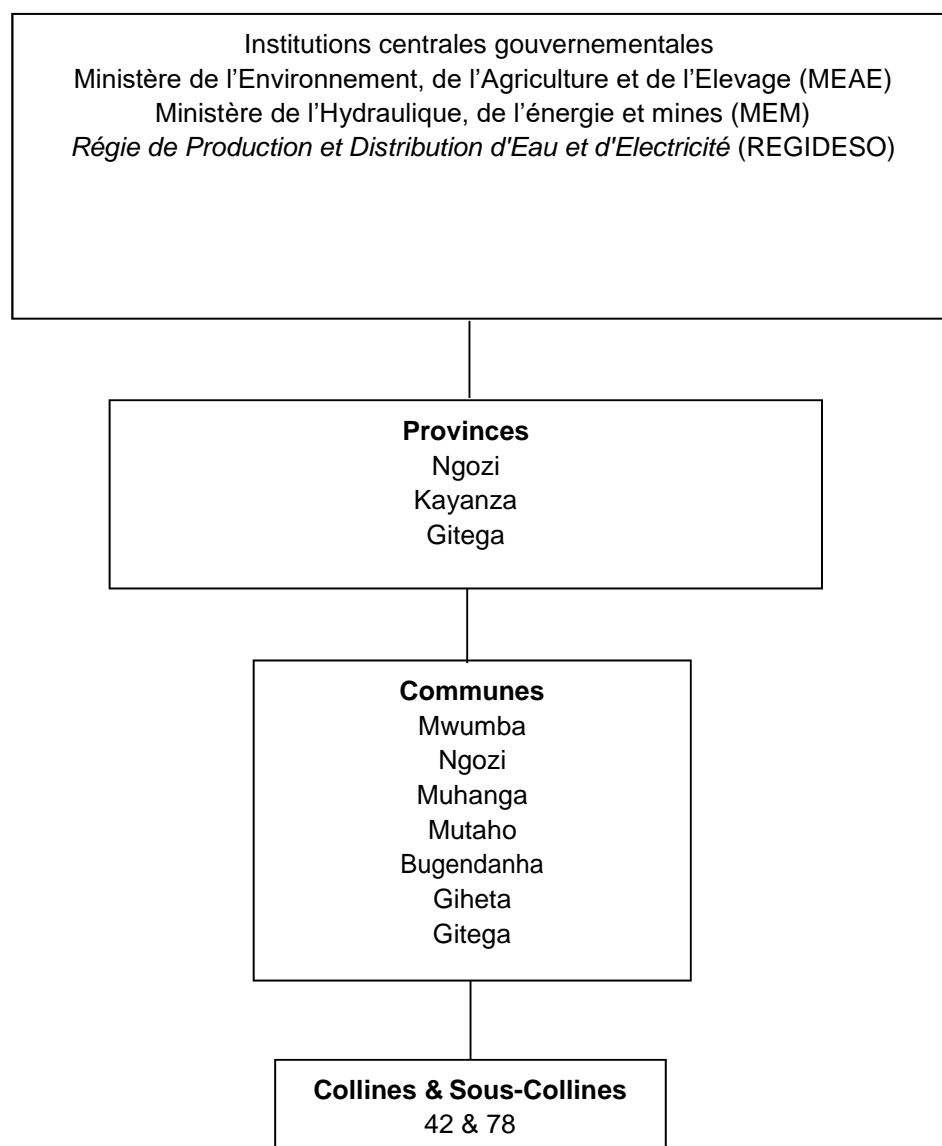
Le promoteur déterminera les écarts entre la législation locale et la politique de la BAD et proposera une stratégie pour remédier à ces lacunes, sans enfreindre les questions de souveraineté nationale. Par conséquent, cette section du PAR décrit ce qui suit :

- Meilleure pratique internationale;
- Cadre institutionnel burundais;
- Cadre juridique burundais;
- Normes et directives internationales;
- Politiques du projet;
- Analyse des écarts entre le droit national et les normes de la BAD

2.2. Organisation institutionnelle sur le plan national

Le système politique du Burundi est celui d'une République démocratique représentative présidentielle basée sur un État multipartite. Le Président du Burundi est le chef de l'Etat ainsi que le chef du gouvernement. Le Burundi est divisé en 18 provinces, 117 communes, et 2 638 collines. Les administrations provinciales sont structurées sur ces frontières. Les divisions les plus pertinentes par rapport au projet sont présentées à la Figure ci-dessous :

Figure 6: La répartition des institutions clés dans la zone du projet



2.2.1. Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage

Ce Ministère est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique nationale dans les domaines de l'eau, de l'environnement, de la gestion des terres et du secteur urbain. Elle a les objectifs suivants : promouvoir une gestion coordonnée de l'environnement ; la gestion rationnelle des terres, de l'eau, des forêts et de l'air ; la préservation de l'équilibre écologique ; la conservation de la biodiversité.

Ce ministère, sous la direction de la gestion des terres, de l'ingénierie rural et de la protection des biens fonciers, est responsable de l'expropriation et de la réinstallation foncière dans les zones rurales où les terres ne se trouvent pas dans une zone humide. Ce Ministère est également responsable du cadastrage et du titrage des terres.

2.2.2. Ministère de l'Hydraulique, de l'énergie et mines (MEM)

Le Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et Mines est le ministère de tutelle de la REGIDESO. La mission de ce ministère est de concevoir et de mettre en œuvre des politiques gouvernementales en matière de géologie, d'exploitation minière et d'énergie ; promouvoir la recherche sur les activités géologiques et minières ; promouvoir la recherche des hydrocarbures et leur exploitation ; planifier et superviser les actions de développement rural par le biais de l'hydraulique et de l'électrification ; promouvoir les énergies renouvelables ; et assurer la planification, la construction et la gestion des infrastructures hydrauliques et énergétiques en collaboration avec les autres ministères concernés.

2.2.3. Régie de Production et Distribution d'Eau et d'Electricité (REGIDESO)

La REGIDESO en tant que Direction de la Production et de la Distribution de l'Eau et de l'Electricité est contrôlée par l'Etat. Son rôle est d'assurer la production, le transport, la distribution et la commercialisation de l'électricité et de l'eau potable dans les zones urbaines ou les centres ruraux. Il est doté d'une autonomie financière et est sous la supervision du Ministère chargé des mines et de l'énergie.

La REGIDESO exploite à elle seule 96,5 % de la puissance hydraulique installée au niveau national. La mise en œuvre du PAR de ce Projet comprendra une Unité d'Exécution de Projet (UEP) au sein de la REGIDESO, composée d'Ingénieurs de projet et de spécialistes du département environnemental et social.

2.2.4. Commission foncière Nationale

La Commission foncière nationale évalue les indemnités et procède à la mise à jour du PAR en fonction des résultats de la consultation publique pour la budgétisation des indemnités. Elle est chargée de la transmission du PAR mis à jour aux autorités régionales (chefs de secteur, chefs de colline), au Ministre, et au Ministre des Finances aux fins d'approbation du PAR le(s) Ministère(s) dont relève le projet, au Ministère des Finances, et à la BAD.

2.2.5. Mise en œuvre au niveau des districts

- Autorités communales

Les autorités communales dans la zone du projet sont les organes de coordination des activités de réinstallation au niveau du district. Les administrations Communales aideront à l'organisation des consultations des parties prenantes locales, examineront et signeront tous les documents (par exemple : accord de compensation, demande de compensation et Rapports, etc.), transféreront les paiements de compensation aux PAP, prendront la responsabilité générale de la construction des structures de réinstallation et surveilleront la mise en œuvre du PAR.

- Forces d'interventions (Groupes de travail) de la Commune

Pour coordonner spécifiquement les activités liées au projet, des forces d'intervention

Communales seront mises en place. Il s'agit notamment des représentants des différents départements communaux tels que les guichets fonciers, l'infrastructure, les affaires sociales et l'environnement. Ils agissent en tant qu'organes clés de mise en œuvre des activités liées au PAR au niveau des communes, en coordination avec l'ONG qui sera recrutée par l'Unité de mise en œuvre du projet (UEP) de la REGIDESO. Ils coordonnent également les programmes de restauration des moyens de subsistance.

2.2.6. Comités de collines et de villages

• Comités locaux de réinstallation

Un certain nombre de Comités Locaux de Réinstallation (CLR) sont en cours de mise en place au niveau des collines et des villages, selon les besoins. Ceux-ci seront composés d'un mélange d'experts communaux et de représentants de la communauté.

Il s'agira notamment de responsables fonciers et d'agronomes, de dirigeants des collines affectées, de responsables villageois des villages touchés, ainsi que d'au moins trois représentants affectés par le projet de chaque village concerné ; dont au moins une femme et une personne potentiellement vulnérable.

Les CLR participeront au processus d'indemnisation, d'estimation et de signature. Ils joueront un rôle dans la révision des griefs au niveau du village. Ils participeront au suivi du projet et joueront également un rôle clé dans l'identification des ménages potentiellement vulnérables.

2.2.7. Organisation des ménages

Les ménages ruraux au Burundi vivent habituellement dans des unités familiales autonomes. Ceux-ci peuvent être situés sur leurs propres terres agricoles, ou regroupés dans les villages voisins accessibles à leurs terres agricoles. La subdivision des terres agricoles à des fins d'héritage conjointement avec les pressions démographiques a contribué à la réduction de la taille des exploitations et à l'absence de nouvelles terres.

2.3. Cadre juridique burundais

Le cadre juridique impose les bases de quatre éléments clés du PAR :

- Approche de l'accès et de la gestion des terres ;
- Établissement des taux d'indemnisation ;
- Détermination de l'éligibilité à l'indemnisation et à l'aide à la réinstallation, y compris les initiatives de subsistance ;
- Mise en place des mécanismes pour le règlement des griefs en matière d'indemnisation et d'éligibilité ;

Les activités d'acquisition et de réinstallation des terrains sont régies par la législation clé suivante :

- La constitution post-transition provisoire de la République du Burundi (2005)
- Loi No.01 / 008 Code foncier de la République du Burundi, (1986)

- Code foncier du gouvernement du Burundi (2011)
- La Constitution de 2018 du Burundi

2.3.1. La Constitution du Burundi

La Constitution du Burundi de 2018, prévoit que toute personne a droit à la propriété, garantit l'égalité des droits et une protection égale à tous les Burundais, indépendamment du sexe. L'article 36 de la Constitution stipule que « nul ne peut être privé de ses biens sauf dans l'intérêt public et selon les modalités fixées par la loi, sous réserve d'une indemnisation équitable et d'un jugement préalable ayant autorité de chose jugée ».

2.3.2. Loi No.01 / 008 : Le Code foncier de la République du Burundi (1986)

Selon le Code foncier de la République du Burundi, Loi No.01 / 008 du 01/09/1986, les terres sont détenues en tant que terrains publics (biens publics et privés). La terre rurale est tenue sous tenure coutumière, et les terres urbaines sous bail.

L'Etat a un droit important de gestion de la propriété foncière nationale pour l'intérêt public afin d'assurer le développement économique et social selon la loi. Elle prévoit des lois spécifiques relatives à la gestion des terres et à l'investissement immobilier pour certaines catégories de terrains ou pour des zones spécifiques.

Le domaine privé du gouvernement est une terre que le gouvernement peut donner pour un projet ou qu'il peut donner de son propre gré. Lors de la réinstallation de personnes vulnérables, le gouvernement alloue des terres de son domaine privé. Le domaine public du gouvernement comprend les parcs nationaux, les réserves et les autres terrains détenus en fiducie par le gouvernement et n'est habituellement pas assujetti à l'attribution pour des projets.

Le Code foncier prévoit également des procédures de réinstallation. La responsabilité de la réinstallation incombe au ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage.

L'estimation est habituellement effectuée par une Commission composée des trois principaux ministères des Terres, de l'Agriculture et des Infrastructures. La compensation, qu'elle soit monétaire ou physique (en nature), doit avoir lieu avant qu'une personne éligible à une indemnisation puisse déménager. Lorsqu'une compensation est matérielle ou « terres contre terre », le ministère foncier continue d'être impliqué dans le processus, puisque le devoir de déterminer les terres à pour la réinstallation lui incombe. La loi prévoit que les personnes affectées reçoivent un terrain de la même taille que les terres acquises. Dans les cas où les terrains acquis sont situés dans une zone urbaine, la valeur du terrain est prise en compte et un terrain de valeur proportionnelle est attribué à la personne touchée.

Lorsque la compensation est monétaire, le rôle du Direction en charge des questions

foncières cesse à l'étape de l'estimation. Les autorités locales sont chargées de surveiller le paiement de la compensation monétaire. Les montants de l'indemnisation minimale sont fixés par différents ministères. S'il s'agit d'un projet gouvernemental, le ministère responsable de l'environnement sera responsable de la fixation des barèmes d'indemnisation. Si la compensation concerne des terres dans une zone rurale, la Direction de la gestion foncière prendra en charge la fixation des barèmes et si c'est dans une zone urbaine, la Direction du Développement Urbain et du Logement sera en charge.

2.3.3. Code foncier du gouvernement du Burundi (2011)

La loi N°1/13 du 9 Août 2011 portant révision du Code foncier du Burundi a abouti au « nouveau Code foncier ». Celui-ci apporte des changements majeurs sur son prédécesseur de 1986. L'objectif principal de la révision du Code foncier est de sécuriser les ressources foncières. Il prévoit ainsi la formalisation des droits non-écrits, de même que la sauvegarde et la régularisation des droits fonciers écrits. Il cherche à réconcilier la légitimité des pratiques foncières des acteurs locaux avec la légalité des textes législatifs et réglementaires. Ce cadre légal entend réguler les conflits fonciers qui pèsent sur le Burundi et contribuer ainsi à la consolidation de la paix.

Cette révision vise également à clarifier les différents statuts des terres et à définir les différents statuts, principes et régimes juridiques qui les régissent. Le nouveau Code amène une modernisation du droit domanial et une meilleure prise en compte des terres à statuts particuliers comme les marais. Enfin, il devrait permettre de renforcer une gestion foncière décentralisée des terres, accessible à l'ensemble de la population : par exemple, le certificat foncier délivré à la commune (pour un coût peu élevé) servira de document de sécurisation foncière. D'autres nouveautés portent sur l'obtention de cession foncière par des personnes physiques ou morales étrangères, les autorités et les compétences en matière d'attribution de concession ou d'autorisation de cession des terres domaniales et la création d'une Commission Foncière Nationale.

Le code foncier du gouvernement du Burundi reconnaît les terres publiques et privées. En vertu de la loi, toutes les terres qui ne sont pas utilisées sont considérées comme des terres domaniales. Les droits temporaires d'occupation sont disponibles sur des terres classées comme des terres privées.

Le Code foncier de 2011 reconnaît également la légitimité des droits fonciers acquis et détenus en vertu du droit coutumier. En vertu du droit coutumier, les terres sont généralement détenues individuellement et par ménage plutôt que par lignage. Toutefois, le Code stipule également que tous les droits revendiqués doivent être enregistrés. Les droits coutumiers non enregistrés n'ont pas la protection de la loi formelle.

- **Déclaration Provisoire d'Utilité Publique (DPUP)**

La DPUP sanctionne les étapes liées à la préparation et la décision d'expropriation. Elle est publiée et soumise à l'appréciation des populations et des PAP afin de requérir leur adhésion et implication dans toutes les phases du processus de réinstallation.

- **Décret ou Ordonnance d'Expropriation**

Ce décret sanctionne toutes les étapes d'évaluation des préjudices et d'acceptation par les personnes affectées par le projet. Il est affiché dans les bureaux des communes et du ministère concerné et publié dans le Bulletin Officiel du Burundi. Il sera ensuite notifié aux intéressés à travers des rencontres avec les personnes affectées par le projet pour leur faire connaître leurs options, incluant leurs recours, acceptation ou non d'une des options offertes. Les cas suivants pourraient se présenter :

- Si acceptation, préparation des actes de cession amiable et enclenchement des modalités et de l'échéancier de paiement et de réinstallation prévus dans le PAR ;
- Si refus, application des procédures prévues en cas de litiges du Cadre de politique et précisées dans un PAR.

La majorité de ces activités est à la charge du Gouvernement et prend un minimum de deux (2) mois. Les réunions publiques peuvent être confiées à une ONG, pour plus de transparence. L'expropriation des terrains affectés de façon permanente est prévue par l'article 407 et le décret ministériel n° 720/304 du 20 mars 2008. Ce décret fournit des lignes directrices pour l'indemnisation fondée sur la valeur marchande et sur les terrain de remplacement.

2.3.4. Autre législation pertinente

- **Ordonnance ministérielle No 720/CAB/304/2008**

L'Ordonnance ministérielle No 720/CAB/304/2008 du 20/3/2008 porte actualisation des tarifs d'indemnisation des terres, des cultures et des constructions en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique. La volonté d'actualisation des tarifs d'indemnisation des terres et des constructions correspond à la volonté du Gouvernement de répondre aux préoccupations des populations en général, et en particulier des personnes affectées par les projets entraînant des expropriations.

- **Ordonnance ministérielle no. 720 / CAB / 810/2003 du 28 mai 2003**

Conformément à cette ordonnance, lorsque l'expropriation est mandatée pour le bénéfice d'une entité collective conformément au droit public, le taux général d'indemnisation est fixé par une ordonnance du Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage ou du Ministre chargé du Développement urbain. L'ordonnance met à jour les taux de compensation pour les terres, les cultures et les structures en cas d'expropriation pour usage public.

Selon l'article 3, l'indemnisation en cas d'expropriation pour utilité publique peut être soit une compensation monétaire, soit un échange avec une compensation partielle pour aider l'individu exproprié à se réinstaller, si nécessaire. L'ordonnance définit la base de son calcul en fonction de la localisation des terrains expropriés et des installations et structures existantes sur ces terres.

- **Code des personnes et de la famille du Burundi (1993)**

L'article 122 du Code des personnes et de la famille du Burundi prévoit que l'homme est le chef de famille. Le Code comprend le droit à la gestion conjointe des biens familiaux. Si un mari est absent, la femme a des droits de gestion.

2.4. Normes et directives internationales

2.4.1. La Politique de la BAD en matière de déplacement involontaire

Sauvegarde opérationnelle 2 – Réinstallation involontaire : Acquisition de terres, déplacements de populations et indemnisation. Cette SO concerne les projets financés par la Banque qui entraînent la réinstallation involontaire de personnes. Elle vise à garantir que les personnes qui doivent être déplacées soient traitées de façon juste et équitable, et d'une manière socialement et culturellement acceptable, qu'elles reçoivent une indemnisation et une aide à la réinstallation de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à générer un revenu, leurs niveaux de production et l'ensemble de leurs moyens de subsistance soient améliorés, et qu'elles puissent bénéficier des avantages du projet qui induit leur réinstallation.

Les objectifs spécifiques de cette SO reflètent les objectifs de la politique sur la réinstallation involontaire : (i) Éviter la réinstallation involontaire autant que possible, ou minimiser ses impacts lorsque la réinstallation involontaire est inévitable, après que toutes les conceptions alternatives du projet aient été envisagées ; (ii) Assurer que les personnes déplacées sont véritablement consultées et ont la possibilité de participer à la planification et à la mise en œuvre des programmes de réinstallation ; (iii) Assurer que les personnes déplacées bénéficient d'une assistance substantielle de réinstallation sous le projet, de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à générer des revenus, leurs capacités de production, et l'ensemble de leurs moyens de subsistance soient améliorés au-delà de ce qu'ils étaient avant le projet ; (iv) Fournir aux emprunteurs des directives claires, sur les conditions qui doivent être satisfaites concernant les questions de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque, afin d'atténuer les impacts négatifs du déplacement et de la réinstallation, de faciliter activement le développement social et de mettre en place une économie et une société viables ; et (v) Mettre en place un mécanisme de surveillance de la performance des programmes de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque et trouver des solutions aux problèmes au fur et à mesure qu'ils surviennent, afin de se prémunir contre les plans de réinstallation mal préparés et mal mis en œuvre.

L'emprunteur ou le client doit préparer un Plan complet de réinstallation (PCR) pour (i) tout projet qui implique 200 personnes ou plus ou (ii) tout projet susceptible d'avoir des impacts négatifs sur les groupes vulnérables.

La Banque publiera le PAR au Centre d'information du public de la Banque et sur son site Internet, aux fins d'examen et commentaires par le public, conformément aux procédures PEES. Le PAR intégral devra être communiqué au public au moins 120 jours avant la présentation aux Conseils.

La SO 2 met un accent particulier sur la Consultation, la participation et un large soutien communautaire ; les Procédures d'indemnisation ; les Communautés d'accueil ; les Groupes vulnérables ; la Mise en œuvre, le suivi et l'évaluation. L'emprunteur ou le client prépare un Plan de développement communautaire (PDC) pour les projets qui ont un risque avéré pour les communautés vulnérables et qu'il faut gérer. Les risques spécifiques associés aux questions de terre, à la réinstallation, ou à la dégradation environnementale sont intégrés au plan d'action de réinstallation ou au PGES et les mesures d'accompagnement seront conçues et gérées en consultation avec les communautés affectées pour respecter leurs préférences culturelles.

2.4.2. Les autres politiques de la BAD interpellées par le projet

- **La Politique en matière de Genre**

La politique sur le genre vise à favoriser l'équité des sexes et l'intégration de la dimension genre dans toutes les opérations de la BAD. Elle exige que la BAD applique l'analyse de genre à toutes ses activités.

- **La Stratégie Genre 2014-2018**

L'objectif de cette stratégie est double. D'abord elle cherche à renforcer l'intégration du genre dans toutes les opérations et stratégies nationales et régionales de la Banque. Ensuite elle vise à opérer la transformation de la Banque pour en faire une institution plus solidaire et plus sensible au genre, qui apprécie également ses personnels féminins et masculins, qui les protège de la discrimination et de toute forme de harcèlement et de violence, et qui leur assure un environnement de travail sûr et préférentiel capable d'attirer les meilleurs professionnels.

- **La politique de la BAD en matière de réduction de la pauvreté (février 2004)**

Cette politique réaffirme l'attachement de la BAD à l'objectif primordial de réduction de la pauvreté par des mesures visant à promouvoir l'appropriation nationale, la participation et l'obligation de résultats dans le cadre de ses actions visant à améliorer les conditions de vie des pauvres en Afrique.

- **La Politique de diffusion et d'accès à l'information (mai 2013)**

Cette politique vise à i) maximiser la diffusion des informations en possession du Groupe de la Banque et à limiter la liste d'exceptions; ii) faciliter l'accès à l'information sur les opérations de la BAD et son partage avec un large spectre de parties prenante ; iii) promouvoir la bonne gouvernance, la transparence et la responsabilité ; iv) améliorer l'efficacité de la mise en œuvre et mieux coordonner les processus de diffusion de l'information; v) mieux faire connaître la mission, les stratégies et les activités globales du Groupe de la Banque ; vi) appuyer le processus consultatif; et vii) renforcer l'harmonisation avec les autres institutions de financement du développement dans le domaine de la diffusion de l'information. Les objectifs de cette politique sont également d'encourager les États à communiquer l'information au public, en particulier aux groupes directement concernés par les opérations dans les États membres; sensibiliser davantage le public aux opérations, aux activités, aux politiques, aux programmes, aux procédures et au fonctionnement du Groupe de la Banque, faciliter la participation des populations locales concernées par les projets financés par le Groupe de la Banque, y compris les organisations non gouvernementales (« ONG ») éligibles reconnues par le Groupe de la Banque et les autres organisations communautaires .

- **Le manuel de consultation et de participation des parties aux opérations de la Banque (2001)**

Pour la BAD, la participation est essentielle à l'accomplissement de ses objectifs primordiaux de réduction de la pauvreté et de développement durable. La participation des parties prenantes peut améliorer la qualité, l'efficacité et la durabilité des projets de développement et raffermir l'engagement des gouvernements, des bénéficiaires et autres parties prenantes. Le manuel lui-même élaboré de manière participative, fournit les directives sur lesquelles s'appuyer. Quant aux parties prenantes, il s'agit des personnes/communautés qui peuvent (directement ou indirectement, positivement ou négativement) toucher ou être touchées par les résultats des projets ou programmes. Les questions d'égalité homme/femme sont fondamentales dans la participation. Les organisations non-gouvernementales (ONG) et les organisations à base communautaire (OBC) qui représentent les pauvres et les femmes sont des parties prenantes importantes dans les opérations appuyées par la Banque

2.4.3. Principes de base et normes des Nations Unies sur les expulsions et les déplacements liés au développement

Le paragraphe 38 indique que les États devraient explorer pleinement toutes les alternatives possibles aux expulsions. Tous les groupes et personnes potentiellement affectés, y compris les femmes, les peuples autochtones et les personnes handicapées, ainsi que les autres personnes travaillant pour le compte des personnes affectées, ont droit à des informations pertinentes, à une consultation pleine et à une participation tout au long du processus et

peuvent proposer des solutions de rechange que les autorités devraient dûment prendre en considération.

Conformément au paragraphe 43, les expulsions ne devraient pas conduire des personnes sans abri ou vulnérables à la violation d'autres droits de l'homme. L'État doit prévoir l'adoption de toutes les mesures appropriées, au maximum de ses ressources disponibles, en particulier pour ceux qui sont incapables de subvenir à leurs propres besoins, de veiller à ce que des logements alternatifs adéquats, la réinstallation ou l'accès à des terres productives soient disponibles et fournies selon les cas. Les logements alternatifs devraient être situés le plus près possible du lieu de résidence et de la source de revenus des personnes expulsées.

En vertu du paragraphe 52, les autorités compétentes veillent à ce que les personnes ou groupes évincés, en particulier ceux qui sont incapables de subvenir à leurs besoins, aient un accès sûr aux aliments essentiels, à l'eau potable et à l'assainissement, un abri et un logement de base, a des vêtements appropriés, aux services médicaux essentiels, aux sources de revenu, au fourrage pour le bétail et l'accès aux ressources de la propriété commune dont il dépendait auparavant, et à l'éducation des enfants et des structures de garde d'enfants. Les États devraient également veiller à ce que les membres de la même famille élargie ou de la même communauté ne soient pas séparés du fait des expulsions.

Conformément au paragraphe 60, lorsque l'éviction est inévitable et nécessaire à la promotion du bien-être général, l'État doit assurer ou garantir une indemnisation juste et équitable pour toute perte de biens personnels, réels ou autres, y compris les droits ou intérêts sur les biens.

2.5. Analyse de l'écart entre le droit national et les normes de la BAD

Les normes internationales exigent que les promoteurs de projets démontrent comment ils vont combler les écarts entre les exigences nationales et les normes et exigences internationales. Le Tableau 2 présente les exigences nationales et internationales et indique comment les lacunes identifiées seront traitées.

Tableau 2: Analyse de l'écart entre les normes nationales et celles de la BAD

Thèmes	Cadre juridique national	Les exigences de la BAD	Observations	Propositions pour combler les écarts
Date limite d'éligibilité (Cut-off date)	Elle n'est pas discutée dans la législation nationale.	Date à partir de laquelle les droits ne sont plus reconnus. La date limite doit être clairement communiquée à la population touchée par le projet.	Différence entre la législation nationale et les directives de la BAD	Application des directives de la BAD
Occupants irréguliers	Elle n'est pas discutée dans la législation nationale.	La SO2 renseigne qu'un troisième groupe de personnes qui n'ont ni droit formel ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent ont droit à une aide à la réinstallation en lieu et place de l'indemnisation pour leur permettre d'améliorer leur condition de vie.	Une divergence existe entre la politique de la BAD et la législation burundaise. En effet, aucune aide ou indemnisation n'est prévue en cas de retrait de terre du domaine public de l'Etat.	Application de la politique opérationnelle de la BAD.
Compensation en espèces	La législation nationale ne fait aucune mention des mesures de restauration des moyens de subsistance ou de l'assistance autre que la compensation en espèces des biens.	En cas d'indemnisation financière, des mesures d'accompagnement sont fournies aux bénéficiaires pour les aider à en faire un usage judicieux.	Il y a une concordance entre les deux politiques mais celle de la BAD est plus complète car au-delà de la compensation financière elle préconise un accompagnement social en termes de formation et de conseil.	Application des directives de la BAD parce que plus explicites.

Réinstallation	L'évitement ou la minimisation de la réinstallation n'est pas discuté.	Selon la SO2, la réinstallation doit être évitée et le cas échéant, minimisée au maximum. Le projet doit être conçu afin de minimiser la réinstallation. S'il n'est pas possible de l'éviter, un PAR doit être préparé et le PAR doit documenter cette procédure d'évitement et de minimisation.	Discordance dans la portée entre les deux politiques. Car le programme de réinstallation est une faculté dans le droit national, alors qu'il s'agit d'une obligation dans les directives de la BAD	Application des Directives de la BAD.
Compensation Infrastructure	La loi exige des inventaires d'actifs à des fins d'estimation axées notamment sur L'Ordonnance ministérielle No 720/CAB/304/2008 du 20/3/2008 le décret.	Les personnes déplacées doivent être indemnisées au coût de remplacement plein avant leur déplacement effectif.	Différence importante, mais en accord sur la pratique	Application des directives de la BAD.
Mesures d'amélioration des moyens de subsistance	Non mentionné dans la législation	Dans les cas où la terre n'était pas disponible ou si toutes les populations ne pouvaient pas recevoir d'autres moyens de production, des mesures d'accompagnement telles que les possibilités d'accès à l'emploi dans le secteur industriel et tertiaire peuvent être envisagées grâce à des plans de formation. Des appuis peuvent également être fournis à travers le soutien pour le développement d'activités génératrices de revenus	Les directives de la BAD, en matière de mesures d'amélioration des moyens de subsistance notamment celle fondée sur des perspectives d'emploi ne sont pas prise en compte par la législation nationale. En règle générale, seules les indemnités en espèces ou les compensations en nature sont prévues au Burundi.	Application des directives de la BAD.
Evaluation-terres	La loi exige des inventaires d'actifs à des fins d'estimation.	Indemniser au coût de remplacement plein (indemnisation basée sur la valeur actuelle de remplacement des biens, ressources ou revenus perdus, sans tenir compte de l'amortissement	Divergence entre la législation nationale et les directives de la BAD mais dans la pratique les différents programmes de réinstallation permettent une évaluation identique.	Application des directives de la BAD.

Evaluation des structures	La loi exige des inventaires d'actifs à des fins d'estimation.	Remplacer au coût de remplacement plein.	Convergence entre la législation nationale et les directives de la BAD	Application des directives de la BAD
Participation	La loi sur l'expropriation exige que les communautés soient informées du projet. La loi stipule également que nul ne peut s'opposer à l'expropriation dans l'intérêt public pour des motifs personnels.	Les populations déplacées et les communautés d'accueil doivent être suffisamment consultées à un stade précoce du processus de planification et être encouragées à participer et à l'exécution du programme de réinstallation.	La législation burundaise prévoit une enquête, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Cette enquête est publique et fait l'objet d'une mesure de publicité. Mais les intéressés peuvent même en ignorer l'existence en raison du taux élevé d'analphabétisme. Ce qui peut rendre difficile la participation de manière constructive dans le processus de consultation	Application des directives de la BAD qui prévoit une approche inclusive et participative.
Groupes défavorisés	La législation nationale ne précise pas l'assistance particulière aux personnes vulnérables.	Une attention particulière doit être accordée aux besoins des groupes défavorisés parmi les populations déplacées, en particulier ceux dont le revenu est en deçà du seuil de pauvreté, les sans terres, les femmes, les enfants, les personnes âgées, les minorités ethniques, religieuses ou linguistiques ainsi que ceux qui n'ont pas titres légaux sur les biens, et les femmes chefs de ménages. Une assistance appropriée doit être apportée à ces groupes défavorisés.	Les groupes défavorisés mentionnés dans la politique de la BAD ne sont pas protégés réellement par la législation nationale. Il est nécessaire en cas de mise en œuvre de la réinstallation de prêter une certaine attention à ces personnes.	Application des directives de la BAD
Suivi et évaluation	La loi ne précise pas les procédures de suivi et d'évaluation du processus de l'installation	Un dispositif de suivi de la mise en œuvre de l'ensemble du PAR doit être mise en place. Les indicateurs de suivi, les acteurs responsables du suivi doivent être définis et le budget pour la mise en œuvre de ces mesures inclut au budget du projet.	Différence entre la législation nationale et les directives de la BAD	Application des directives de la BAD.

3. PLAN D'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES (PEPP)

3.1. Meilleure pratique internationale

L'objectif global de la consultation et de l'engagement des parties prenantes est d'établir un dialogue permanent, accessible et constructif avec les parties potentiellement affectées et les autres organisations et individus intéressés, afin que leurs vues et préoccupations puissent être prises en compte dans les décisions concernant le projet conformément aux bonnes pratiques internationales.

Une planification efficace de la réinstallation nécessite une consultation régulière avec un large éventail de parties prenantes du projet. La consultation précoce aide à gérer les attentes du public concernant les impacts d'un projet et les avantages escomptés. Les consultations subséquentes offrent au promoteur du projet et aux représentants des populations affectées la possibilité de négocier des ententes d'indemnisation et des exigences d'éligibilité, l'aide à la réinstallation et le calendrier des activités de réinstallation.

3.2. Plan d'engagement des parties prenantes (PEPP)

Cette section du PAR forme le Plan d'engagement des parties prenantes (PEPP) pour le projet, conformément aux meilleures pratiques. Le PEPP décrit et documente les pratiques de consultation et de divulgation mises en œuvre et prévues pour le projet.

Le PEPP comprend des détails sur les activités de consultation qui se sont déroulées à ce jour, ainsi que sur les activités en cours et les activités de consultation prévues dans le futur jusqu'à la fin de la mise en œuvre des programmes de d'amélioration des moyens de subsistance et d'assistance aux personnes vulnérables.

L'objectif de le PEPP est de veiller à ce qu'une information adéquate soit fournie aux personnes affectées par le projet et aux autres parties prenantes de façon claire et opportune et que ces groupes aient la possibilité de faire part de leurs préoccupations et de leurs opinions pour influencer les décisions du projet.

Dans le cadre de ce PAR, cette section du PEPP couvrira les activités de consultation et d'information jusqu'à la fin du processus de compensation et de réinstallation. Les prochaines consultations qui seront organisées porteront notamment sur les échanges relatifs au contexte d'intervention du projet, aux avantages socio-économiques du projet dans sa zone d'intervention et pour tout le pays, aux modalités de mise en œuvre du projet, aux procédures des personnes affectées, d'indemnisation et de compensation de ces personnes, aux possibilités de financement des sous-projets pour le renforcement des moyens de subsistance de groupes spécifiques tels que les personnes vulnérables. Le PAR, et donc cette section PEPP, sera ensuite mis à jour et revu régulièrement à des moments

clés de l'élaboration du projet, y compris le suivi du programme de construction et des activités d'amélioration des moyens de subsistance et de soutien à la vulnérabilité.

3.3. Principaux objectifs de la participation des parties prenantes

Le PEPP vise à améliorer et à faciliter la prise de décisions et à créer une atmosphère de compréhension qui implique activement des individus, des groupes et des organisations qui peuvent affecter ou être affectés par le développement du projet. Les objectifs spécifiques des PEPP sont les suivants :

- Travailler en étroite collaboration avec les principaux ministères, les autres organisations, les représentants de la collectivité et les collectivités de façon coordonnée pour accroître la participation ;
- S'engager en permanence avec toutes les parties prenantes par le biais de la divulgation d'information, de la consultation et de la participation au suivi des activités du projet afin de bâtir des relations positives, de minimiser les risques et de maximiser les possibilités de développement social. Cela inclut les communautés et les autorités locales, telles que les comités communaux et les chefs de colline ;
- Faire participer les parties concernées à l'évaluation et au suivi du plan d'action de réinstallation du Projet et à l'identification des améliorations possibles ;
- Intégrer l'information des parties prenantes dans toutes les fonctions de planification du projet (y compris l'évaluation des risques, la conception et l'ingénierie, la planification de la santé et de la sécurité, la communication externe, la planification de la main-d'œuvre), par exemple en assurant un échange régulier d'informations et la communication entre différentes équipes et le personnel ;
- Répondre efficacement aux préoccupations et aux plaintes des parties prenantes sur la base d'un engagement à double sens et du mécanisme de règlement des griefs du projet ;
- Fournir des mises à jour périodiques sur les changements dans la conception du projet et sur d'autres développements et enjeux relatifs au Projet par des mécanismes de communication établis appropriés et accessibles aux parties prenantes locales, nationales et internationales.

3.4. Identification des parties prenantes du projet

Le projet a une grande variété de parties prenantes, de personnes, d'organismes et d'organisations qui pourraient être directement ou indirectement affectés (positivement ou négativement) par le projet ou qui pourraient influencer le projet (positivement ou négativement). Afin d'élaborer un programme efficace de participation des parties prenantes, il est nécessaire d'identifier les différents groupes de parties prenantes, étant donné que différentes méthodes de sensibilisation peuvent être nécessaires pour différents groupes. En outre, les principales préoccupations varieront probablement d'un groupe à l'autre. Le PEPP identifie les parties prenantes à travers une variété de méthodologies, y

compris :

- Référence à la base de données existantes du projet ;
- Discussions officielles avec des organismes gouvernementaux et des dirigeants communautaires ;
- Réunions et forums communautaires ;
- Des groupes de discussion avec des groupes clés comme les femmes et les agriculteurs.

L'identification des parties prenantes consistant à :

- Identifier les personnes, les groupes ou les communautés locales susceptibles d'être affectés par le projet, de façon positive ou négative, et directement ou indirectement, en faisant des efforts particuliers pour identifier ceux qui sont directement affectés, y compris les personnes défavorisées ou vulnérables ;
- Identifier les parties prenantes plus larges qui pourraient influencer les résultats du projet en raison de leur connaissance des communautés affectées ou de leur influence politique ;
- Identifier les représentants légitimes des parties prenantes, y compris les élus, les dirigeants communautaires non élus, les dirigeants d'institutions communautaires informelles ou traditionnelles et les anciens au sein de la communauté touchée.

Les parties prenantes des communautés locales sont également identifiées par le biais du suivi socio-économique, ce qui représente une occasion de rassembler également les préoccupations et les enjeux entourant le développement du projet. Les coordonnées des parties prenantes seront intégrées dans une base de données de projet.

3.4.1. Groupes de parties prenantes

Les principaux groupes de parties prenantes sont résumés ci-dessous.

• Organismes gouvernementaux

Les ministères et organismes du gouvernement du Burundi influencent le projet en agissant en tant que principal promoteur du projet, ainsi que le processus réglementaire de suivi de la conformité, de délivrance de licences et d'autorisations. La Régie de la Production et de la Distribution d'Eau et d'Electricité (REGIDESO) est le Promoteur du projet, sous l'autorité de son ministère parrain, le Ministère de l'Hydraulique, de l'Énergie et Mines (MEM). En outre, le Ministère de l'environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage joue un rôle clé dans la réinstallation. La mise en œuvre du PAR de ce Projet comprendra une Unité d'Exécution de Projet (UEP) au sein de la REGIDESO, composée de professionnels de l'ingénierie et des enjeux sociaux et environnementaux.

Les administrations communales jouent un rôle clé dans la planification et la mise en œuvre de l'accès aux terres et de la réinstallation et dans la planification future de la zone du projet. Les Groupes de travail des Communes mis en place dans chaque commune seront les principaux organes de mise en œuvre des activités liées au PAR au niveau de la

commune, en coordination avec l'ONG et l'Unité d'Exécution du Projet de la REGIDESO. Ils mèneront également la coordination des programmes de restauration des moyens de subsistance. D'autres organismes gouvernementaux peuvent avoir un rôle à jouer dans les programmes d'amélioration des moyens de subsistance, tels que les services d'approche agricole.

- **Communautés locales**

Les comités locaux de réinstallation participeront au processus d'indemnisation, d'estimation et de signature et joueront un rôle dans l'examen des griefs au niveau des collines et des villages. Ils seront impliqués dans le suivi participatif du projet. Ils joueront également un rôle clé dans l'identification des ménages potentiellement vulnérables.

On estime qu'il y aura 1 561 ménages affectés dans la zone du projet. Ces ménages seront confrontés à une série d'impacts, tant temporaires que permanents. On a compte 124 ménages qui devront être réinstallés ou déplacés, tandis que d'autres auront besoin d'une compensation pour les biens perdus et / ou les moyens de subsistance et des aides à la transition.

- **Groupes d'intérêts spéciaux**

Les agriculteurs sont le principal groupe d'intérêt dans la zone du projet. Les jeunes seront particulièrement intéressés par des possibilités d'emploi supplémentaires. Les femmes peuvent être fortement affectées par l'accès aux terres et la réinstallation, mais culturellement n'ont pas tendance à participer à la prise de décision, et le projet devra élaborer des mesures spéciales pour y remédier.

- **Organisations non-gouvernementales**

Les projets d'infrastructure à grande échelle à travers le monde font l'objet d'un examen de plus en plus important en raison des impacts potentiels sur la plupart des groupes de population rurale. Le projet devra s'engager activement avec les ONG dans la zone du projet, ainsi que dans la région et à l'échelle nationale.

En outre, les ONG qui opèrent dans les zones du projet seront identifiées pour une éventuelle collaboration pour la mise en œuvre du PAR.

- **Contractants**

Les contractants qui travaillent dans la région peuvent avoir un impact sur les communautés locales. En outre, le projet offre l'opportunité d'employer des locaux, en particulier pour les emplois non qualifiés et semi-qualifiés. Des séances d'information mensuelles régulières à travers des réunions du personnel seront organisées, tout en soulignant les progrès réalisés et en assurant des messages et des informations cohérentes concernant le projet afin d'éviter toute désinformation ou anxiété ultérieure. Les contractants devront inclure des professionnels sociaux au sein de leur équipe.

- **Médias**

Les médias sont une composante importante de la diffusion du projet, y compris les émissions sur les stations de radio locales (REMA-FM) et les systèmes de communiqués publics pour informer les personnes affectées par le projet et les parties prenantes clés des réunions communautaires prévues et décrire les principales activités du projet et de la réinstallation telles que la date butoir, ect. Et plus tard pour informer sur les programmes de subsistance et les plans d'indemnisation et de réinstallation.

3.4.2. Identification des femmes et des groupes vulnérables

Une attention particulière est accordée à l'identification précoce et à la participation des groupes vulnérables. Les mesures visant à remédier aux difficultés temporaires et à la vulnérabilité sont abordées spécifiquement à la section 8 de ce PAR.

Étant donné que les femmes constituent un groupe potentiellement vulnérable important, le projet veillera en particulier à ce que les intérêts des femmes soient pris en compte dans tous les aspects du Projet et des efforts particuliers seront déployés pour la consultation des femmes. En général, le statut des femmes au Burundi demeure vulnérable et marginalisé. Le ralentissement de la croissance économique aggrave leur vulnérabilité, entraînant une mortalité infantile plus élevée, le retrait des filles de l'école et la réduction du revenu des femmes. Le problème principal auquel sont confrontées les femmes rurales est le manque d'autonomie économique, en raison de la coutume traditionnelle, où les femmes des zones rurales sont principalement responsables des tâches ménagères et ont un accès limité à l'emploi et donc des possibilités de revenus, un manque de compétences et formation et un détachement général du développement économique.

Les femmes font face à un certain nombre d'inconvénients en matière de consultation publique :

- En raison de la quantité disproportionnée de travail que les femmes entreprennent pour s'acquitter de leurs responsabilités pour alimenter leur famille, elles peuvent disposer de peu de temps pour assister à des événements de consultation.
- Les moyens économiques limités dont disposent souvent les femmes imposent également des obstacles à la participation, par exemple en empêchant les femmes d'accéder au transport et assister aux réunions publiques.
- Les handicaps fréquents dont souffrent les femmes en termes de possibilités d'éducation et d'acquisition de compétences tendent à limiter leur capacité à participer de manière significative.
- Le statut limité des femmes dans les zones rurales réduit leur confiance (voire leur volonté) à participer à des forums consultatifs et accroît la probabilité que leur contribution ne soit pas respectée ou dénigrée par les participants masculins.
- Les membres masculins de la communauté peuvent utiliser des références culturelles traditionnelles pour exclure les femmes.

- En plus de cette catégorie spécifique constituée par les femmes, il existe d'autres catégories des groupes vulnérables concernés dans le cadre de ce projet. Il s'agit notamment des enfants orphelins chefs de ménages, des personnes âgées, des personnes avec handicap, des personnes vivant avec le VIH/SIDA, des personnes déplacées ou fraîchement rapatriées. Toutes ces catégories ont besoin d'une attention particulière en ce qui concerne le renforcement des moyens de subsistance.

En ce qui concerne les femmes, elles apportent une contribution essentielle à un processus de consultation publique. En raison de leurs connaissances intimes sur des questions telles que la gestion des terres, les ressources en eau, etc. Elles peuvent aussi fournir des informations précieuses et pertinentes pour les études spécialisées. Elles sont également souvent les mieux placées pour identifier les besoins et priorités de la communauté qui peuvent être pris en compte dans les programmes de développement social.

3.5.Consultation publique à ce jour

La participation de la collectivité et les apports à l'élaboration et à la prise de décisions à ce jour ont été assurés par les mécanismes ci-dessous.

- **Visites initiales et promenades en transects**

Des visites sur le terrain ont été effectuées tout au long de la ligne de transport au cours de la détermination initiale de la portée et pour la préparation à l'EIES, et ont inclus des promenades de transects avec les dirigeants et les membres de la communauté. Cela a contribué à l'identification initiale des parties prenantes et aux impacts potentiels, tout en offrant une première occasion de sensibilisation au projet.

- **Rencontres avec les organismes gouvernementaux locaux**

La REGIDESO, en tant que promotrice du projet, a organisé des rencontres avec les autorités communales de Mwumba, Ngozi, Muhanga, Mutaho, Bugendanza, Giheta et Gitega, ainsi que les autorités collinaires, afin de discuter des objectifs du projet, des impacts clés et des préoccupations communautaires. Le rôle des agences communales et des comités de village dans le processus d'accès et de réinstallation des terres a également été mis en place.

Au cours de la préparation du PAR, plusieurs consultations avec les autorités communales sont pré-vues pour permettre la formalisation des équipes de la Commune.

- **Réunions publiques**

La REGIDESO a dirigé l'organisation de réunions publiques pour des consultations avec les communautés locales. Les consultations publiques ont eu lieu principalement pendant les périodes suivantes :

- Lors de l'étude de faisabilité du projet, 2012 ;
- Lors de l'élaboration de l'Étude de l'impact environnemental et social (EIES), 2012 ;
- Lors de la préparation de la portée du PAR, mai 2015 ;

- Au cours de l'enquête socio-économique, Août - Septembre 2015 ;
- Au cours des forums de consultation publique et des groupes de discussion en août 2015 ;
- Lors de l'actualisation du PAR, de l'EIES et du PGES en 2018. A cette étape, il a été question des rencontres avec les administrateurs communaux, les chefs de services sectoriels, des chefs de colline ainsi que des consultations en focus groups à l'endroit des personnes affectées et des communautés environnantes.

Figure 7: Consultations publiques organisées du 18/07 au 22/07/2018(date)



Les principales questions et préoccupations soulevées à ce jour sont les suivantes :

- *L'emploi* - les attentes de la communauté pour un niveau élevé d'emploi, conjugué à la crainte que la base de compétences locales limitées entraîne l'exclusion. L'emploi des jeunes locaux est considéré comme une priorité ;
- *Compensation* - inquiétudes quant à l'estimation de l'indemnisation en espèces, qui devrait être au taux du marché prévalant ;
- *Réinstallation* - préoccupations concernant les impacts et mesures de compensation adéquates pour le déplacement économique et physique ;
- *Moyens de subsistance et développement communautaire* - préoccupations concernant la perte des actifs ;
- Accès aux points d'eau, aux écoles, aux terres cultivées et aux pâturages ;
- *L'électrification rurale* - une volonté communautaire de voir l'électrification rurale

comme un avantage du projet ;

- *Calendrier* - Préoccupations concernant le calendrier du projet et le calendrier des paiements compensatoires ;
- *Consultation et cohésion communautaire* - Les communautés ont exprimé le besoin d'une consultation adéquate et d'une sensibilisation communautaire avant et pendant les travaux de construction.

- **Enquête socioéconomique et d'actifs**

L'enquête socio-économique a permis d'identifier tous les ménages affectés et de procéder à d'autres consultations. En plus de rassembler des données démographiques et socio-économiques sur les ménages, les préoccupations et les préférences des ménages ont été notées.

3.6. Consultation Publique lors de la mise à jour des données, Juillet 2018

Les consultations avec les communautés de la zone du projet ont eu lieu les 18, 19, 20, 21 et 22 dans les provinces de Ngozi, Kayanza et Gitega. Pour la province de Ngozi, les communes concernées sont celles de Mwumba et de Ngozi. Pour la province de Kayanza, il s'agit de la commune Muhanga. Concernant la province de Gitega, il s'agit des communes de Bugendana, Giheta, Gitega et de Mutaho. Ces consultations ont été menées librement (c'est-à-dire sans aucune obligation ou pression quelconque) avec l'administration locale et la population de la zone du projet pour qu'elles puissent se rappeler du projet dont il s'agit et de ses objectifs, ainsi que ses impacts dans sa zone d'intervention. Il s'agissait également de leur expliquer les procédures d'identification des pertes pour les personnes affectées. Il était aussi question de les encourager à exprimer leurs préoccupations tout en proposant des solutions afin de pouvoir les prendre en compte lors de l'exécution du projet, ce qui leur permettait par ailleurs de contribuer à atténuer toute possibilité de conflit inhérent au projet.

Ces consultations ont débuté par des rencontres avec les autorités administratives de la zone d'intervention du projet. Les provinces et communes concernées sont celles citées ci-haut. Lesdites consultations ont eu lieu avec les administrateurs communaux des communes à travers des échanges sur le projet et sur la nécessité de la mise à jour du plan d'action de recasement recommandée par le nouveau partenaire financier en l'occurrence, la BAD. Sur base du tracé sur carte, ces échanges ont permis d'identifier les collines concernées par cette activité. Au cours de ces rencontres, il a été procédé au rappel de la nature du projet, l'objectif de la mission de l'équipe présente et les procédures liées à la réalisation de la mission. Les administrateurs ont posé des questions d'éclaircissement qui peuvent être résumées selon les points ci-après :

- *La date du démarrage du Projet.* A ce niveau, ils ont souhaité que le projet puisse démarrer dans les meilleurs délais compte tenu de la carence énergétique dans le pays ;

- *Les procédures de recrutement de la main d'œuvre.* Pendant la mise en œuvre des activités du projet. Ici, il a été convenu de privilégier la main d'œuvre locale pour les travaux qui ne nécessitent pas une spécialisation ;
- *Les procédures d'indemnisation des personnes affectées par le projet.* A ce niveau, il a été convenu d'associer les représentants de ces personnes dans tout le processus d'indemnisation en vue d'assurer la transparence dudit processus jusqu'à son aboutissement ;
- *Les critères de calcul des prix d'indemnisation des personnes affectées par le projet.* Il a été indiqué que la valeur d'indemnisation se réfère aux prix du marché des biens affectés. Il a été aussi indiqué qu'il existe une ordonnance ministérielle adoptée pour l'actualisation. Il s'agit de l'Ordonnance ministérielle No 720/CAB/304/2008 du 20/3/2008. ;
- *Les possibilités de raccordement des centres ou d'infrastructures se trouvant aux environs de la ligne.* A cette préoccupation, la réponse a été qu'il s'agit d'une ligne à haute tension et qu'il était impossible de raccorder ces centres en utilisant cette ligne. Cependant, pour que le projet puisse laisser des impacts socio-économiques dans les communes traversées par la ligne, il a été convenu de financer des sous projets présentés et approuvés par ces communes et les communautés et validées par ces mêmes collines. Il s'agit notamment d'électrification des écoles et des centres de santé dans la zone du Project.

Table 2: Synthèse des sous projets présentés pour financement.

N°	Province	Commune	Colline	Type de sous projet proposé
1.	Gitega	Giheta	Gishora	Aménagement du site touristique des tambourinaires de Gishora
			Muremera	Electrification du centre de Muremera à travers le raccordement à partir de Mashitsi (4 km)
			Bukinga	Electrification du centre de santé de Bukinga et de l'Ecole Fondamentale (ECOFO) de Bukinga
2.	Ngozi	Mwumba	Rukuraza	Electrification de l'Ecoles Fondamentale de Rukuraza
			Kayanze	Electrification de l'Ecole Technique de Kayanze
			Kibindi	Electrification de l'ECOFO Kibindi
		Ngozi	Mbaba	Electrification de l'Ecole Fondamentale de Mbaba
			Cigumije	Electrification et adduction d'eau potable de l'Ecole Fondamentale de Cigumije

N°	Province	Commune	Colline	Type de sous projet proposé
				Aménagement de la piste d'accès à l'ECOFO Cigumije
			Mivo	Electrification et adduction d'eau potable du Centre de Santé de Mivo
3.	Kayanza	Muhanga	Gaharo	Electrification de l'ECOFO de Gaharo
			Masama I	Electrification du Lycée de Masama
			Rushubi	Electrification du centre de négoce et de l' ECOFO de Rushubi
			Ndava	Electrification de l'ECOFO Ndava
			Muhanga I et II	Electrification de l'ECOFO Muhanga
			Ngoma	Electrification du centre de négoce de Ngoma

Les autorités administratives et les communautés ainsi que les personnes affectées par le projet ont beaucoup apprécié cette possibilité de financement des petits projets qui procurent beaucoup d'avantages sociaux notamment la limitation de la délinquance juvénile plus particulièrement l'exode rurale. La liste des participants est donnée en annexe 2.

3.7. Réunion de mobilisation et d'information organisée par REGIDESO en Août 2018 **Rapport des consultations.**

Dans le cadre de la préparation du projet, la REGIDESO a organisé des consultations dans les provinces de Ngozi, Kayanza et Gitega à l'intention des parties prenantes au dit projet. Les rencontres de 2018 se sont tenues à Gitega (pour les collines et communes traversées dans cette Province), à Muhanga (pour les collines et communes traversées dans la Province de Kayanza) et à Ngozi (pour les collines et communes traversées dans cette Province) et ont réuni environ 100 personnes additionnelles.

Les participants étaient composés des responsables de l'administration provinciale, communale et collinaires, des responsables des services sectoriels (Urbanisme, Agriculture et sécurité). Ces consultations étaient axées sur trois (3) aspects à savoir : l'objectif des consultations, le contexte d'intervention du projet et les échanges sur les doléances/préoccupations des participants.

Après l'exposé de la Regideso sur le contexte et les avantages du projet, il s'en est suivi des échanges sur les préoccupations des participants. Les points d'échange dans les trois (3) provinces se résument ci-après :

- Date de démarrage du projet. En effet, les participants ont cherché à savoir à quand le démarrage du projet;

- Comment le projet va indemniser les personnes affectées surtout pour ceux qui auront perdu les maisons ;
- Possibilité de modification du tracé de la ligne électrique pour pouvoir alimenter certains centres importants en électricité ;
- Cas des personnes indemnisées mais qui risquent de continuer à exercer les activités sur les mêmes lieux comme d'habitude ;
- Inquiétudes en rapport avec les retards d'indemnisation / compensation qui pourront surgir;
- Doléance pour l'emploi de la population locale lors du recrutement de la main d'œuvre locale et privilégier aussi les Entreprises locales ;
- Procédure d'indemnisation des personnes ayant perdu d'une façon permanente les terrains ;
- Technique d'installation des pylônes et des câbles électriques / possibilité de poursuivre les activités dans le corridor de la ligne ;
- Inquiétude au niveau du calcul des indemnisations qui s'appuie sur la loi non actualisée et aboutirait sur des indemnisations insuffisantes ;
- Document en rapport avec les indemnisations. Tous les cas d'indemnisation doivent être sanctionnés par des documents administratifs servant de référence.

Pour tous ces points, des réponses satisfaisantes ont été fournies aux participants par la REGIDESO et ils ont très bien adhéré au projet en souhaitant vivement que sa mise en œuvre puisse commencer dans les meilleurs délais. Les compte rendus détaillés et signés en Kirundi sont donnés en annexe.

3.8. Engagement futur des parties prenantes

Toutes les activités de consultation seront entreprises conjointement par les autorités / groupes de travail communaux, la REGIDESO et les équipes de consultants. Les principales périodes de consultation du public comprendront :

- Divulgateur PAR ;
- Enquêtes de suivi ;
- Développement des programmes détaillés d'amélioration des moyens de subsistance et enquêtes sur la disponibilité des terres ;
- Signature d'abandon sur l'indemnisation et l'estimation ;
- Consultations et sensibilisation sur la délocalisation et la construction ;
- Soutien pour améliorer les moyens de subsistance et apporter une assistance aux vulnérables.
-

- **Agents de liaison communautaires (ALC)**

Les ALC doivent être affectés à la période de divulgation et de mise en œuvre du PAR et ils mèneront des consultations au jour le jour dans les communautés. La participation communautaire continue et les contributions à l'élaboration des projets et aux décisions

seront assurées par les mécanismes suivants :

- **Réunions publiques**

L'ONG et l'unité d'exécution du projet (UEP) organisera une série de réunions publiques sur place dans les villages affectés, aux points clés suivants du processus de projet :

- Divulcation du PAR;
- Information sur l'indemnisation et l'estimation ainsi que l'approbation des ménages ;
- Mise en œuvre et suivi du PAR.

Ils seront appuyés par les consultants, les comités locaux de réinstallation et les groupes de travail de la Commune.

- **Entretiens avec des personnes clés**

Les personnes influentes clés identifiées dans les zones du projet seront interviewées régulièrement afin de s'assurer du soutien au projet et de toute préoccupation qui n'a pas été soulevée ouvertement dans d'autres forums.

- **Enquêtes socio-économiques et de suivi des actifs**

Une fois la conception détaillée terminée, des enquêtes de suivi seront nécessaires. Cela donne au projet la possibilité de poursuivre les consultations avec les ménages individuels, ainsi que la possibilité de poser des questions supplémentaires. Les sondages comprendront également des questions pour recueillir les préoccupations et les perceptions des gens au sujet du projet et pour confirmer les préférences concernant les options de compensation / réinstallation.

Les résultats du questionnaire aideront le processus de collecte d'information, en fournissant des commentaires individuels détaillés sur les préoccupations des parties prenantes, en dehors du format du groupe.

- **Groupes de discussion**

En parallèle à la divulgation de PAR et aux enquêtes de suivi, une série de séances de groupe de discussion sera développée. Le but des séances de groupes de discussion est de permettre des échanges ouverts sur des questions qui intéressent particulièrement divers groupes, qui ne sont souvent pas pris en compte dans les grandes réunions publiques. Les groupes de discussion suivants seront consultés :

- Les leaders communautaires ;
- Les agriculteurs ;
- Les Femmes ;
- Les Jeunes ;
- Les chefs religieux ;
- D'autres groupes peuvent être identifiés grâce aux processus d'identification des parties prenantes.

- **Processus de signature individuelle des ménages**

La signature des ménages sur l'estimation finale des actifs et des droits à l'indemnisation

offre une nouvelle occasion de consultation, de traitement des préoccupations et de confirmation des préférences définitives en matière d'indemnisation et de réinstallation.

- **Consultations informelles des parties prenantes**

Ces interactions se produiront comme c'est le cas actuellement lorsque les représentants du projet entreprennent leurs tâches quotidiennes. Des consultations informelles peuvent avoir lieu avec les agents de liaison communautaires, mais aussi avec d'autres membres de l'équipe du projet, comme les surveillants et le personnel des contractants.

Tous les contractants seront régulièrement mis à jour sur le projet, afin d'assurer une communication cohérente et la divulgation de l'information. Tout le personnel technique travaillant directement sur le Projet sera informé des relations de la communauté et sera accompagné sur le terrain par les agents de liaison communautaires ou les spécialistes sociaux des contractants. Toute instance de consultation informelle où une préoccupation a été soulevée est enregistrée et présentée à l'Équipe de liaison communautaire pour les mesures appropriées.

- **Diffusion dans les médias**

Des messages seront diffusés sur les stations de radio locales (REMA-FM) afin d'informer les personnes affectées par le projet et les principales parties prenantes des réunions communautaires prévues et de décrire les principales activités du projet telles que le suivi. Ces messages sensibiliseront les personnes affectées par le projet sur le déménagement et toute assistance supplémentaire nécessaire.

3.9. Plans de communication

En plus de cette section du PEPP, des plans de communication spécifiques pour guider les activités internes et externes d'engagement au cours de l'année seront élaborés en fonction des étapes clés du projet telles que la réalisation d'enquêtes de suivi, les politiques locales d'emploi et les commentaires sur les enjeux d'estimation de la valeur des biens.

3.10. Calendrier de consultation et de divulgation des parties prenantes

Le calendrier préliminaire de consultation et de divulgation des parties prenantes pour ce PAR couvre toutes les activités liées à une planification plus poussée des questions d'accès à la terre et de réinstallation, à la divulgation du PAR et à la mise en œuvre du PAR.

Outre le calendrier formel d'engagement des parties prenantes pour le PAR, le projet prendra également des mesures de sensibilisation et de consultation supplémentaires, si elles le jugent nécessaire. Le Tableau 3 ci-dessous présente le calendrier actuel d'engagement des parties prenantes pour le PAR.

Tableau 3: Horaire du Plan d'Engagement des parties prenantes du PAR

Sujet	Parties prenantes	Format	Meneur	Date/ Fréquence
Réunions de coordination du projet	Unité d'exécution du projet (UEP)	Réunions	REGIDESO	Mensuel ou selon les besoins
	Contractant & UEP	Réunions	UEP	Deux fois par semaine
	Les forces d'interventions/groupes de travail de la commune (GTC) & comité Local de réinstallation (CLR)	Réunions	UEP	Mensuel ou selon les besoins
Consultations	Communautés affectées	Consultations informelles	Officier de liaison communautaire (ALC)/Les forces d'interventions de la commune (GTC) / Comité Local de réinstallation (CLR)	Impromptu
		Groupe de discussion	Officier de liaison communautaire	Deux fois le mois
	Agences/institutions gouvernementales	Mettre à jour le memo /bulletin d'information	UEP	Mensuel
Divulgaration du PAR	Agences/institutions gouvernementales	Réunions / Rapport écrit	UEP	Août 2018
	Communautés affectées	Réunions publiques	REGIDESO / GTC / CLR / ALC	Août 2018
		Des émissions à travers des medias	UIP	Août 2018
		Rapport écrit & résumé du rapport dans des endroits localement accessible	UEP	Août 2018
	L'ensemble de la population	Rapport écrit & résumé du rapport dans les librairies publiques et dans les bureaux des institutions gouvernementales et	UEP	Août 2018

		sur les sites web.		
	Bailleurs de fonds internationaux	Rapport écrit	UEP	Août 2018

Évaluation Final	Ménages affectés	Enquête socio-économique des actifs	UEP / Consultants / CLR / ACL	Août – Décembre 2018
		Des émissions à travers des medias		Août – Décembre 2018
		Groupes de discussion		Août – Décembre 2018
		Les personnes clés interviewés		Août – Décembre 2018
Signature des ménages/Divulgation des couts de compensation	Ménages affectés	Formulaires à signer	CLR / ALC / Estimateurs	Janvier 2019
		Groupes de discussion	ALC	Janvier 2019
Déménagement des ménages & Construction	Ménages affectés	Des émissions à travers des medias	UEP	Mars 2019
		Réunions publiques	UEP / GTC / CLR / ALC	Mars 2019
		Groupes de discussion	ALC	Mars 2019
		Les visites des ménages (les plus affectées et les plus vulnérables)	CLR / ALC	Mensuel ou selon les besoins
		Formation en gestion financière	ONG Partenaire	Mars 2019
		Les interactions entre contractant	Une équipe sociale de contractant dédiée et ALC	Impromptu
	Agences/institutions gouvernementales	Réunions /memos	REGIDESO/ UEP	August 2019
L'après déménagement et construction	Ménages affectés	Visite des ménages affectés	ALC / CLR	Mensuel ou selon le besoin

		Réunions avec les communautés	ALC / CLR	Mensuel
Programme pour rétablir les moyens de subsistance et aider les vulnérables	Ménages affectés	Groupes de discussion, visite de ménages affectés & formation	GTC / ONG Partenaire / ALC	Selon le besoin

En plus de ces activités clés d'engagement des parties prenantes, la section 10 détaille le mécanisme de plaintes et de griefs du projet qui sera mis en place pendant toute la durée du projet

3.11. Rapports et évaluation

Le projet conservera un dossier actif concernant tous les documents de consultation publique et de divulgation recueillis tout au long du projet, qui seront disponibles pour examen public sur demande. L'unité de mise en œuvre du projet REGIDESO veillera à ce que toutes les activités de consultation et de divulgation soient dûment consignées. La tenue des dossiers prendra la forme suivante :

- Maintenir un système de dépôt électronique et papier pour toutes les activités de relations externes;
- Enregistrer les questions soulevées lors des réunions et distribuer le rapport aux participants pour vérification à des intervalles réguliers.
- Les registres de présence sont complétés à toutes les réunions et, dans la mesure du possible, prendre des photographies numériques et / ou faire des enregistrements vidéo à toutes les réunions.
- Tenir un registre compréhensible nécessaire pour la rédaction des rapports et contenant des informations sur :
 - o Toutes les réunions (dates, lieux, participants, objectifs, etc.) ;
 - o Tous les événements tels que les formations, etc. (dates, lieux, participants, objectifs, résultats) ;
 - o Tous les commentaires, compliments, griefs et réponses ;
 - o Temps et contenu de la publicité dans les médias, les émissions de radio.

La REGIDESO divulguera tous les documents au niveau local et mettra à disposition les informations suivantes :

- Un PAR complet en français disponible en tout temps dans les bureaux d'information du projet et au bureau des communes ;
- Version du PAR simplifiée montrant les politiques d'éligibilité en Kirundi dans les bureaux d'information du projet, et une copie à chacun des comités locaux de réinstallation ;
- Mettre à jour les notes lorsqu'elles sont nécessaires, dans toutes les langues, données à

chacun des comités locaux de réinstallation et publiées dans les bureaux d'information du projet.

De plus, ce PAR sera rendu public en français sur le site web du de REGIDESO.

4. DONNEES SOCIO-ECONOMIQUE DE LA ZONE DU PROJET

4.1. Méthodologie de collecte et analyse de données de base

La préparation de ce PAR résulte de la combinaison d'une étude documentaire, d'enquêtes sur le terrain et d'un recensement ainsi que d'une consultation publique avec les PAP et les parties prenantes. L'étude documentaire comprenait l'examen de documents d'étude antérieurs et l'analyse des cartes de la zone du projet proposé; et des études sur le terrain pour établir l'emplacement du corridor, des pylônes et des postes. L'enquête détaillée a été effectuée en 2015 et a consisté à effectuer un recensement des ménages affectés; mener une enquête socio-économique de référence sur la zone du projet ainsi que l'inventaire des biens et propriétés susceptibles d'être affectés.

4.2. Collecte initiale des données de base

Le projet a entrepris la collecte de données de base initiale pour mieux comprendre les impacts du projet et le nombre potentiel de ménages et d'actifs affectés.

- **Examen des données existantes**

Cet examen a inclus l'étude environnementale et sociale (EIES) entreprise en mars 2012, qui comprenait une analyse de l'itinéraire proposé.

- **Analyse des Ortho photos**

Des images de l'ensemble de la ligne de transport proposée et des postes ont été obtenues et superposées avec l'infrastructure proposée. Ces évaluations ont porté sur le nombre potentiel de ménages et d'actifs affectés et sur les besoins en matière d'enquêtes exhaustives sur les ménages et les biens.

- **Consultations et réalité du terrain**

Les consultants du projet ont entrepris un examen rapide de l'itinéraire de la ligne, en incluant des promenades en transects et des discussions initiales avec les membres de la communauté et les ménages affectés

- **Travaux provisoires sur le terrain**

Des travaux ont été entrepris en mars 2015 pour cartographier en détail le tracé des lignes en s'appuyant sur l'EIES de 2012. Cela a permis d'affiner davantage les estimations concernant les impacts et les coûts de compensation potentiels.

4.3. Enquêtes auprès des ménages

Des enquêtes exhaustives ont été menées auprès de tous les ménages affectés d'août à Septembre 2015. Elles comprenaient à la fois une enquête socio-économique et une enquête sur les biens. Un questionnaire d'enquêtes est inclus dans ce PAR. Les enquêtes ont permis de recueillir des données socioéconomiques relatives aux éléments suivants :

- Nombre de membres du ménage ;
- Relation, âge, niveau de scolarité et statut d'emploi des membres du ménage ;
- Des précisions sur les personnes potentiellement vulnérables (veuves, handicapées, malades, etc.) ;

- Statut d'occupation.

Les données sur les biens recueillis comprennent :

- Coordonnées GPS détaillées des actifs affectés ;
- Évaluation des cultures ;
- Détails des actifs construits, des matériaux et de l'utilisation de la structure, et de la catégorie (selon la catégorisation rwandaise) ;
- PAP ayant des terres à d'autres endroits ;
- Des précisions sur la productivité et le revenu lié aux cultures.

Les questionnaires ont été signés par le chef de ménage comme preuve de participation à l'enquête. L'équipe des enquêteurs était composée des membres professionnels suivants :

- Chef d'équipe ;
- Coordonnateur de l'enquête sur terrain et superviseur du contrôle de la qualité ;
- Les chercheurs en sciences sociales pour entreprendre le recensement socio-économique (y compris une femme pour une consultation sensible avec les femmes) ;
- Analyste de données ;
- Spécialiste en système d'information géographique (GIS) ;
- Personnel de soutien ;
- Commis de saisie de données ;
- Enumérateurs.

La collecte des données à tous les points du droit de passage a été précédée de la prise de contact avec les administrateurs du secteur concerné, tels que les dirigeants du village et de colline.

4.4. Séances de groupes de discussion

En parallèle à l'enquête générale, des discussions dans les groupes de discussion formels et semi-formels ont eu lieu avec les membres de la communauté. Les principaux groupes de discussion retenus sont présentés au Tableau 4 ci-dessous.

Tableau 4: Groupes de discussion, août 2015

Groupe	Localisation	Date
PAP général	Province : Gitega Commune :Mutaho	10 août 2015
PAP général	Province : Gitega Commune: Bugendana Colline : Kibungo	12 août 2015
PAP général	Province : Ngozi Commune: Mwumba Colline : Nyarunazi	13 août 2015

4.5. Entrevues avec des personnes clés

Les personnes clés des communautés, telles que les chefs religieux et les directeurs, ont

fourni une information précieuse sur la communauté et sa culture, tout en aidant à organiser des groupes de discussion et des consultations entre pairs.

4.6. Actualisation des données, Juillet 2018

Lors de l'actualisation des données en Juillet 2018, trois équipes d'enquêteurs ont été déployées sur le terrain pour collecter des données actualisées des ménages affectés. L'exploitation des images satellitaires, les cartes topographiques ainsi que les coordonnées GPS ont été très utiles dans la vérification des données collectées sur terrain. La principale observation de la mise à jour des données est la réduction des maisons affectées de 133 à 124. En effet, il a été constaté que 5 maisons qui avaient été recensées dans la première enquête ont été détruites, du fait de l'absence prolongée de leurs propriétaires qui avaient migré vers les zones urbaines. Ce phénomène s'explique par le surpeuplement de la zone du projet qui entraîne de l'exode rural, beaucoup de jeunes allant à la recherche de l'emploi dans les autres provinces surtout à Bujumbura. Les jeunes qui partent laissent derrière eux leurs maisons construites en matériaux non durables. Quand ils prolongent leur séjour sans entretenir leurs maisons, ces dernières s'écroulent et pour la plupart ne sont pas renouvelées. L'enquête a aussi identifié des nouvelles maisons construites dans le corridor après 2015. La vérification a montré aussi que des maisons ont été identifiées comme étant dans le corridor alors que ce n'est pas le cas alors d'autres ont été trouvées dans le corridor (alors qu'elles ne faisaient pas partie des maisons identifiées en 2015). Pour les cultures pérennes, les terres et les arbres il n'y a pas eu beaucoup de changement.

L'équipe d'enquête a aussi identifié les zones où de légères modifications de l'emplacement des pylônes peuvent être effectuées pour minimiser le nombre de maisons touchées. Les coordonnées des zones où des modifications sont proposées peuvent être trouvées en annexe 3. Une fois que ces modifications approuvées par l'équipe technique, plus de 40 maisons pourraient être épargnées.

4.7. Analyse des données de base

L'analyse des données collectées a trois objectifs principaux :

1. Fournir les informations nécessaires pour établir les droits à l'indemnisation des ménages et des communautés ;
2. Fournir les informations sociales et économiques essentielles nécessaires pour mettre en place des programmes appropriés de développement des moyens de subsistance et d'aide aux vulnérables ;
3. Fournir les données de référence quantifiables pour le suivi et l'évaluation futurs de la mise en œuvre du PAR.

4.8. Résultats de l'enquête socioéconomique dans la zone du Projet

4.8.1. Démographie des ménages

Le projet est situé dans trois provinces à savoir celle de Ngozi, de Kayanza et de Gitega. Le

nombre total de communes concernées est de huit avec 42 collines et 78 sous-collines. Un total de 1 561 ménages a été identifié comme affectés, comprenant une population totale de 6 712 personnes (52,3 % des hommes et 47,7 % des femmes).

Table 3: Nombre des ménages affectés par communes et par type d'impact

Cultures affectées

Commune	Ménages touchés
Bugendana	28
Giheta	89
Gitega	13
Muhanga	55
Mutaho	103
Mwumba	161
Ngozi	161
Grand Total	610

Maisons affectées

Commune	Ménages affectées	Nbre d'unité
Bugendana	13	18
Giheta	18	19
Gitega	4	4
Muhanga	9	10
Mutaho	8	9
Mwumba	27	32
Ngozi	41	42
Poste	3	
Grand Total	124	134

Arbres affectés

Commune	Ménages affectés	Nombre d'arbre
Bugendana	94	4,592
Giheta	119	28,015
Gitega	39	4,362
Muhanga	95	5,074
Mutaho	147	20,226
Mwumba	169	15,765
Ngozi	180	32,928
Grand Total	843	110,965

4.8.2. Répartition par âge

La répartition par âge montre une forte proportion de la population âgée de moins de

30 ans. Seulement 4 % de la population a plus de 60 ans.

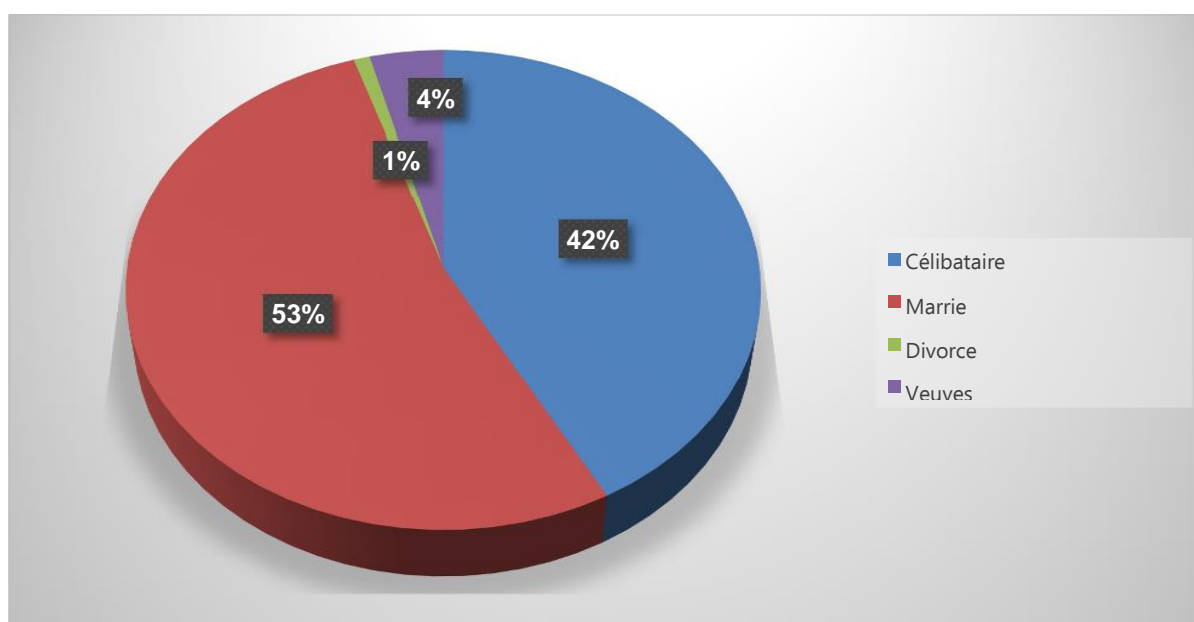
Tableau 5: Répartition par âge de la population touchée

Age	Fréquence	Pourcentage
1 – 15	2874	38
16 – 30	2200	30
31 – 45	1109	15
46 – 60	937	13
61 – 90	332	4

4.8.3. État matrimonial

La majorité des personnes affectées par le projet âgées de plus de 16 ans sont mariées (53 %), 42 % ne sont pas mariées et 4 % sont veufs.

Figure 8: État matrimonial des PAP

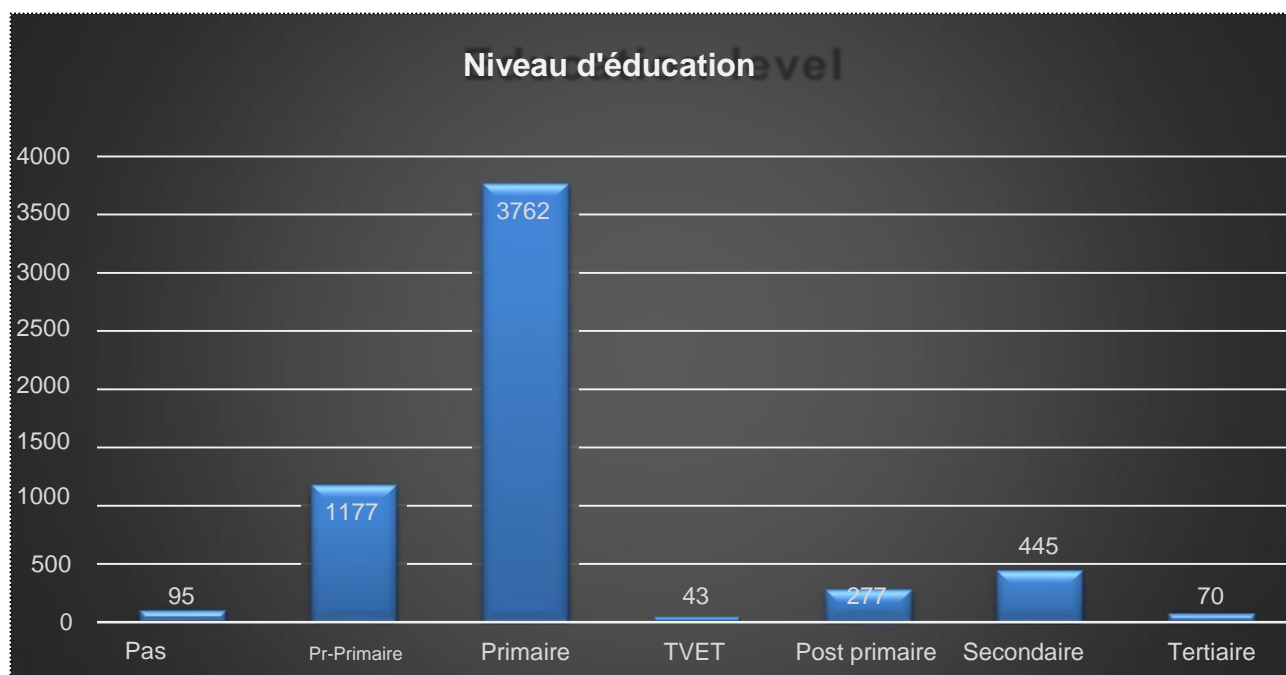


4.8.4. Éducation

À l'échelle nationale, 24 % des jeunes n'ont pas d'éducation formelle, 62 % n'ayant pas terminé l'enseignement primaire.

En ce qui concerne l'éducation formelle, la majorité des PAP a une éducation de niveau primaire, comme le montre la Figure 9 ci-dessous, et se compare favorablement aux chiffres nationaux.

Figure 9: Niveau d'études des personnes affectées par le projet



4.8.5. Moyens de subsistance

Au Burundi, plus de 90 % de la population est impliquée dans la production agricole, les cultures de subsistance représentant 87 % de la production totale. L'accès à la terre est de plus en plus limité, en raison de la pression démographique croissante qui réduit progressivement la quantité de terres disponibles par ménage. Cette situation a déjà conduit à la surexploitation des terres, à la dégradation des sols et à la dégradation de la production alimentaire, qui ont engendré le problème de l'insécurité alimentaire observé ces dernières années. L'agriculture est axée principalement sur l'autosuffisance et implique l'association de plusieurs cultures vivrières sur une seule parcelle.

Cette culture mixte est basée sur les bananes, les légumineuses, les céréales et les tubercules et est nécessaire compte tenu de la pénurie de terres. Les cultures commerciales sont cultivées sous forme de monocultures par les entreprises publiques, principalement pour les plantations de thé, les entreprises privées et les petits exploitants agricoles.

L'enquête a révélé que la plupart des PAP dépendent des activités agricoles. Les cultures identifiées comprennent les bananes, les haricots, les pommes de terre et le blé, entre autres. Le haricot est la culture la plus fréquemment touchée par le projet, suivie des bananes, comme le montre le Tableau 6 ci-dessous.

Tableau 6: Cultures affectées

Culture	Fréquence	Pourcentage
Bananier	262	14.8
Haricots	278	15.7
Petits poids	21	1.2

Arachides	35	2.0
Maïs	66	3.7
Pomme de terre	8	.5
Patate douce	1	0.1
Manioc	4	0.2
Colocase	10	0.6
Sorgho	6	0.3
Soya	1	0.1
Blé	2	0.1
Choux	6	0.3

Les autres activités économiques comprennent le commerce (à très petite échelle), l'élevage, l'artisanat et quelques PAP ayant un emploi salarié temporaire ou permanent. La forte densité de la population du Burundi se traduit par une très petite taille moyenne d'exploitation de 0,5 ha par maison. Historiquement, le processus d'héritage foncier s'est traduit par la subdivision des exploitations familiales parmi les fils, mais la viabilité de ce système commence à atteindre ses limites, les petites exploitations ne répondant pas aux besoins de subsistance et les sols étant épuisés par l'utilisation continue.

En termes de la superficie des fermes affectées (pour ceux qui perdront des terres), la répartition est indiquée au Tableau 7. Cela montre que la majorité (64 %) des exploitations agricoles a moins d'un demi-hectare et pratiquement toutes ont moins d'un hectare.

Tableau 7: Taille des fermes dans la zone du projet

Superficie de la ferme (m ²)	Nombre	%
400-700	4	8.3
701-1000	2	4.2
1001-1500	5	10.4
1501-2000	9	18.8
2001-2500	3	6.3
2501-3000	2	4.2
3001-5000	6	12.5
5001-8000	6	12.5
8001-11000	8	16.7
11001 et plus	3	6.3

En ce qui concerne le bétail (bovins, ovins et caprins), le Tableau 8 ci-dessous présente les niveaux de propriété et le nombre de ménages dans chaque catégorie.

Tableau 8: Entreposage des animaux domestiques

Nombre de bétail	Nombre de ménages	% du total des ménages
0	316	47.2
1 - 10	218	32.6
11 - 20	97	14.5
21 - 30	24	3.6
31 - 40	10	1.5
41 - 50	4	0.6

En termes d'emploi, 14,2 % des PAP ont un emploi permanent et 23,6 % ont indiqué qu'ils ont un emploi temporaire. En termes de revenus, plus de 50 % des PAP ont déclaré gagner moins de 400 000 francs burundais (BIF) par an soit 224 euros.

4.8.6. Régime foncier

Au cours de l'enquête, 86 % des ménages ont confirmé qu'ils détiennent des terrains qui ont été formellement subdivisés, avec des documents juridiques concernant la propriété (titres fonciers) disponibles. 13,6 % des ménages ont indiqué qu'ils louaient les terres où ils vivent et qu'ils n'ont pas de documentation juridique. Le projet devra faire un suivi auprès de ces ménages pour s'assurer qu'ils continuent d'avoir accès à la terre à la suite du processus de réinstallation.

4.9. Analyse de l'enquête sur les actifs

4.9.1. Utilisation de la structure

Au total, 226 structures sont affectées par le projet. 173 peuvent être considérées comme une résidence principale, composées d'usages commerciaux et d'hébergement combinés (1), ceux utilisés pour l'hébergement seulement (134) et ceux combinés avec des cuisines (36). Toutes les autres structures affectées sont les annexes, y compris les cuisines, les toilettes et les hangars de bétail / volaille, les commerces (2) et une maison spirituelle (1).

Tableau 9: Utilisation des structures affectées

Utilisation des structures affectées	Nombre d'unité	Pourcentage
Maison	124	60 %
Combinaison d'une Maison d'habitation et une cuisine	26	16 %
Toilette	36	16 %
Cuisine seulement	11	5%
Bétail/poulailler	3	1 %
Commerce	2	1 %
Combinaison d'une maison d'habitation et un commerce	1	0 %
Maison spirituelle	1	0 %

4.9.2. Condition des structures

Les catégories de bâtiments normalement utilisées au Rwanda ont été utilisées dans l'analyse initiale à titre indicatif. Il existe bien sûr de nombreuses variantes et tailles de

bâtiments qui rendent la classification difficile. Les catégories sont donc indicatives, puisque tous les actifs seront évalués par un expert professionnel en fonction de la valeur marchande.

Tableau 10: Description des catégories de structures

Catégorie	Critères	Principales caractéristiques
Catégorie I	Non-durable faible niveau	<ul style="list-style-type: none"> - un bâtiment à un étage; - superficie de 40 m² (5 mx 8 m); - fondation de pierre de carrière ou de mortier de ciment (10 m³); - murs de briques d'adobe et de mortier d'argile (18 m³); - pas de plafond; - structure de toit en bois brut et tôles de fer (50 m²); - drainage de la fosse; - portes (2 unités) et fenêtres en bois (4 m²); - pas de planchers; - pas de peinture
Catégorie II	Non-durable moyen standard	<ul style="list-style-type: none"> - Immeuble sans étage; - superficie de 40 m² (5 mx 8 m); - fondation de pierre de carrière ou de mortier de ciment (10 m³); - des murs de briques d'adobe et de mortier d'argile (18 m³); - le rendu de l'argile (130 m²); - plafond en papyrus ou tapis (40 m²); - structure de toit en bois brut recouvert de tuiles ou de tôle (50 m²); - drainage de la fosse; portes en bois (2 unités) et fenêtres (6 m²); - sol en briques (40 m²); - peinture à la chaux (80 m²)
Catégorie III	Semi-durable de faible niveau	<ul style="list-style-type: none"> - Immeuble à un étage ; - Surface habitable de 50 m² ; - Fondation de pierres de taille ou de mortier de ciment (12,5 m³) ; - Murs en briques d'argile et mortier de ciment (22 m³) - Enduit en terreau (180 m²) ; - Plafond ou tapis en papyrus (50 m²) ; - Structure en toiture de bois brut recouverte de tuiles ou de tôles de fer (60 m²) ; - Drainage de fosse septique ; - Portes en bois (2 unités) et fenêtres (8 m²) ; - Plancher en béton non armé (50 m²) ; - Peinture à la chaux (80 m²) ; - Installations électriques simples ; - alimentation en eau par poteau.
Catégorie IV	Semi-durable standard moyen	<ul style="list-style-type: none"> - Immeuble d'un étage ; - Surface habitable de 50 m² ; - Fondation de pierres de taille ou de mortier de ciment (12,5

		m^3 ; - Murs en briques d'argile et mortier de ciment (22 m^3) - Enduit de ciment (180 m^2) ; - Plafond en contreplaqué (50 m^2) ; - Structure de toit en bois fini recouvert de tuiles ou de tôles de fer (60 m^2) ; - Fosse septique ; - Portes métalliques (2 unités) et fenêtres (8 m^2) ; - Plancher en béton armé (50 m^2) ; - Peinture vernis (80 m^2) ; - Installations électriques simples ; - installations sanitaires à l'intérieur de la maison
--	--	--

Tableau 11: Catégorisation des structures dans la zone du projet

Catégorie	Nombre d'unités
Catégorie I	132
Catégorie II	55
Catégorie III	5
Catégorie IV	4

Il ressort de la catégorisation que la grande majorité des bâtiments de la zone du projet sont des structures rudimentaires typiques des zones rurales. La Figure 10 ci-dessous illustre des exemples de chaque catégorie.

Figure 10: Exemples de catégories de structure



Catégorie 1



Catégorie 2



4.10. Autres travaux et analyses

Comme on l'a vu à la section 1 de ce PAR, des travaux de conception plus détaillés sont nécessaires pour fixer tous les détails d'infrastructures du projet, y compris l'emplacement des pylônes d'interconnexion et des routes d'accès temporaires et permanentes. Ce travail de conception devrait avoir lieu en 2018. En outre, les enquêtes socioéconomiques et d'actifs ont été achevées en septembre 2015. La construction ne doit pas commencer avant Juin 2019 au plus tôt. Il faudra donc procéder à une actualisation de l'inventaire et de l'évaluation des biens avant la compensation des biens affectés. En même temps, l'enquête peut être utilisée pour recueillir des données supplémentaires importantes pour améliorer davantage les moyens de subsistance, les aides et les programmes de vulnérabilité et de réinstallation.

En particulier, l'enquête de suivi recueillera des données supplémentaires sur :

- La composition du ménage ;
- L'emplacement des terres agricoles, la taille et l'emplacement des autres terres agricoles appartenant à l'extérieur de la zone du projet (et le potentiel de réinstallation des ménages) ;
- De plus amples renseignements sur la qualité des fermes, les moyens de subsistance et la vulnérabilité potentielle, en particulier pour ceux qui ont plus de 20 % de terres affectées, ou qui cultivent moins d'un hectare ;
- Possibilité pour les annexes d'être déplacées en dehors du droit de passage, évitant une réinstallation complète ;
- Informations sur le chiffre d'affaires et les revenus.

4.11. Base de données du Projet

Une base de données de projet a été développée pour le stockage et l'analyse efficaces de toutes les données de base. La base de données contient tous les détails des enquêtes de base dans un système sécurisé, ce qui permet une analyse efficace des données. La localisation de la zone touchée est montrée dans une série de cartes annexées à ce rapport et les coordonnées GPS ont été prise pour des maisons touchées. Cette base de données est utilisée pour aider à l'analyse des données d'enquête et à l'évaluation de l'indemnisation, au paiement de l'indemnisation, à la signature, aux déménagements des ménages en réinstallation et au suivi et à l'évaluation futurs du projet.

4.12. La situation du Genre au Burundi

Bien que la Constitution prône l'égalité des sexes, la discrimination fondée sur le genre persiste dans les pratiques sociales, mais aussi au niveau de certains textes législatifs (la Constitution de 2005, le Code électoral, le Code pénal de 2009 et le Code des Personnes et de la Famille de 1993) et réglementaires (notamment sur les régimes matrimoniaux, les successions et les libéralités) qui restent encore régis par la coutume. Sur le plan

institutionnel, le ministère de la Solidarité nationale, des Droits de la Personne humaine et du Genre a été créé. La Politique Nationale Genre actualisée 2012-2025 se pose comme un moyen de promotion de l'équité et de l'égalité entre les femmes et les hommes, et par delà cet acquis, comme un gage de succès à la réalisation d'un développement durable au Burundi. Elle sert, à cet effet, de cadre d'orientation pour tous les acteurs de développement.

Bien que les données actuelles sur la question genre au Burundi fasse défaut, les résultats du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 2008, le profil Genre préparé par la BAD en 2012 et la politique nationale du Genre, 2012-2025, donnent une indication sur la situation du genre au Burundi.

4.12.1. Question Genre sur le plan démographique

Selon les résultats du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 2008, la population résidente du Burundi est estimée à 8 053 574 d'habitants. La structure globale de la population révèle une population à dominante féminine avec 4 088 668 de femmes contre 3 964 906 d'hommes. Les femmes représentent 50,8% de la population totale, soit un rapport de féminité de 103 femmes sur 100 hommes.

La population du Burundi se caractérise par sa jeunesse. 66% de la population ont moins de 25 ans et parmi eux, 44,5% de femmes ont moins de 15 ans. Au niveau national, la moyenne d'âge des femmes est de 21,1 ans. La proportion des femmes en âge de procréer (12 - 49 ans) est de 54,1%. Cette situation révèle une précocité de la fécondité au Burundi.

Le Burundi est un pays essentiellement rural avec 87% de sa population qui vit en milieu rural. La population féminine, dans toutes les provinces, excepté Bujumbura, est majoritairement rurale (91%). Ce profil démographique des femmes illustre à la fois leur importance numérique, leur jeunesse ainsi que l'ampleur de leurs responsabilités notamment en milieu rural. Il traduit bien le potentiel économique que constituent les femmes dans la gestion de la vie quotidienne et dans le développement de leurs communautés.

4.12.2. Genre sur le plan socio- culturel

Au Burundi, l'organisation sociale traditionnelle de la société burundaise est de type patriarcal et patrilineaire. C'est l'homme qui incarne l'autorité au sein du ménage, il prend les décisions capitales et fournit les moyens de subsistance aux membres du ménage. La femme, quant à elle, a la charge sociale du fonctionnement de la vie domestique, elle réalise les travaux ménagers et prend soin des enfants et des autres membres de la famille. Le rôle d'autorité de l'homme et la position de subordination de la femme sont traduits à travers les différentes institutions :

- Dans le mariage, acte social fondamental, l'homme détient le privilège du rôle actif, il exerce un contrôle sur la fécondité du couple ;

- Dans les processus éducatifs familiaux et communautaires, l'homme jouit d'un traitement spécial avec une plus grande responsabilisation, contrairement aux femmes qui sont limitées et contrôlées dans leurs mouvements et initiatives ;
- Au niveau de l'exercice des activités, la division sexuelle du travail détermine la répartition des tâches entre les filles et les garçons, les hommes et les femmes. Inscrite dans le cadre des activités de production, de reproduction et celles communautaires, cette différenciation permet d'assigner aux hommes les travaux de production formels et valorisés, et aux femmes, les activités de maintien et de soins qui relèvent du registre des activités de reproduction non valorisées ;
- Au niveau communautaire, la perception différenciée des rôles masculins et féminins est à la base de la répartition des tâches et de l'exercice inégal du pouvoir. Les hommes assument des rôles de gestion dans les affaires publiques, quant aux femmes, elles sont plutôt impliquées dans l'établissement et le renforcement des relations sociales.

4.12.3. Genre et services sociaux de base

- **L'Education.**

Les mesures de gratuité des frais scolaires pour tous les enfants de l'école primaire ont favorisé la progression vers la parité fille/garçon au niveau de l'enseignement primaire. Le taux d'achèvement du premier cycle du secondaire est de 17% pour les filles contre 23,9% pour les garçons tandis qu'au niveau du second cycle, ces taux sont ramenés respectivement à 9,1% et à 17,1%. Ainsi, malgré les progrès appréciables en termes de parité durant le cycle primaire, la scolarisation reste encore inéquitable aussi bien au niveau de l'enseignement secondaire qu'à celui du supérieur.

Au niveau de l'enseignement technique, bien que les effectifs en formation dans les centres d'enseignement des métiers et de formation professionnelle soient relativement bas (2601 en 2007), le ratio filles/garçons est de 1,04 et donc favorable aux filles. Ce fait est sans doute lié au choix des filles qui préfèrent les cycles courts avec une qualification qui leur permet de trouver du travail et de gagner leur vie.

Au niveau supérieur, l'Université du Burundi présente des disparités plus sévères en défaveur des filles avec un ratio filles/garçons de 0,36 en 2006 et de 0,25 en 2015. Cependant, la proportion des filles dans les universités privées est nettement supérieure. Cette situation s'explique, sans doute, grâce aux cours du soir, plus fréquentés par les filles. Grâce aux écoles privées, la parité est en légère progression dans l'enseignement supérieur, avec un indice de 0,48 en 2007/2008, contre 0,42 en 2000/2001, même si au niveau de l'université du Burundi la parité est nettement en deçà de cette moyenne avec seulement 0,23%.

Au vu de ces chiffres, la situation dans le système éducatif révèle, malgré les résultats positifs obtenus notamment au primaire, des disparités entre les sexes qui affectent les taux d'accès et de rétention des filles en particulier. Au niveau de l'alphabétisation, le RGPH 2008 renseigne que 3 femmes sur 5 sont illettrées (61,7 %).

Ce taux élevé d'analphabétisme s'explique par la condition de la femme burundaise qui se caractérise par un statut socio-économique marqué par une charge ménagère excessive avec comme conséquence une faible disponibilité de temps pour participer aux programmes d'alphabétisation.

- **La Santé de la reproduction**

Le Gouvernement du Burundi a élaboré une Politique Nationale de Santé (PNS) qui s'inscrit dans le cadre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté et de contribution à la réalisation des OMD à l'horizon 2015. Toutefois, la couverture sanitaire reste encore insuffisante (80%) et la répartition inégale.

Cette situation affecte l'état de santé de la population en général et celui de la mère en particulier. A titre illustratif, le taux de morbidité des femmes, évalué à 25%, est supérieur à la moyenne nationale qui est de 23,1%. Environ 49% des femmes de 35 à 44 ans souffrent d'anémie sévère tandis que le taux de prévalence du VIH/SIDA chez les adultes de 15 à 49 ans est de 4,2% chez les femmes alors que ce taux est de 3,3% chez les hommes. Ce constat est en grande partie lié aux inégalités de genre.

- **Accès à l'Eau Potable**

D'après les dernières données disponibles représentatives au niveau national et issues de l'enquête MICS 2005, 79,7% de la population urbaine et 63,4% de la population rurale ont accès à une source d'eau potable. Mais en milieu rural, la plupart des ménages s'approvisionnent aux bornes fontaines, ruisseaux et rivières. Ces derniers étant souvent à des distances assez longues, les femmes, qui ont en charge la fourniture d'eau de la famille, voient leur charge de travail accrue.

A l'échelle nationale, selon l'enquête MICS 2005, 47,6% de la population urbaine et 30,8% de la population rurale ont accès à des installations saines d'évacuation des excréments, soit 31,7% au niveau national avec de fortes disparités provinciales.

- **Accès à l'énergie**

Au niveau de l'approvisionnement en énergie, la source d'énergie utilisée par les femmes est le bois de chauffe et le charbon. Mais du fait de la dégradation des ressources naturelles, les distances à parcourir et le temps qui y est consacré sont devenus plus longs pour l'approvisionnement. Ainsi, en plus de la surcharge de travail liée à la recherche du bois, son

utilisation expose la femme à des risques de blessures, de brûlures et des maladies liées au feu et à la fumée. Il faut ajouter à cet élément la cherté de ces produits qui sont le plus souvent à la charge de la femme.

- **Genre et emploi, pauvreté et protection sociale**

Selon le RGPH 2008, pour l'ensemble du pays, on dénombre 107 personnes actives de sexe féminin pour 100 personnes actives de sexe masculin. Le taux d'activité des femmes est évalué à 59,4% avec des variations suivant l'âge. La tranche d'âge de 45-49 ans est celle pour laquelle le taux d'activité des femmes est le plus élevé, il équivaut à 87,2 %.

La main d'œuvre féminine est peu qualifiée, 67% des femmes ayant une occupation sont, en effet, sans aucun niveau d'instruction. Le peu de femmes ayant fréquenté un établissement scolaire ont surtout le niveau primaire et dans une moindre mesure, le niveau secondaire.

Au niveau du personnel dans le secteur de l'éducation, s'agissant de la parité hommes/femmes, au niveau des enseignants et directeurs d'école, le rapport de suivi de Beijing 2009 montre que la profession est majoritairement occupée par les femmes avec un ratio de parité de 100 hommes pour 113 femmes, tandis que la fonction de directeur d'école est dominée par l'homme avec un ratio de parité de 30 directrices pour 100 directeurs. Cet aspect montre que la fonction de directeur est considérée encore comme une fonction masculine.

- **Situation dans le secteur économique et accès aux ressources de production**

L'économie du Burundi est essentiellement agricole. Le secteur primaire (agriculture, élevage et pêche) occupe une grande partie de la population active (90%) notamment la population féminine (55,2%), contre 8% pour le secteur tertiaire et seulement 2% pour le secteur secondaire. Selon toujours le RGPH 2008, sur 80,2% de la population qui a la propriété foncière, 62,5 % sont des hommes et 17,7% sont des femmes. Dans le secteur Agriculture, Elevage et Pêche, on remarque un très faible accès des femmes chefs de ménages au crédit agricole, étant donné qu'elles ne disposent pas de contrepartie requise pour l'octroi d'un crédit agricole (titres fonciers, détention de bétail, etc.).

Dans ce contexte, l'accès des femmes aux facteurs de production et à leur contrôle dans le secteur agricole constitue un défi à la valorisation de leur potentiel économique et un enjeu majeur pour le pays par rapport aux objectifs de réduction de la pauvreté et de croissance économique.

Dans le secteur du Commerce et de l'entrepreneuriat, les activités exercées par la plupart de femmes relèvent essentiellement du secteur informel. Cependant, on observe l'émergence de certaines femmes ou associations des femmes dans des filières comme l'import-export, la

restauration, l'artisanat etc.

- **Le genre et la protection sociale**

Le taux actuel de couverture de la population en régimes de sécurité sociale reste très faible. Environ 10% seulement de la population bénéficie des prestations menées ou prises en charge au sein des régimes de sécurité sociale existants. Toutefois, des initiatives sont en cours d'étude pour renforcer la protection des groupes vulnérables notamment les femmes pauvres. Il faut noter dans ce cadre l'apparition des mutuelles de santé en milieu rural et le projet de création d'un organisme d'assurance maladie maternité pour le secteur informel en cours d'étude.

- **Violences Basées sur le Genre (VBG)**

Les violences basées sur le genre sont la manifestation de rapports de force et de pouvoir historiquement inégaux entre les hommes et les femmes. La proportion de femmes victimes des conflits dépasse nettement celle des hommes. Au Burundi, le phénomène prend de plus en plus de l'ampleur. De 983 cas recensés en 2003, on est passé à 1930 cas en 2006, et 2089 en 2007. En moyenne, 38% des cas sont des enfants de moins de 15 ans. Durant la période 2003-2008, il a été recensé 34.000 victimes. Environ 2,6% de femmes ont été victimes d'un viol en 2009, et cette situation se complique parfois par la banalisation de ces crimes et l'impunité qui s'observe souvent à l'égard des auteurs de ces forfaits, mais leurs besoins spécifiques ne sont pas suffisamment pris en compte dans les programmes de relèvement communautaire. Les conséquences des violences basées sur le genre sont dramatiques : elles peuvent être physiques, médicales (transmission VIH), psychologiques, sociales et économiques et les femmes en sont les principales victimes.

5. IDENTIFICATION DES IMPACTS DU PROJET

5.1.Introduction

Le projet de construction de la ligne Electrique Kigoma-ButareButare-Ngozi- Gitega été conçu pour améliorer la situation énergétique au Rwanda et au Burundi afin de promouvoir le développement économique. Cependant, certains éléments du projet, comme le dégagement du corridor, la construction des pylônes, les routes d'accès et la construction ou réhabilitation des postes nécessitent l'acquisition des terres d'une façon temporaires ou permanente. Cette section évalue les impacts du Project sur les communautés et propose des mesures de compensation. Les impacts identifiés incluent les pertes des terres, les pertes d'arbres et de cultures pérennes, les pertes de maisons et de structures socio-économiques.

5.2.Impact physique du projet

Les lignes de transport d'énergie électrique sont des installations linéaires qui peuvent affecter les ressources naturelles et socioculturelles. En général, les impacts augmentent avec la longueur de la ligne. Les impacts augmentent également à mesure que la tension de la ligne augmente, car des structures de support plus larges et l'augmentation des droits de passage sont requis.

Les prises temporaires et permanentes de terrains pour les lignes de transport se produisent à la suite d'activités de construction, d'aménagement du territoire avec de différentes caractéristiques d'exigences d'exploitation et d'entretien. La zone affectée suit la route de la frontière rwandaise jusqu'au poste de Gitega (79,2 km). Comme il est indiqué à la section 1, pour cette ligne de transport, un droit de passage de 30 mètres a été défini, conformément aux normes nationales. Il est basé sur une distance de quinze (15) mètres de chaque côté du centre de la tour de transport.

Le droit de passage sera requis pour l'accès pendant la construction, pour l'entretien périodique et l'inspection de la ligne de transport, et un périmètre de sécurité. Cette terre restera sous la propriété de ses propriétaires actuels. Les activités agricoles seront autorisées à l'intérieur du droit de passage, à l'exception des arbres commerciaux d'une hauteur supérieure à 5 mètre, tels que les manguiers et les avocatiers qui peuvent interférer avec les lignes électriques et les activités d'entretien. Aucune structure n'est permise dans le droit de passage.

Le type de pylônes et la conception qui a été choisie disposent le conducteur en trois niveaux, ce qui offre les bras transversaux les plus courts possibles, minimisant ainsi le droit de passage requis. Les pylônes se composeront de pylônes angulaires, nécessaires lorsque la ligne de transport change de direction, et les pylônes d'intervalle, supportant la ligne entre

les pylônes angulaires selon les besoins, en fonction de la topographie. Les pylônes varieront entre 30 m et 40 m de hauteur, selon le paysage et le type de pylônes. La superficie maximale à acquérir en permanence pour le montage de chaque pylône (fondations) sera de 100 m² (10mx10m). 54 pylônes angulaires sont prévus. Le nombre de pylônes d'intervalles requis n'a pas été confirmé et dépendra des travaux de conception détaillés.

La connexion à Ngozi impliquera la construction d'un nouveau poste, tandis que la connexion à Gitega sera réalisée via le poste existant de 110 kV, qui sera réhabilité/étendu à cette fin. Le poste de Ngozi devrait être d'environ 2,5 ha, tandis que l'extension à Gitega couvrira environ 3 hectares. Aucun des deux sites ne possède de structures, même si l'existence de fermes ou de cultures n'est pas claire.

Des routes d'accès seront requises, certaines à titre temporaire pour la construction et certaines à titre permanent pour faciliter l'accès aux travaux d'entretien et d'inspection. Par exemple pour les pylônes d'intervalle, la conception détaillée des voies d'accès n'a pas été entreprise. Cependant, le PAR doit prévoir l'acquisition de terre, tant permanente que temporaire, associée à ce projet lors de la conception et de la mise en œuvre.

Le projet consistera donc en un mélange d'acquisitions temporaires et permanentes de terres et de restriction d'accès. L'acquisition de terrain temporaire et de restriction d'accès se produiront pendant les travaux de construction, tandis que l'acquisition de terrains permanents aura lieu dans le cas du montage des pylônes et de la construction des postes et pour certaines routes d'accès permanentes. Ceci est indiqué dans le tableau ci-dessous.

Tableau 12: Résumé des impacts du projet

Composante du Projet	Impact	Durée de l'impact	Nombre de ménages Affectés
Droit de passage de la ligne de transport	Perte de structures résidentielles	Permanent	121
	Perte de cultures	Temporaire	625
	Perte d'arbres commerciaux	Permanent	843
	Perte d'arbres commerciaux	Permanent	935
Montage des pylônes	Perte de structures résidentielles	Permanent	3
	Perte de terrain	Permanent	53
	Perte de cultures	Permanent	22
Postes	Perte de structures résidentielles	Permanent	0

	Perte de terrain	Permanent	1
	Perte de cultures	Permanent	0

Il convient également de noter que si le Tableau 2 montre que 124 ménages perdront leur résidence principale, 134 structures seront affectées. Ce nombre comprend des annexes telles que des cuisines, des toilettes et des enclos pour animaux. Dans les cas où la résidence principale n'est pas affectée, il sera possible de déplacer l'annexe en dehors du droit de passage. Comme il a été mentionné ci-dessus, une fois la conception détaillée des pylônes et la localisation des voies d'accès complétées, des impacts supplémentaires devront être pris en compte.

Enfin, l'accès périodique requis pour entretenir le droit de passage et inspecter des lignes de transport peut entraîner des pertes temporaires supplémentaires d'accès et des dommages aux cultures. Le PAR et tout contrat de maintenance en cours doivent donc tenir compte de ces pertes périodiques potentielles et des risques de dommages imprévus aux cultures en dehors du droit de passage pendant la construction.

En termes d'emploi, la phase de construction devrait nécessiter jusqu'à cinquante employés. Trente de ces postes seront pour des employés non qualifiés et semi-qualifiés et idéalement tirés de la population affectée, avec quinze autres postes pour des employés qualifiés et ses postes seront également ouverts aux ménages locaux affectés. Pendant la phase opérationnelle du projet, cinq postes pour des employés non qualifiés et cinq autres qualifiés, seront disponibles.

5.3. Identification des impacts du projet

Le PAR final divulgué permettra d'identifier toutes les personnes affectées par le projet et tous les impacts négatifs sur leurs moyens de subsistance associés à l'acquisition des terrains du projet.

Les impacts identifiés à ce jour incluent :

- Perte de logements ;
- Perte de bâtiments agricoles et d'autres structures (abris, enclos pour animaux) ;
- Perte d'accès aux terres agricoles ;
- Perte d'arbres commerciaux et de cultures sur pied ;
- Perte de revenu de commerce pendant la transition ;
- Revenu réduit résultant de ces pertes ;
- Perte de structures spirituelles ;
- Perte de sens du lieu/désorientation.

5.4. Ménages affectés par le projet

Dans le but de l'élaboration du programme de réinstallation, on distingue les ménages

déplacés physiquement et les ménages économiquement déplacés dans la zone du projet, définis comme suit :

Les ménages déplacés physiquement ou les ménages résidents sont ceux qui occupent une maison dans la zone du projet, construite au plus tard à la date limite de l'autorisation, comme résidence principale ou unique. Ces ménages devront se déplacer de la zone du projet (déplacement physique) et leurs projets de construction (déplacements économiques) auront presque toujours des répercussions sur leurs moyens de subsistance.

Les ménages qui ne sont affectés que par des structures auxiliaires (par exemple les toilettes, les cuisines) peuvent être en mesure de déplacer ces structures en dehors du droit de passage et demeurer dans leur résidence principale. Cela sera confirmé par d'autres études.

Les ménages économiquement déplacés sont ceux dont les moyens de subsistance sont touchés par le Projet. Il peut s'agir à la fois de ménages résidents et de personnes vivant à l'extérieur de la zone du projet, mais ayant des fermes, des cultures, des structures non résidentes, des entreprises ou des droits d'usage divers.

Par exemple, de nombreux ménages n'auraient pas de résidences dans sur le droit de passage, mais y cultivent des cultures. En outre, un certain nombre de ménages ont été identifiés comme potentiellement vulnérables. Le nombre total de ménages touchés, selon la conception actuelle, est de 1561 (6 712 personnes). On peut s'attendre à ce que cela augmente avec la conception détaillée des pylônes d'intervalle et des routes d'accès.

Le nombre total de foyers nécessitant une réinstallation (c.-à-d. la perte de leur résidence principale) est de 124. D'autres travaux d'enquête comprendront un examen détaillé des foyers pour voir si certains ménages ne peuvent perdre qu'une annexe et non leur logement principal qui pourrait être reconstruit à proximité, ce qui minimise l'ampleur de la réinstallation physique.

Pratiquement tous les ménages seront affectés par la perte de cultures. Certains ménages perdront des arbres commerciaux et ne seront pas autorisés à les cultiver de façon permanente sur le droit de passage.

En outre, au moins 2 ménages perdront plus de 20 % du total des terres agricoles productives, en raison de la perte permanente de terres au poste ou aux pylônes. Selon les standards internationaux, lorsque les terres prises représentent moins de 20 % de la superficie productive totale, le versement de compensations en espèces pour les biens perdus peut être approprié, même lorsque les moyens de subsistance dépendent de la terre. Si le terrain pris pour le projet est une petite fraction de l'actif affecté et le résidu devrait être économiquement viable.

Par conséquent, les ménages ayant plus de 20 % de terres affectées fournissent également un guide pour identifier d'autres ménages potentiellement vulnérables et ceux qui peuvent avoir besoin de moyens de subsistance supplémentaires et / ou d'aide à la transition.

Les ménages qui cultivent déjà moins d'un hectare peuvent également être potentiellement vulnérables. La quasi-totalité de ceux dont les terres sont affectées sont des terres agricoles de moins d'un hectare, et plus de la moitié sont des terres agricoles de moins d'un demi-hectare. En outre, les ménages peuvent subir les effets psychologiques de la réinstallation, associés à la désorientation et à l'attachement à la terre.

5.5. Infrastructures et installations publiques affectées par le projet

Le projet a été conçu de telle sorte que la ligne soit à proximité des routes existantes autant que possible afin de minimiser la nécessité de la construction de routes d'accès. Ces routes serviront d'accès à la ligne pendant la construction, et après la construction à des fins d'entretien et d'inspection. Aucune route ne sera touchée par les activités du projet.

En ce qui concerne les autres réseaux (approvisionnement en eau et réseau téléphonique), le recensement a révélé qu'aucune infrastructure publique de ce type n'a été trouvée dans la zone touchée par le projet. Il n'y aura pas non plus d'impact sur les structures communautaires.

5.6. Commerces affectés par le projet

Seulement (2%) des structures affectées sont utilisées pour les opérations commerciales. Il s'agit des magasins de vente en détail appartenant aux ménages. Ceux-ci peuvent être affectés par le déplacement physique et / ou la perte de revenu pendant la transition. Un certain nombre de locaux loués peuvent également souffrir d'une perte de revenu pendant la transition et / ou le déplacement physique.

5.7. Efforts visant à réduire au minimum les impacts du projet

La plus haute priorité a été accordée à la minimisation des impacts du projet et à la réinstallation pendant la conception. L'évaluation des impacts sur la réinstallation est basée sur un corridor de 30m alors que pour les cultures et les arbres un déboisement sur une largeur de 3m a été considéré comme actuellement suffisante pour les besoins du projet.

5.7.1. Conception des pylônes

Une conception de pylônes où tous les conducteurs sont disposés au même niveau a été rejetée. Ce type de pylône serait inférieur à celui défini mais nécessiterait un plus large droit de passage avec des conséquences sur la réinstallation. Le type de pylônes choisi correspond à un conducteur en trois niveaux avec les bras croisés les plus courts possibles pour minimiser l'entrelacement requis. Les pylônes auront entre 30 m et 40 m de hauteur, selon la structure du paysage et le type de pylône (par exemple pylône de tension). La superficie nécessaire pour le montage de chaque pylône sera de 100 m² maximum.

5.7.2. Conducteurs

Des conducteurs en aluminium d'acier renforcé (ACSR) 2x240/40 seront utilisés à la place du modèle 1x570 ASTER AAAC (conducteur en alliage d'aluminium) plus lourd. Ceux-ci nécessiteraient des machines beaucoup plus imposantes pour le câblage nécessitant des routes d'accès plus larges et des ponts améliorés, etc. Cela aurait des répercussions sur les activités de réinstallation puisque les maisons sont souvent situées très près des voies et des routes et devraient être déplacées pour améliorer les routes.

5.7.3. Acheminement des lignes de transport

Le tracé des lignes a été soigneusement conçu pour éviter toutes les zones protégées, y compris le parc national de la Kibira, ainsi que les infrastructures publiques et institutionnelles telles que les écoles et les églises. Des efforts ont été faits pour éviter les résidences primaires et autres structures dans la mesure du possible.

5.7.4. Emplacements des postes

L'extension du poste de Gitega et la construction d'un nouveau poste à Ngozi n'affecteront aucune structure et la perte des cultures sera limitée.

6. CADRE D'INDEMNISATION ET ASSISTANCE

La méthode de détermination des pertes et de leur indemnisation prend en compte les principes posés par la SO 2 de la BAD, ainsi que la législation en vigueur au Burundi en matière de compensation en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique (Code foncier complété par l'Ordonnance ministérielle No 720/CAB/304/2008). Toutes les compensations devront être réglées avant le déplacement ou l'occupation des terres.

La présente section décrit donc le cadre d'indemnisation proposé pour le projet, qui sert de base à la discussion et à l'entente avec le gouvernement et les collectivités affectées avant l'entente définitive et la signature des ménages affectés. Il se compose des sections principales suivantes :

- Principes généraux ;
- Éligibilité - c'est-à-dire les types d'impacts qui seront éligibles à l'indemnisation et à l'aide en vertu du PAR ;
- Droits - c'est-à-dire la forme de compensation et d'assistance disponible pour les impacts admissibles ;
- Processus de signalisation et de déménagement des ménages.

6.1. Principes généraux

Les principes clés adoptés dans l'élaboration du cadre d'indemnisation sont les suivants :

- La compensation et la réinstallation des personnes affectées par le projet seront menées conformément à la législation Burundaise et à la SO 2 de la BAD ;
- Lorsque la législation burundaise est moins favorable aux PAP que les exigences de SO 2, de la BAD ou n'est pas applicable, celle-ci s'applique ;
- Le projet prévoit des mesures pour soutenir l'utilisation durable de l'indemnisation en espèces (formation à la gestion financière) et pour les mécanismes dans le cadre du suivi global pour suivre l'utilisation de l'indemnisation en espèces ;
- Le projet aidera les PAP à rétablir leurs moyens de subsistance affectés par rapport à la situation antérieure lorsque cela est nécessaire;;
- Le projet vise à transformer les PAP en bénéficiaires du projet. Des programmes ciblés d'amélioration des moyens de subsistance seront mis en œuvre dans le cadre de ce PAR afin d'atteindre cet objectif ;
- Les PAP (et les communautés d'accueil) ont été, sont et seront informés, consultés et impliqués dans la prise de décision au cours de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation du PAR;
- L'enlèvement d'actifs, le déplacement ou la restriction d'accès ne se produira pas avant que les mesures d'indemnisation nécessaires soient convenues et conformément à la loi et aux exigences internationales. Les mesures comprendront toutes les formes de compensation et d'autres formes d'assistance avant, pendant ou après le déplacement ou la réinstallation physique ;

- La REGIDESO, en tant que promotrice du projet, veillera à ce que les coûts d'indemnisation, ainsi que les coûts de réinstallation qui entrent dans le cadre de leur engagement, soient considérés dans le budget global du projet comme des coûts initiaux.

6.2. Éligibilité

Cette section décrit le cadre d'éligibilité qui servira de base à la discussion sur l'indemnisation et à l'entente avec le gouvernement et les collectivités et les ménages affectés. Les impacts identifiés comme éligible à l'indemnisation sont :

- Critère d'éligibilité en général ;
- Perte de terrain ;
- Perte de cultures et d'arbres ;
- Perte de moyens de subsistance ;
- Perte de structures.

6.2.1. Critère d'éligibilité

En adéquation avec la politique SO2 sur la réinstallation involontaire, trois groupes de personnes déplacées devront avoir le droit à une indemnité ou à une assistance de réinstallation pour la perte de terres ou d'autres biens en raison du projet :

- a) Ceux qui ont des droits légaux formels sur les terres ou autres biens reconnus en vertu des lois du pays concerné. Cette catégorie inclut les personnes qui résident physiquement à l'emplacement du projet et celles qui seront déplacées ou pourraient perdre l'accès ou subir une perte de leurs moyens de subsistance à la suite des activités du projet.
- b) Ceux qui n'auraient pas de droits légaux formels à la terre ou à d'autres actifs au moment du recensement ou de l'évaluation, mais peuvent prouver qu'ils ont une réclamation qui serait reconnue par les lois coutumières du pays. Cette catégorie comprend les personnes qui ne résideraient pas physiquement à l'emplacement du projet ou des personnes qui ne disposeraient pas d'actifs ou de sources directes de subsistance provenant du site du projet, mais qui ont des liens spirituels ou ancestraux avec la terre et sont reconnus par les collectivités locales comme les héritiers coutumiers. Selon les droits coutumiers d'utilisation des terres du pays, ces personnes peuvent également être considérées comme titulaires de droits, si elles sont métayers, fermiers, migrants saisonniers ou familles de nomades qui perdent leurs droits d'utilisation.

Ceux qui n'ont pas de droits légaux ou de réclamation reconnaissables sur les terres qu'ils occupent dans le domaine d'influence du projet, et qui n'appartiennent à aucune des deux catégories décrites ci-dessus, mais qui, par eux-mêmes ou via d'autres témoins, peuvent prouver qu'ils occupaient le domaine d'influence du projet pendant au moins 6 mois avant une date butoir établie par l'emprunteur ou le client et acceptable pour la Banque. Ces

catégories ont droit à une assistance à la réinstallation en lieu et place de l'indemnisation pour la terre afin d'améliorer leur niveau de vie antérieur (indemnité pour perte d'activités de subsistance, de ressources foncières communes, de structures et cultures, etc.).

Les personnes déplacées faisant partie des groupes (a) et (b) ont droit à une indemnisation/compensation pour leur terre ou autres ressources confisquées pour les besoins du projet.

6.2.2. Éligibilité à l'indemnisation et à l'assistance

Les ménages affectés par le projet sont éligibles à une indemnisation et à une autre aide s'ils ont un « Intérêt légitime » à l'égard des « biens » dans la zone du projet qui sont en place (c'est-à-dire établis, dans le cas des immeubles) au moment de la date d'interruption du droit.

Compte tenu des retards dans le projet et des travaux de conception supplémentaires requis, une enquête de suivi sera requise. La date limite ne fait pas obstacle à la poursuite d'activités agricoles et les ménages affectés sont invités à continuer à pratiquer l'agriculture mais depuis Juin 2015 la population a été informée que la construction des maisons n'est pas autorisée dans le corridor. Cependant, compte tenu des retards dans la mise en œuvre du projet, la date limite d'éligibilité a été fixée en juillet 2018.

L'intérêt légitime des biens immobiliers au niveau des ménages est généralement détenu par un seul membre : le chef de ménage. Grâce à la pratique traditionnelle et familiale, le chef de ménage est généralement le membre le plus âgé du ménage. Dans certains cas, l'intérêt légitime peut être détenu conjointement, c'est-à-dire par le chef de ménage et son conjoint ou par d'autres membres de la famille élargie. Le projet veillera à ce que les conjoints soient impliqués dans tous les aspects du processus d'indemnisation, des enquêtes, de la confirmation des estimations, à la réception de l'indemnisation par des comptes bancaires communs.

Notez que « l'intérêt légitime » n'est pas synonyme de propriété. Même les personnes / ménages / communautés affectées par le projet qui n'ont aucun droit légal reconnaissable ou qui revendiquent les biens qu'ils occupent doivent être considérées comme éligibles à l'aide à la réinstallation, conformément aux normes internationales. Les biens immeubles comprennent :

- Terres et cultures
- Structures immobiles - Structures utilisées pour la vie, le sommeil, la cuisson et le stockage, et autres structures telles que les latrines et les puits ; les structures commerciales telles que les restaurants, les kiosques, etc., les autres structures, y compris les enclos pour animaux, etc.

Les biens qui sont en place à la date limite d'éligibilité comprennent :

- Actifs immobiliers complets - Les actifs qui sont entièrement établis (dans le cas de récoltes) ou entièrement construits (dans le cas d'immeubles ou d'améliorations du terrain), à la date d'interruption du droit.
- Actifs immobiliers incomplets - Actifs qui ne sont que partiellement établis : nouvellement plantés (dans le cas de récoltes) ou partiellement construits (dans le cas d'immeubles ou d'améliorations du terrain), à la date d'interruption du droit.

Les biens qui sont plantés (dans le cas de récoltes) ou construits (dans le cas d'immeubles ou d'améliorations du terrain) après la date limite de reconnaissance des droits ne sont pas inclus dans les calculs d'indemnisation.

6.2.3. Détermination des actifs admissibles

L'inventaire des actifs immobiliers ainsi que les données socio-économiques des ménages constitueront la base de l'indemnisation des personnes / ménages affectés par le projet. Conjointement avec les taux d'indemnisation déterminés par les évaluateurs indépendants, conformément à la législation, les enquêtes détermineront l'éligibilité et le droit à l'indemnisation pour chaque personne affectée par le projet ou son ménage.

Les méthodes d'estimation des actifs tiendront compte des exigences législatives, des normes de la BAD, de l'avis d'experts et de la consultation des parties prenantes. Par conséquent, les actifs devraient être estimés sur la base du coût de remplacement, aux taux du marché, sans dépréciation.

6.3. Droits

Les droits à l'indemnisation se réfèrent au ménage affecté comme une entité conjointe plutôt qu'au chef de ménage considéré comme un individu. Dans une famille biparentale, les deux conjoints seront considérés comme ayant droit à une indemnisation en espèces et les deux sont destinés à être bénéficiaires de toute mesure de restauration des moyens de subsistance. Par exemple l'enquête officielle et la confirmation des accords d'indemnisation, sera effectuée en présence et avec les signatures des deux conjoints. Les virements bancaires seront effectués sur les comptes détenus par les deux conjoints.

Lorsque le ménage est dirigé par une seule personne, les droits ne seront accordés qu'au nom de cette personne. Dans le cas où le chef de ménage est un enfant (de moins de 14 ans), le chef de ménage aurait droit à un programme de soutien spécial afin d'obtenir la capacité de gérer l'indemnité. Dans la mesure du possible, on demanderait à un parent

adulte d'agir à titre de fiduciaire.

Le processus de compensation en espèces fera l'objet d'un suivi afin de s'assurer que l'ensemble du ménage affecté bénéficie d'une compensation et que l'argent de la compensation est utilisé de manière significative.

Le déboursement de l'indemnisation en espèces sera complété par une formation en gestion financière (pour les deux conjoints d'une famille biparentale). La meilleure pratique suggère que l'indemnisation en nature est préférable à l'indemnisation en espèces, en raison des risques associés à une indemnisation en espèces, comme le dénuement potentiel et la vulnérabilité accrue. Toutefois, dans le cas du présent projet, la réinstallation en nature (par exemple la construction d'une maison ou d'un terrain de remplacement) peut ne pas être offerte en raison des facteurs suivants :

- La pression sur les terres au Burundi, y compris par le retour des réfugiés, signifie qu'il peut y avoir peu de terres disponibles à proximité de la zone du projet, bien que cela nécessite une enquête plus approfondie. En raison de sa forte densité de population, le Burundi est confronté au problème que la quasi-totalité des terres disponibles est exploitée aux limites des possibilités agricoles et souvent au-delà. La petite taille du pays n'offre aucune alternative pour augmenter la quantité de terres arables.
- Les zones affectées de terrain et le logement sont minimales, dans la mesure où ces quelques ménages ayant un impact significatif sur les terres (plus de 20 % de la zone productive) recevront une aide pour les moyens de subsistance pour intensifier leurs efforts agricoles. D'autres terres ou dans les villages locaux, bien que cela devra être facilité par les autorités communales si nécessaire;
- Une grande partie de la population affectée a exprimé une forte préférence pour l'indemnisation en espèces pendant les consultations et les enquêtes.

Une Matrice d'Éligibilité et de compensation a été développée pour le Projet :

- Toutes les catégories de personnes affectées, y compris les propriétaires fonciers et les détenteurs de droits fonciers, les locataires, les métayers, les bergers, les commerçants, les fournisseurs et autres fournisseurs de services et les groupes vulnérables ;
- Tous les types de pertes associées à chaque catégorie, y compris la perte de biens matériels ; Perte d'accès aux biens matériels ; Perte de salaire, de loyer ou de revenus de ventes ; Perte d'infrastructures publiques ; et,
- Tous les types de compensation et d'assistance auxquels chaque catégorie a droit, y compris : la compensation ou le remplacement de terres et de ressources naturelles ; l'indemnisation pour les structures, les actifs, les salaires, le loyer ou les revenus de ventes ; l'aide à la mobilité et le soutien après la réinstallation, comme l'assistance technique, la

vulgarisation et la formation professionnelle et l'accès au crédit.

Toutes les dispositions proposées seront discutées avec les organismes gouvernementaux pertinents et les collectivités et les ménages touchés et, en tant que tel, ne seront pas finalisées avant que toutes les consultations ne soient terminées. La matrice de compensation pourrait être révisée au besoin avant la mise en œuvre du projet.

Une matrice initiale de droits, pour discussion avec le gouvernement et les parties prenantes, est incluse au Tableau 13 et a été validée en lors des réunions de validation conduit par la REGIDESO en Août 2018. En ce qui concerne l'indemnisation en espèces, tous les taux d'indemnisation, les calculs d'indemnisation et les indemnités seront dans la monnaie légale du Burundi (le Burundi Franc - BIF)(1US\$=1,775 BIF).

Tableau 13: Matrice des droits

No.	Catégorie de perte	Catégorie des PAP	Droit de base	Forfaits / Assistance
1	Terrain agricole : Perte permanente de terres agricoles	Titulaire d'un titre de propriété immatriculé	Tenir un fonds de bien enregistré auprès des autorités compétentes avant la date limite	Compensation en espèces pour les terrains et tous les aménagements immobiliers sur les terrains touchés, comme les infrastructures d'amélioration des sols
		Terres sans titre : terres détenues selon les coutumes Propriété, et pas encore enregistré	Tenir, avant la date limite, un terrain non enregistré, habituellement ou localement reconnu qui peut être vérifié au moins 6 mois avant la date limite	Compensation en espèces pour les terrains et tous les aménagements immobiliers sur les terrains touchés, comme les infrastructures d'amélioration des sols. Assistance pour l'enregistrement du titre légal
		Terrain loué : Droits fonciers obtenus temporairement selon un contrat de location habituel	A loué le terrain avant la date limite, conformément à un contrat de location reconnu par le propriétaire foncier et les autorités coutumières	Indemnisation en espèces au propriétaire pour les terrains et les aménagements immobiliers établis par le propriétaire. Compensation en espèces au locataire pour les développements immobiliers qui ont été établis par le locataire
2	Terrain résidentiel : Perte permanente de terrains résidentiels	Terres titrées : Titulaire d'un titre de propriété immatriculé	Tenir un fonds de bien enregistré auprès des autorités compétentes avant la date limite	Compensation en espèces pour la terre
		Terres sans titre : Terres détenues selon la propriété coutumière et non enregistrées	Tenir, avant la date limite, un terrain non enregistré, habituellement ou localement reconnu qui peut être vérifié	Compensation en espèces pour la terre Assistance pour l'enregistrement du titre légal
3	Structures : perte d'actifs immobiliers	Maisons Résidentiel :	Être le propriétaire localement reconnu d'une maison habitable	Compensation en nature maison contre maison ou

		maisons habitables utilisées comme résidence principale permanente	utilisée en permanence comme résidence avant la date limite	Compensation en espèces à la valeur de remplacement totale sans dépréciation Récupération des matériaux autorisés
		Structures Non résidentiel : locaux commerciaux, murs, clôtures, enclos, etc.	Être le propriétaire localement reconnu d'une structure non résidentielle avant la date limite	Compensation en espèces à la valeur de remplacement totale sans dépréciation Récupération des matériaux autorisés
4	Cultures & arbres commerciaux : Perte de cultures et d'arbres commerciaux	Cultures vivaces permanentes : enlèvement ou destruction de cultures, temporaires ; Comprend les dommages aux cultures pendant la construction	Être le propriétaire reconnu d'un Récolte sur pied avant la date limite	Compensation en espèces à plein à la valeur de remplacement aux taux du marché en vigueur Pour les arbres, selon le type d'arbret l'âge Les PAP doivent être informés pour permettre la récolte avant le déplacement
5	Perte de revenu	Propriétaire de commerce	Propriétaire d'entreprise enregistrée avant la date limite d'éligibilité	Indemnité de rétablissement équivalant à trois mois de revenu
		Locataire	Locataire reconnu avant la date limite	Indemnité de rétablissement équivalant à trois mois de loyer
6	Assistance aux perturbations et aux mouvements	Les ménages physiquement touchés (propriétaire occupant ou locataire)	Occupation de la résidence principale habitable avant la date limite d'éligibilité	Indemnité de perturbation et de transport équivalant à 5 % de l'indemnisation totale (les montants doivent être révisés pour s'assurer que cela est suffisant dans tous les cas)
7	Perte de moyens de subsistance	Les agriculteurs	Agriculteur (propriétaire ou locataire) ayant plus de 20 % des terres affectées en permanence par le Projet. Ceux qui ont moins d'un hectare sont également être considérés	Eligible au programme d'aide aux moyens de subsistance
8	Vulnérabilité existante ou induite par un projet	Ménages identifiés et potentiellement vulnérables	Aide à la mise en œuvre de mesures de transition, déterminée au cas par cas, conformément au programme de protection temporaire	Aide supplémentaire aux ménages vulnérables selon les besoins Eligible à la participation au

				Programme de transition du possible et le suivi rapide des programmes de moyens de subsistance,
9	Désorientation	Ménages touchés	Bénéficiaire indirectement des programmes de développement communautaire et de la stratégie de réinstallation	<p>Élaborer un programme de développement communautaire en faveur de la réinstallation des ménages et des communautés d'accueil</p> <p>Veiller à ce que les ménages qui se réinstallent puissent se réinstaller sur leur propre terre ou dans les villages voisins afin de maintenir leurs anciennes habitudes.</p> <p>Assurer le suivi auprès des foyers touchés par le programme de suivi et évaluation</p>

6.4. Détermination des prix de compensation

Evaluation des biens et barèmes de compensation

Les compensations peuvent être vues à plusieurs niveaux :

- Pertes de biens et de revenus individuels : habitations, terres agricoles, tombes, cultures, revenus, etc. ;
- Pertes de biens communautaires : lieux de culte et autres bâtiments publics (écoles, centres de santé, lieux de réunion), bois, lieux sacrés, etc.

Les compensations pourront prendre plusieurs formes :

- Indemnisations en numéraire (pertes de cultures, pertes de tombeaux, pertes de revenus) ;
- Compensations en nature : Reconstruction de bâtiments privés ou publics par le projet ou le PAP avec l'indemnisation,
- Fourniture de nouvelles terres par le projet ou achat par le PAP avec l'indemnisation appui technique ;

Pour les indemnisations des cultures annuelles et pérennes : le consultant s'est appuyé sur l'Ordonnance ministérielle No 720/CAB/304/2008 du 20/03/2008, sur les tarifs indiqués dans les PAR de Artélia de 2013 et sur le relevé des prix sur les marchés et les villages réalisé par Oréade-Brèche entre Novembre 2016 et Avril 2017. Le coefficient de 0,8 indiqué dans cette

ordonnance n'a pas été retenu lorsque le calcul de compensation avec les prix actualisés était à la défaveur du PAP. Pour les trois cultures pérennes principales, une étude spécifique a été menée pour actualiser la valeur de compensation.

Pour les structures et habitations en milieu rural : l'Ordonnance ministérielle ne prévoit pas de formule de calcul pour les indemnisations. En l'absence de cadre explicite au niveau de la législation nationale, ce sont les principes de la BAD OS 2 qui s'appliqueront, à savoir :

Pour les maisons et autres structures, c'est le coût, au prix du marché, des matériaux nécessaires pour construire une structure de remplacement de qualités similaires ou supérieures à celle de la structure concernée, plus le coût de transport des matériaux de construction, le coût du travail et les rémunérations des entrepreneurs, les frais d'enregistrement et de cession.

Pour les terres agricoles : l'ordonnance est muette, c'est le prix du marché qui s'appliquera.
Pour les actions spécifiques de développement : les coûts sont indiqués dans le Plan d'Appui aux Communautés Locales (PACL).

Compensations individuelles pour les terres cultivables.

Terrain: Pour les surfaces inférieures à 1500 m² (soit 20 % de la superficie moyenne des exploitations de la zone du projet), les PAP seront indemnisés en numéraire. Au-delà, des mesures d'accompagnement seront mises en œuvre afin d'appuyer les PAP dans la recherche de terres de remplacement. Le paiement de la compensation pour les PAP perdant plus de 1500 m² se fera en deux temps :

- Paiement des premiers 1500 m² en numéraire, sans conditions spécifiques,
- Paiement des surfaces perdues au-delà de 1500 m² après que le PAP ait trouvé des terres de remplacement pour une surface correspondante.

. Dans le cas des parcelles partiellement impactées dont il reste seulement de petites surfaces, un appui sera apporté par l'ONG en charge de la mise en œuvre du PAR, aux PAP qui souhaitent faire des échanges entre voisins. Le prix d'un terrain agricole en forte pente et aux qualités de sol médiocres avoisine les 2,500 BIF/m², et un terrain de bonne qualité agronomique en pente modérée et ayant un sol riche peut atteindre les 5,000 BIF/m². Un prix médian de 4 000 BIF/m² avait été retenu par le PAR. Pour le PAR de 2016, après enquête au niveau des paysans et des autorités, le prix de 4 500 BIF/m² pour les terres de coteaux et 5,500 BIF/m² pour les terres de bas fond a été retenu. La distinction sera réalisée en fonction de l'emplacement des différentes infrastructures du projet. Pour estimer le budget de compensation un prix unitaire moyen de 3,500 BIF/m² a été appliqué.

- Cultures annuelles

Les terres défrichées et/ou labourées doivent faire l'objet d'une compensation à l'usager reconnu pour le travail de défrichage et/ou de labour sur une base forfaitaire à l'hectare, établie en liaison avec les services chargés de l'agriculture en fonction du nombre de jours nécessaires aux travaux considérés et du salaire minimum journalier.

Dans la mesure du possible, grâce à une communication adaptée avant la période des semis, la programmation de mise en œuvre du projet permettra aux PAP de récolter les cultures annuelles avant la saisie des parcelles. Toutefois, en cas de destructions de cultures annuelles non initialement prévues, un recensement des principales cultures annuelles impactées devra être mené avec les Comités locaux de réinstallation.

Culture pérennes et arbres

Les tarifs d'indemnisation pour les cultures pérennes et arbres ont été estimés sur base des tarifs précisés dans l'ordonnance 720/CAB/304/2008 du 20/03/2008, en prenant en compte un taux d'inflation annuelle de 16% sur la période 2008-2018 (6 ans), ce qui équivaut à multiplier par 2,5 environ la valeur initiale de 2008. Le coefficient réducteur de 20% indiqué dans l'ordonnance de 2008 a été enlevé. Pour 2018, ceci équivaut à multiplier par 4 la valeur initiale de 2008.

Pour le calcul des pertes des cultures pérennes, l'ordonnance 720/CAB/304/2008 du 20/03/2008 emploie la formule mentionnée ci-dessus.

Comme pour les cultures annuelles, le coefficient multiplicateur 4 est appliqué, ceci donne les prix actualisés contenus dans le tableau suivant.

Table 4: Tarif des cultures pérennes par pied (calculée pour l'année 2018)

Cultures recensées pendant les enquêtes socio-économiques de 2017	Tarif / pied (en BIF)
Avocatier	25,000
Manguier, Goyavier	25,000
Oranger et autres agrumes	25,000

Cas spécifiques des bananiers, caféiers et eucalyptus :

Les bananiers, caféiers et eucalyptus représentent près de 9/10 de l'ensemble des arbres recensés. Une attention particulière a été apportée pour actualiser les prix de ces cultures pérennes en tenant compte de leur particularité : les bananiers jouent un rôle essentiel pour la lutte antiérosive, par conséquent, une composante a été intégrée pour leur contribution

Une indemnisation complète du caféier sur 3 années est nécessaire pour que le PAP dispose d'un fonds de roulement suffisant. Si ce n'est pas le cas, il se tournera vers d'autres cultures plus rémunératrices et, indirectement, le projet ne favorisera pas le renouvellement des caféiers au Burundi. Or, il s'agit d'une filière d'exportation essentielle à l'acquisition de devises pour l'Etat. Le tarif sélectionné pour l'indemnisation des caféiers perdus est celui de la valeur intégrale de remplacement. Les eucalyptus sont importants par rapport à leur valeur énergétique et pour la construction. Après révision, les prix actualisés de ces trois cultures pérennes sont les suivants :

Table 5: Tarif des trois cultures pérennes et arbres principaux par pied

Cultures recensées pendant les enquêtes socio-économiques de 2017	Tarif / pied (en BIF)
Bananier	12,500
Caféier	6,448
Eucalyptus	9,558

Table 6: Tarif de compensation des jeunes arbres recensés

Cultures recensées pendant les enquêtes socio-économiques de 2018	Tarif / pied (en BIF)
Bananier	1,000
Caféier	1,500
Eucalyptus	4,200
Palmier	5,000
Arbres forestiers / Grevellia / Terminalia	1,000
Avocatier	1,000
Manguier+ Goyavier + Autres fruitiers	3,000
Oranger + Autres agrumes	3,500

L'indemnité pour les arbres est basée aussi sur la table « des bois d'œuvre et de service » de l'Ordonnance de 2008 en tenant compte d'une inflation de 16 % sur 6 ans (sur la période 2008-2013) et de la suppression du coefficient de 20% en considérant un diamètre moyen compris entre 30 et 59 cm. Le prix unitaire (par pied) a ainsi été estimé à 5 280 BIF.

Compensations individuelles pour les bâtiments

Bâtiments d'habitation :

En conformité avec OS 2 de la BAD et les meilleures pratiques internationales en matière de réinstallation/compensation, les surfaces et constructions de remplacement (qu'il s'agisse d'une compensation en nature ou monétaire) s'inscrivent dans la logique d'amélioration des conditions de vie des personnes affectées, en comparaison avec le niveau d'existence avant le déplacement. Les surfaces de remplacement considérées sont donc supérieures aux surfaces d'origine. Les caractéristiques d'une maison type sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

Tableau 52 : descriptif et devis estimatif du coût de construction d'une maison type

Descriptif et devis estimatif d'une maison-type en milieu rural et « semi-durable » ⁹	
Fondation	Maçonnerie de moellons au mortier de ciment
Élévation	Briques adobe avec mortier de pose en terre, crépissage mortier en terre
Plafond	Nattes ou papyrus
Charpente	Bois
Couverture	Tôles galvanisées
Huisserie	Portes et fenêtre en bois

Sur la base des maisons identifiées et la valeur à la construction d'une nouvelle maison de ce type, une valeur moyenne a été calculée et la meilleure option serait celle de construire des maisons aux ménages touchés par les pertes de résidences temporaires au lieu de

compensation monétaire .

Type 1 : 4 chambres, salon et barza

Type 2 : 3 chambres, salon et barza

Type 3 : 2 chambres, salon et barza.

Table 7: synthèse des habitations à reconstruire et des compensations prévues

TYPE -MAISONS	Nb. de chambres	Coût Unitaire
Type 3	4	20,000,000
Type 2	3	15,000,000
Type 1	2	10,000,000

Table 8: Prix de compensation pour des autres structure impactés

Type de bâtiment	Coût unitaire par /pièce
Bâtiment d'élevage pour lapins	69,600
Etable pour chèvres	133,200
Etable pour moutons	31,680
Etable pour vaches	55,200
Porcherie	111,600
Poulailler	12,000

6.5. Signature et déménagement des ménages

Le processus d'entente, de signature et de déménagement des ménages sera le point culminant d'un processus continu de consultation et de divulgation, comme en témoignent les étapes clés suivantes :

6.5.1. Consultation publique permanente avec les ménages affectés

Cette démarche a été engagée dans le cadre du processus d'engagement continu des parties prenantes. Les questions relatives à l'éligibilité, aux droits, à l'indemnisation et à l'estimation seront traitées spécifiquement au moyen d'enquêtes, de groupes de discussion et de recours au mécanisme de règlement des griefs du projet. Les consultations et les examens de griefs sont facilités par les groupes de travail de la Commune (GTC), les comités locaux de réinstallation (CLR) et les ALC.

6.4.2. Identification et notification des détenteurs de ressources foncières

Dans les cas où il n'y a manifestement aucun propriétaire ou utilisateur identifié, les autorités locales respectives en aviseront les dirigeants communautaires et le Comité local de réinstallation qui aideront à identifier et à localiser les utilisateurs des terres. Ces dirigeants et représentants seront également chargés d'informer leurs membres de la date limite établie et de son importance. Les détenteurs de terres seront informés par notification écrite et par notification verbale en présence de toutes les parties prenantes concernées.

6.4.3. Documentation des avoirs et des actifs

Les autorités locales, les comités locaux de réinstallation et les représentants de la REGIDESO organiseront des réunions avec les personnes concernées pour discuter du processus d'indemnisation. Pour chaque individu ou ménage touché, les fonctionnaires compléteront un rapport d'indemnisation contenant les informations nécessaires sur les membres du ménage touché, le total des propriétés foncières, l'inventaire des biens touchés et toute information supplémentaire pour surveiller leur statut futur. Cette information sera confirmée et guidée par les dirigeants des villages et les membres du Comité Local de Réinstallation. Les Rapports seront tenus à jour et comprendront la documentation des terres affectées.

6.4.4. Accord sur l'indemnisation et la préparation des contrats

Tous les types de compensation seront clairement expliqués à la personne et aux ménages concernés. La REGIDESO et les autorités locales établiront une « convention de subvention » énumérant tous les biens et terrains concernés et les types de compensation. L'entente d'indemnisation et les mécanismes de rappel des griefs seront lus à haute voix en présence du ménage affecté, des dirigeants du village et des membres du Comité local de réinstallation avant la signature.

6.4.5. Paiements de compensation

Tous les paiements d'indemnisation seront effectués en présence de la partie affectée, y compris les époux, selon le cas, sur des comptes bancaires désignés, qui signeront l'indemnité due. Un dernier rapport d'indemnisation sera produit à la fin du processus. Le calendrier de l'indemnisation sera soigneusement examiné, afin de s'assurer que les ménages affectés disposent d'un délai suffisant pour rétablir leur domicile et leur milieu de vie avant de quitter la zone du projet.

6.4.6. Déplacement

Conformément à la législation, les ménages disposent de 90 jours pour se déplacer après réception de la compensation. Cependant, le projet prendra des mesures pour s'assurer que les ménages disposent de suffisamment de temps pour être rétablis. Les travaux du projet seront échelonnés pour éviter que ceux qui se réinstallent physiquement aussi longtemps que possible.

En plus des allocations de perturbation, une aide spéciale sera offerte aux ménages vulnérables dans les mouvements, en particulier les personnes âgées, infirmes et handicapés.

6.4.7. Suivi

Le projet suivra de façon régulière les ménages indemnisés et les déplacements physiques, en particulier les ménages vulnérables. Cela se fera par le biais des ALC et des comités locaux de réinstallation (CLR). Une assistance supplémentaire pour les familles peut être fournie, selon les besoins, par les groupes de travail de la Commune, par exemple

l'assistance du Département de la protection sociale.

7. PROCESSUS DE GESTION DES GRIEFS

Selon les meilleures pratiques internationales, indépendamment de l'échelle et du niveau de planification, la réinstallation involontaire entraîne inévitablement des griefs parmi la population affectée. Une réparation rapide de ces griefs est essentielle à la mise en œuvre satisfaisante de la réinstallation et à l'achèvement du projet dans les délais. La SSI de la BAD requière l'établissement des mécanismes locaux de griefs et de recours crédibles forts et indépendants pour participer à la résolution des griefs et des problèmes des personnes affectées par les impacts environnementaux et sociaux du projet.

Le mécanisme de gestion des plaintes et réclamation offre l'opportunité à toute PAP ou toute personne concernée d'exprimer ses griefs concernant notamment la procédure de réinstallation et de compensation, sans aucun frais. Les PAP pourront également avoir recours aux tribunaux conformément aux dispositions prévues par le cadre juridique burundais.

7.1. Principes généraux et principaux aspects

Le présent PAR, fournit un mécanisme extrajudiciaire de gestion des réclamations et litiges, à partir de recours et de médiations de tiers. Chacune des personnes affectées pourra déclencher ce mécanisme, tout en conservant le recours au système judiciaire. Le mécanisme reposera sur les principes suivants :

- Chaque personne affectée aura un accès simplifié au dépôt de réclamations et de plaintes;
- Les réclamations pourront être soumises oralement (et seront enregistrées) ou par écrit ;
- Toute réclamation sera enregistrée, acquittée et suivie jusqu'à sa clôture ;
- Les dispositions de gestion des réclamations comprendront deux niveaux d'examen et de règlement extrajudiciaire à l'amiable : le premier interne à l'UEP en coopération avec les comités locaux de réinstallation et le second avec l'implication de parties externes ;
- Le troisième niveau du mécanisme est le système judiciaire, pour les réclamations qui ne peuvent être résolues à l'amiable ; l'objectif est en général d'éviter d'avoir recours à la Justice dans la mesure du possible.

Les principaux aspects du mécanisme de réclamation sont les suivants :

- Le public et en particulier les PAP doivent être informés du mécanisme de réclamation et de la manière dont ils peuvent utiliser cette procédure. Le public sera informé via les procédures de divulgation du PAR et via des réunions de la communauté menée par l'UEP en coopération avec les comités locaux de installation et l'ONG.
- Les réclamations seront enregistrées en utilisant un Formulaire de Réclamation (en kirundi ou en français). Des formulaires de réclamation seront disponibles pour l'enregistrement des plaintes et contiendront les détails concernant la réclamation ainsi que le nom et l'adresse du demandeur, la date de la demande, le type de demande et le nom des personnes recevant la réclamation. Les formulaires seront enregistrés dans un registre où ils seront suivis jusqu'à parvenir à une solution appropriée.
- L'UEP tiendra à jour une base de données numériques des réclamations, contenant les

journaux et registres de toutes les réclamations reçues, avec une indication de l'état respectif des réclamations (c'est-à-dire résolue, non résolue, en instance...). Il est recommandé que la personne en charge de la base de données électronique et celles en charge de l'archivage physique soient des personnes différentes avec une coordination entre ces deux agents. Le mode d'archivage tant électronique que physique devra rendre compte facilement de l'avancement des dossiers (évaluation de la plainte ; proposition de résolution rédigée ; dossier sous procédure de conciliation ; dossier sous procédure judiciaire ; dossier clôt).

- Les options de résolution seront développées par proposition unilatérale, discussion bilatérale et/ou médiation d'un tiers. Si une plainte n'est pas légitime, l'affaire sera clôturée sans accord avec le plaignant. Toute réponse sera communiquée clairement soit oralement soit par écrit. Tout cas de réclamation ne sera clôturé que lorsqu'un accord avec le plaignant aura été obtenu.
- La personne affectée se verra proposer l'accès à un conseil juridique tiers, via un juriste qualifié. Ce juriste sera consulté en cas de besoin et si possible disponible dans les bureaux de l'UEP ou sur site.

- **Droits du PAP et confidentialité**

Enregistrer une plainte peut être un processus difficile ou impossible si une personne craint d'être punie pour son geste, par le maître d'œuvre ou d'autres parties intéressées. De plus, plusieurs PAP pourraient ne pas vouloir publiciser le fait qu'elles ont déposé une plainte. Pour répondre à ces craintes, l'UEP doit avoir une politique de respect et de confidentialité, stipulant que toute personne déposant un grief doit être traitée avec respect par le personnel de l'UEP et les CLR; que les informations relatives à la plainte et au plaignant sont confidentielles et ne seront pas diffusées dans la communauté ; qu'aucune mesure de rétorsion par qui que ce soit envers le plaignant n'est acceptable aux yeux de l'UEP et la REGIDESO et qu'elle s'engage à y remédier dans la mesure de ses moyens.

Par ailleurs, il est possible que malgré ces précautions, certains PAP ou membres de la communauté hésitent à déposer officiellement une plainte. Il est préposé qu'un mécanisme de dépôt anonyme de plainte soit utilisable. Ce mécanisme pourra être discuté avec les CLR au début de la mise en œuvre du PAR pour en déterminer les modalités pratiques.

7.2. Types de réclamations anticipés

Plusieurs types de conflits peuvent surgir durant la procédure de réinstallation. Ces conflits sont généralement liés aux aspects suivants :

- Erreurs dans l'identification des PAP et l'évaluation des biens,
- Désaccord sur des limites de parcelles, soit entre la personne affectée et la commission d'évaluation, ou entre deux voisins,
- Conflit sur la propriété d'un bien (des PAP déclarent être le propriétaire d'un certain bien),
- Désaccord sur l'évaluation d'une parcelle ou d'un autre bien,
- Successions, divorces, et autres problèmes familiaux, ayant pour résultat des conflits entre

- héritiers ou membres d'une même famille, sur la propriété d'un bien donné,
- Désaccord sur les mesures de réinstallation (site de réinstallation, parcelle proposée, etc.).
- En cas de litiges ou de désaccords, des mécanismes appropriés doivent être mis à la disposition des PAP pour se défendre et s'exprimer librement. Le Projet mettra à la disposition des PAP toutes les informations concernant les modes de calculs, les recours et les mécanismes mis à leur disposition permettant de les aider à effectuer toutes démarches liées à l'ensemble du processus.

Pour résoudre ces éventuels conflits, les mécanismes suivants sont souvent utilisés :

- Une communication appropriée qui fournit des explications détaillées ;
- L'implication des PAP au début et à l'ensemble du processus ;
- Le recours à l'arbitrage des notables de la communauté ;
- La Commission de Conciliation ;
- Le recours aux tribunaux.

L'information des PAP sur le mécanisme de gestion de plaintes se fera à travers la mise en place d'un registre de doléances auprès des chefs des quartiers et villages concernés. Ensuite, le projet informera les PAP sur la procédure à suivre pour pouvoir se plaindre. La procédure s'articule en général autour des points suivants :

La procédure devrait permettre de résoudre rapidement les problèmes en utilisant un processus de consultation compréhensible et transparent qui soit culturellement approprié et facilement accessible, sans frais et sans rétribution à la partie qui a soulevé la question ou l'inquiétude. En outre, le mécanisme de règlement des griefs ne devrait pas entraver l'accès aux procédures judiciaires ou administratives. Les ménages affectés seront informés du processus lors des consultations.

7.3. Mécanisme de résolution des griefs

Le mécanisme de réclamation sera accessible à toutes les parties affectées, y compris les personnes vulnérables. Par conséquent, il est primordial que les réclamations puissent être soumises au niveau local. L'enregistrement des réclamations sera possible :

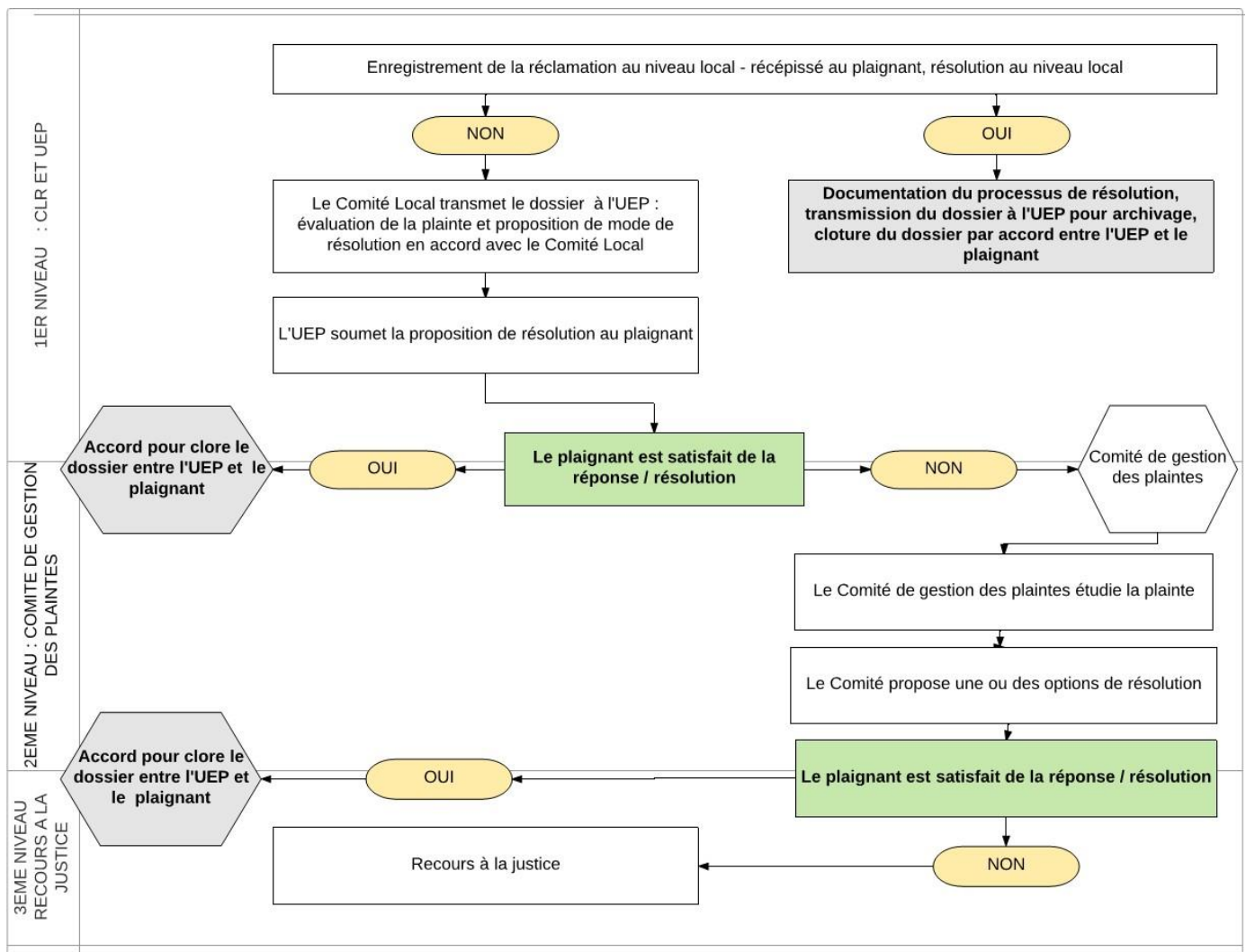
- Au niveau local, via les comités de réinstallation au niveau de collines et au niveau des communes ;
- Au Bureau de l'UEP à travers l'ONG ;
- Aux bureaux de la REGIDESO.

L'enregistrement des réclamations sera possible à partir du début de la publication des listes des PAP. Pour chaque réclamation, un dossier de réclamation sera ouvert, contenant :

- Le formulaire de réclamation (qui enregistre les plaintes, les détails concernant la réclamation, le nom, le numéro de CNI (si disponible), l'adresse du demandeur, la date de la demande, le type de demande et le nom des personnes recevant la réclamation) ;
- L'accusé de réception de l'enregistrement, à remettre au plaignant ;
- La fiche de suivi de réclamation (mesures prises, mesures correctives) ;

- La fiche de clôture, dont une copie sera remise au plaignant après son approbation de la résolution et sa signature ;
- Les réclamations seront enregistrées dans un délai de 2 jours après réception, une réponse provisoire sera transmise dans un délai de 7 à 10 jours et une réponse définitive sera fournie au plaignant dans un délai de 20 jours maximum. La clôture d'une réclamation ne signifie pas automatiquement que le plaignant est satisfait de la mesure prise (dans les cas où une plainte n'est pas justifiée). La clôture signifie que le plaignant approuve qu'une mesure ait été prise par l'UEP pour traiter la réclamation sans être nécessairement satisfait du résultat.

Figure 11: Procédure de gestion des plaintes et réclamations



7.3.1. Niveaux de gestion des réclamations

- Premier niveau : comité de gestion de plaintes au niveau collines

Dans la pratique, pour des activités de dédommagement et de réinstallation similaires, les réclamations concernent des différends sur la politique du Projet ou des conflits entre voisins, qui peuvent en général être résolus via une médiation adéquate utilisant les règles coutumières ou l'administration locale au niveau le plus bas.

En outre, des réclamations peuvent être faites dans le cadre des activités de construction. Dans ce cas, la coopération avec la gestion des réclamations de l'entreprise de construction et le personnel de liaison avec les communautés est primordiale. Les réclamations liées à la construction doivent être résolues grâce à la coopération de la gestion des réclamations de l'UEP et du personnel des entreprises de construction chargé des réclamations. Pendant la construction, des rapports hebdomadaires seront remis à la direction (UEP, REGIDESO, CLR), indiquant les réclamations risquant d'avoir un impact sur le planning de construction. Ces rapports mentionneront les réclamations dont la résolution est en instance sur de longues périodes.

Les victimes auront la possibilité de soumettre leurs réclamations au niveau local. Ce système fournit une accessibilité maximale au mécanisme de réclamation pour toutes les personnes affectées et la possibilité de résoudre les réclamations de manière pratique et directe. Les comités locaux de réinstallation ou /chefs de village en tant que membres des comités de réinstallation enregistreront les réclamations sous forme orale ou écrite. Une grande partie des réclamations pourront être résolues directement par des explications et des informations au plaignant.

Les comités locaux de réinstallation/chefs de village recevront une formation de la part de l'UEP afin de traiter les problèmes qui peuvent être résolus par des explications (c'est-à-dire l'explication de la politique de réinstallation, de la détermination de la stratégie ou de l'admissibilité au dédommagement, des règlements liés à la construction). Le bureau local de l'UEP prend note des réclamations déposées auprès des chefs de village pendant les réunions de routine et les visites de consultation régulières de tous les villages affectés. En outre, des réunions régulières se tiendront avec le personnel principal de l'entreprise de construction. Toutes les réclamations seront enregistrées au sein de l'UEP et saisies dans la base de données électronique. Les réclamations qui n'auront pas été résolues au niveau du village seront examinées.

Les responsables des réclamations de l'UEP effectueront typiquement les revues selon les étapes suivantes :

- Revue de la documentation pertinente existante sur le cas particulier (problèmes du ménage, litiges potentiels concernant le terrain, mesures et comptes initiaux, etc.) ; troubles liés à la construction ou autre problème ;
- Revue des propriétés faisant l'objet d'un litige, des limites faisant l'objet d'un litige ou des caractéristiques de la propriété sur le terrain le cas échéant et audition des parties concernées (le(s) plaignant(s) et les tiers (membres du comité de réinstallation) avec descente sur le terrain si nécessaire ;
- Accord sur la solution proposée au sein de l'équipe de gestion des réclamations et du comité de réinstallation local/chef de village ;

• **Second niveau : comité de gestion de plaintes au niveau des communes**

Le second niveau vise à traiter les réclamations que le premier niveau n'est pas en mesure de résoudre et à parvenir à des solutions qui, si elles sont acceptées, auront caractère d'obligation pour l'organisme de mise en œuvre et le(s) plaignant(s). L'objectif reste cependant d'éviter d'avoir recours à la Justice et d'essayer de parvenir à un règlement à l'amiable si possible. Aucune réclamation ne sera considérée par le second niveau si elle n'a pas déjà été examinée par le premier niveau et que la solution proposée par l'UEP n'était pas acceptable pour le plaignant.

Le second niveau de gestion des réclamations reposera sur le Comité de gestion des plaintes établi au niveau de la commune. Le Comité de gestion des plaintes se réunira si nécessaire, en fonction des plaintes et des litiges enregistrés. Les comptes rendus de réunions, y compris les dispositions de résolution proposées, les enregistrements de décisions, les accords obtenus seront préparés.

• **Troisième niveau : recours à la justice**

Si le second niveau ne permet pas de parvenir à un accord à l'amiable, le plaignant ou le défendeur pourront avoir recours à la Justice (à tout moment) selon la loi sur les compétences,

7.3. Compatibilité avec la législation nationale et les mécanismes de règlement des griefs

La loi sur l'expropriation servira de guide juridique en matière d'indemnisation et de réinstallation. Toute procédure de règlement des griefs sera compatible avec la législation burundaise et les procédures spécifiques à suivre dans les cas où l'estimation est contestée.

8. MOYENS DE SUBSISTANCE ET DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

8.1. Meilleure pratique internationale

La SO2 indique que « la simple restauration des moyens de subsistance peut être insuffisante pour protéger les populations affectées contre les impacts négatifs des projets, en particulier les effets induits tels que la concurrence pour les ressources et l'emploi, l'inflation et la répartition des réseaux de soutien social. Pour cette raison, les projets doivent viser à promouvoir l'amélioration du niveau de vie des personnes affectées par le projet ».

8.2. Approche du programme d'amélioration des moyens de subsistance

Le « Cadre de moyens de subsistance durables » reconnu à l'échelle internationale par le DFID adopté par la plupart des praticiens internationaux du développement présuppose qu'il existe cinq types de ressources dont les ménages ont besoin pour assurer leur accès aux moyens de subsistance. Ces cinq ressources comprennent : le capital humain, le capital naturel, le capital financier et le capital social, tels que décrits au Tableau 14 ci-dessous.

Tableau 14: Actifs de subsistance

Actifs de subsistance	Description
Physique	Équipement agricole, semences, outils, machines à coudre, véhicules, bétail, maisons
Naturel	Terres agricoles et de pâturage, ressources en eau, nourriture, bois, poisson
Humain	Main-d'œuvre au sein d'un ménage, éducation, compétences, formation professionnelle
Financier	Salaires, accès au crédit, épargne
Social	Les structures de parenté, les groupes religieux, les quartiers

Le cadre de moyens de subsistance durables montre en outre comment ces ressources sont liées et lorsqu'elles sont efficacement combinées, peuvent mener à des résultats durables sur les moyens de subsistance.

Par conséquent, les programmes d'amélioration des moyens de subsistance du projet pourraient améliorer ces actifs physiques de la manière suivante :

Actif physique : Grâce à la fourniture d'intrants agricoles pour le rétablissement des activités agricoles par les ménages affectés par le projet, qui sont fortement affectés, ainsi que par l'amélioration des logements grâce à une indemnisation complète et adéquate.

Actif naturel : Assurer aux ménages la possibilité de se réinstaller là où c'est nécessaire à

proximité de leur lieu d'origine, avec une continuité d'accès aux ressources naturelles et des sources d'eau potable facilement accessibles. Améliorer la productivité des sols restants grâce aux appuis et apports agricoles.

Actif humain : Fournir une formation de vulgarisation agricole. En outre, les ménages déplacés seront priorisés pour les possibilités d'emploi liées au projet. Fournir une formation en gestion financière.

Actif financier : Le projet créera des possibilités d'emploi, les ménages déplacés étant priorisés. En outre, un programme de micro financement pourrait être élaboré avec les partenaires de prestation. Une gestion financière et une formation financière seront offertes à tous les ménages affectés recevant une indemnisation.

Actif social : Le projet continuera à favoriser les réseaux sociaux au sein des communautés et à assurer le maintien de ces réseaux. Dans le cas échéant, les groupes communautaires existants devraient être impliqués dans la mise en œuvre d'initiatives de subsistance.

Le Burundi est l'un des pays les plus pauvres du monde. Pendant la période de crise, le produit intérieur brut (PIB) a chuté en moyenne de 3 % par an, entraînant une baisse cumulative de la production de 30 % à ce jour. Ce recul du PIB a fait chuter les revenus par habitant à 83 dollars en 2004, passant de 214 dollars EU au début de la décennie précédente (plus précisément 210 dollars EU en 1992). La situation a commencé à s'améliorer et en 2008, le PIB était de 137 dollars des États-Unis, mais reste très faible et inférieur à la moyenne subsaharienne estimée à plus de 500 dollars. Le taux de pauvreté national a été estimé à 67 % en 2005. En considérant le seuil de pauvreté alimentaire qui est défini comme l'équivalent monétaire du minimum de calories dont un adulte a besoin pour assurer sa subsistance quotidienne (estimé à 2 400 kcal / jour), une enquête réalisée en 1999 a révélé que le taux de pauvreté dans l'ensemble du pays était de 81 %, soit 41 % à Bujumbura et 83 % dans le reste du pays. La situation de 1998 reflète l'état actuel de pauvreté, étant donné que la situation n'a pas changé radicalement depuis cette époque, en particulier dans les zones rurales.

Généralement, la zone du projet est caractérisée par une zone d'utilisation agricole élevée (entre 60 % et 80 % de la surface). Les bananeraies sont fréquentes et les plantations de café sont la seule culture d'exportation. La couverture forestière est très faible (5-10 %) et se compose principalement de plantations d'eucalyptus. La structure de peuplement est dispersée et les terres agricoles sont très petites (souvent moins de 0,5 ha).

L'agriculture au Burundi est le pilier de l'économie et a représenté plus de 53 % du PIB en 2002. Environ 1 100 000 ha sont propices à la culture (43 % de la superficie totale) et

l'agriculture est l'occupation d'environ 1 million de ménages.

Comme on l'a vu plus haut, les fermes sont très petites (0,5 ha en moyenne) et le terrain est le facteur déterminant de la production. Cependant, l'accès à la terre est de plus en plus limité en raison de la forte pression démographique qui diminue progressivement la taille de chaque ferme de ménage parce que la tradition selon laquelle les enfants héritent d'une part égale de la propriété de leur père décédé a été maintenue à ce jour. Cette situation a déjà conduit à la surexploitation et à la dégradation des terres et à la faible production alimentaire. Dans un contexte d'accès limité à la terre, l'intensification est le seul moyen d'accroître la production. Pourtant, cette stratégie a été bloquée par un faible investissement financier dans les milieux ruraux et des marchés limités pour les produits agricoles. Par conséquent, l'agriculture burundaise reste à un niveau de subsistance et elle n'a pas été intégrée dans d'autres secteurs de production. L'agriculture fournit environ 90 % de l'emploi au Burundi et contribue à près de 50 % du PIB.

Le secteur agricole est dominé par les femmes, qui représentent environ 52 % de la population nationale. Les exportations agricoles (café, thé, coton) représentent environ 70 à 85 % des recettes d'exportation. Il est rapporté que le pays souffre actuellement d'une insécurité alimentaire régulière. La majorité de la population du Burundi cultive des cultures sur des pentes dénudées et abruptes qui favorisent l'érosion. Les systèmes anti-érosion n'ont pas été régulièrement mis en œuvre ou maintenus. En outre, la pauvreté et le fait que le crédit n'est pas accessible de manière transparente signifie que les agriculteurs ne peuvent pas acheter des engrais et d'autres ingrédients agricoles nécessaires.

Le faible soutien public et les structures consultatives limitent le développement du secteur agricole. De plus, les pénuries de semences et les maladies des plantes ont eu un impact négatif sur la production agricole et animale au cours des dernières décennies.

L'agriculture n'a pas encore gagné l'intérêt du gouvernement et du soutien des donateurs ces dernières années. La population pratique une agriculture traditionnelle de subsistance avec une production médiocre. Les services d'extension agricole ne sont pas présents. À ce jour, les programmes récents visant à améliorer la qualité de vie de la population en augmentant la production agricole et la sécurité alimentaire sont rares et n'ont pas été en mesure d'apporter des résultats positifs.

Par conséquent, l'aide agricole constituera la base principale du programme de moyens de subsistance.

8.3. Evaluation des besoins en matière de moyens de subsistance

L'évaluation des besoins par ménage est basée sur des données de base recueillies à partir des sources suivantes :

- Consultation avec le gouvernement, les ménages et les personnes clés ;
- Enquête sur les biens (structure, ferme et cultures) ;
- Enquête socio-économique.

L'enquête de suivi permettra de poser d'autres questions à propos de la taille et des emplacements des terrains et des questions connexes concernant les compétences et les autres biens. Les données de base recueillies à ce jour ont permis une évaluation initiale des besoins de chaque ménage en termes de programmes de restauration des moyens de subsistance.

Les standards internationaux indiquent que si plus de 20 % des terres productives sont affectées, elles devraient recevoir une aide supplémentaire, ce qui servira de base pour évaluer l'éligibilité aux programmes de moyens de subsistance. Selon les estimations actuelles, au moins deux ménages sont touchés à cet égard.

Les enquêtes de suivi confirmeront si ces ménages et d'autres devraient être pris en compte, compte tenu de la qualité des exploitations agricoles et de la répartition des champs et des tailles. De plus, les ménages potentiellement vulnérables seront éligibles pour être inclus sur le programme de moyens de subsistance, dans la mesure du possible. La vulnérabilité est examinée plus en détail à la section 8.

8.4. Composantes du Programme d'amélioration des moyens de subsistance

Sur la base des moyens de subsistance prédominants dans la zone du projet, les initiatives qui rétablissent et améliorent les pratiques agricoles seront l'élément clé du Programme de moyens de subsistance.

Le Programme de moyens de subsistance se concentrera sur :

- L'agriculture ;
- La gestion financière et commerciale ;
- Microfinance.

En outre, une aide à la transition pour les ménages vulnérables identifiés sera également disponible. Pour ceux qui ont plus de 20 % de leurs terres productives affectées, les points suivants sont essentiels :

- Fourniture en temps opportun des apports agricoles appropriés ;
- Formation aux méthodes agricoles et à la gestion des systèmes agricoles ;
- L'offre de programmes de vulgarisation agricole en soutien aux agriculteurs ;
- L'option de facilités de crédit, avec des taux d'intérêt abordables.

Les ménages affectés qui exploitent actuellement moins de 1 hectare seront également

examinés en vue d'une éventuelle inclusion dans le Programme, en particulier lorsqu'ils montrent une vulnérabilité existante ou induite par un projet. Tous les ménages affectés seront éligibles à la formation à la gestion financière du programme de subsistance. Les programmes élaborés seront complétés par un programme de développement communautaire qui comprendra des projets d'infrastructure communautaire.

Dans la mesure du possible, les partenaires potentiels seront identifiés, y compris les organisations communautaires et les ONG. L'analyse et les composantes du programme dont il est question ci-dessous seront reconfirmées et approuvées avec le gouvernement, les collectivités et les principales parties prenantes.

8.4.1. Programme agricole

Le Programme agricole est le mécanisme principal pour restaurer les moyens de subsistance, abordant les questions de sécurité alimentaire et de génération de revenus.

Tableau 15: Objectifs, résultats et stratégies du programme agricole

Objective	Résultats désirés	Stratégies
Rétablir et améliorer la productivité grâce à l'utilisation de systèmes agricoles durables	Accès accru aux principaux apports agricoles par les agriculteurs	Fournir des apports agricoles, principalement des semences et des engrais, pour que les agriculteurs rétablissent et intensifient leur productivité. Vaccinations du bétail
	Augmenter la disponibilité et la qualité des services agricoles	Fourniture, soutien et renforcement des services de vulgarisation agricole. S'associer à des agents de vulgarisation gouvernementaux existants et identifier des organisations communautaires locales pour l'exécution de services de vulgarisation agricole pour les agriculteurs. Encourager l'introduction de techniques agricoles améliorées
	Adoption de systèmes agricoles améliorés par les agriculteurs, grâce à un environnement social et politique favorable	Avec les ministères concernés, encourager la participation des agriculteurs affectés par le projet dans les initiatives agricoles, comme les associations et les journées agricoles ouvertes.

Tableau 16: Pratiques et services en matière de programmes agricoles

Activités	Résultats désirés	Services
-----------	-------------------	----------

Bétail	<ul style="list-style-type: none"> • Vaccination d'animaux • Pâturage amélioré 	<ul style="list-style-type: none"> • Fourniture de médicaments et de vaccins • Services de vulgarisation
Production des cultures	<ul style="list-style-type: none"> • Diversification des cultures • Préparation du terrain • Recadrage • Sélection des semences • Utilisation de fumier organique • Espace de rangement 	<ul style="list-style-type: none"> • Fourniture d'apports agricoles • Fourniture de services de vulgarisation • Renforcement des associations d'agriculteurs

8.4.2. Programme de formation en gestion financière

Les ménages affectés par le projet recevront une indemnisation en espèces par rapport aux structures, aux cultures et à la terre, ainsi que des indemnités supplémentaires (par exemple, perturbation et perte de revenu). Pour beaucoup de ménages ce sera beaucoup plus d'argent qu'ils n'ont pas l'habitude de gérer. Par conséquent, il est important que tous les ménages affectés aient accès à la gestion financière et à la formation commerciale de base afin de s'assurer que les ménages comprennent que la compensation en espèces doit être utilisée pour restaurer les biens perdus et doit être détenue en toute sécurité.

Tableau 17: Objectifs, résultats et stratégies de formation en gestion financière

Objective	Résultats désirés	Stratégies
Augmentation des connaissances et des compétences en gestion financière de base	Améliorer l'utilisation et la gestion des ressources en espèces des PAP	Formation à la gestion de l'argent, à l'accès aux comptes bancaires et aux conseils financiers
	Amélioration de l'utilisation des fonds de compensation pour des initiatives durables à long terme	Formation en gestion d'entreprise de base et établissement d'entreprise Renforcement des groupes Communautaires (associations d'agriculteurs, coopératives, etc.)

Tableau 18: Pratiques et services du Programme de gestion financière

Activités	Résultats désirés	Services
-----------	-------------------	----------

Gestion financière	<ul style="list-style-type: none"> • Utiliser une compensation en espèces pour les stratégies de subsistance • Établissement de commerce • Entreprendre des activités génératrices de revenus • Utilisation des facilités de crédit • Production axée sur le marché • Formation des régimes d'épargne 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation en gestion de l'argent • Formation professionnelle • Formation d'associations et de groupes de crédit
---------------------------	---	---

8.4.3. Programme de microfinance

Un financement limité pour entreprendre des activités génératrices de revenus peut être un obstacle important au développement des ménages et des communautés. La pratique courante est que les groupes communautaires s'appuient sur les cotisations des membres comme base d'épargne pour créer un fonds renouvelable pour acheter les matériaux requis, bénéficier d'économies d'échelle et vendre aux membres à un taux subventionné. Bien que cette approche encourage le développement des entreprises, les ménages vulnérables ou pauvres sont défavorisés.

Tableau 19: Objectifs, résultats et stratégies du programme de microfinance

Objective	Résultats désirés	Stratégies
Incidence accrue des initiatives génératrices de revenus rentables et des pratiques Commerciales	Accroître l'accès aux principaux intrants et services générant des revenus et à la commercialisation	Établissement d'un régime de micro crédit de fonds renouvelables
	Accroître la qualité des services clés de génération de revenus et de marketing	Renforcement de la base financière pour les groupes d'entraide communautaires (associations d'agriculteurs, coopératives, etc.)
	Capacité des ménages dans la gestion financière accrue	Renforcement des groupes Communautaires (associations d'agriculteurs, coopératives, etc.)

Tableau 20: Pratiques et services du programme de microfinance

Activités	Résultats désirés	Services
Initiatives génératrices de revenus	<ul style="list-style-type: none"> • Établissement de commerce • Entreprendre / démarrer les activités génératrices de revenus • Utilisation des facilités de Crédit • Production axée sur le marché • Formation des régimes d'épargne 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les groupes d'entraide, les associations d'agriculteurs, les entreprises de jeunesse, etc. • Crédit disponible

8.5. Gestion des programmes de subsistance et partenariat

Les groupes de travail de la Commune ont la responsabilité principale de l'exécution des programmes de subsistance et vulnérables. Le Programme des moyens de subsistance devrait être entrepris en partenariat, en identifiant les agences gouvernementales existantes, les ONG et les groupes communautaires qui entreprennent de telles initiatives. Il peut s'agir de programmes communautaires existants au Burundi gérés par des agences gouvernementales ou des ONG.

Le programme devrait couvrir une période de trois ans, pour assurer la restauration et, idéalement, l'amélioration des conditions de vie des ménages les plus affectés. Un bon nombre des programmes élaborés pour le Programme de moyens de subsistance peuvent à leur tour être étendus à d'autres communautés affectées indirectement par le biais de plans et d'initiatives de développement communautaire. Des rôles et responsabilités clairs seront convenus avant la mise en œuvre du programme et des compétences variées seront nécessaires pour exécuter le programme.

L'ONG et l'expert social à recruter au sein de la REGIDESO assurera la liaison avec les groupes de travail de la Commune et superviser le programme dans son ensemble. Une fois que tous les détails du Programme de moyens de subsistance auront été élaborés et convenus avec le gouvernement et les collectivités affectées, ils seront reflétés dans le PAR avant sa mise en œuvre.

8.6. Emploi et approvisionnement locaux

Le projet élaborera une politique proactive de recrutement et d'approvisionnement locaux, axée sur les ménages les plus affectés et les groupes vulnérables. La main-d'œuvre non qualifiée et semi-qualifiée devrait privilégier dans les ménages affectés par le projet chaque fois que possible. Les possibilités d'achat local devraient également être étudiées.

9. IDENTIFICATION DES MENAGES VULNERABLES

9.1. Meilleure pratique internationale

Les personnes vulnérables sont définies comme celles qui, « en raison de leur sexe, de leur appartenance ethnique, de leur âge, de leur handicap physique ou mental, de leur désavantage économique ou de leur statut social, peuvent être plus affectées par la réinstallation que d'autres et qui peuvent être limitées pour réclamer et profiter de l'aide à la réinstallation et des avantages de développement connexes ». Le PAR devrait documenter les mesures de réhabilitation qui seront mises en place pour les groupes vulnérables lors de la réinstallation physique et de la réhabilitation des communautés affectées.

9.2. Vulnérabilité

La vulnérabilité peut être envisagée dans le contexte de deux étapes :

- Vulnérabilité préexistante ;
- Vulnérabilité de la précarité transitoire, causée par le déplacement physique et économique lié au projet.

La vulnérabilité préexistante est la vulnérabilité qui survient, avec ou sans le développement du projet, tandis que la vulnérabilité de la misère transitoire se produit en raison de ceux qui sont directement affectés par le projet étant incapable de s'adapter aux nouvelles conditions en raison de choc ou de stress liés aux activités du projet.

9.3. Vulnérabilité dans la zone du projet

La réinstallation involontaire, si elle n'est pas bien gérée, peut accroître l'appauvrissement, les ménages vulnérables étant particulièrement sensibles aux effets néfastes des activités d'acquisition et de réinstallation des terres. Les principaux dangers d'appauvrissement résultant directement du processus de réinstallation sont les suivants :

- L'absence de terre - la perte irremplaçable des biens fonciers, y compris les biens

communs

- Le chômage - la perte de lieux de travail
- Sans-abri - perte d'abri
- Récession économique générale
- Augmentation des taux de criminalité, de maladies et de mortalité
- Insécurité alimentaire et malnutrition
- Perte d'accès aux actifs communs
- Désorganisation sociale.

Dans les projets de réinstallation, plusieurs de ces dangers, comme la perte de terrain, l'emploi et le logement, sont souvent réalisés simultanément. Cela pourrait encore aggraver la vulnérabilité des ménages. Une première évaluation des ménages potentiellement vulnérables, entreprise dans le cadre de l'enquête socio-économique, a permis d'identifier les éléments suivants :

Tableau 21: Ménages potentiellement vulnérables

Vulnérabilité	Nombre de ménages
Nombre total de veuves dans les ménages affectés	180
Nombre total de personnes atteintes d'une maladie permanente dans les ménages affectés	66
Nombre total d'anciens dans les ménages touchés (plus de 65 ans)	105
Nombre total d'orphelins dans les ménages touchés	74
Nombre total de personnes handicapées dans les ménages touchés	92

De plus, l'analyse initiale des données recueillies à ce jour suggère qu'au moins deux ménages perdent plus de 20 % des exploitations agricoles, alors que la quasi-totalité des ménages exploitent actuellement moins de 1 hectare (64 % de ces exploitations moins de 0,5 hectare). Une analyse plus approfondie par le biais d'enquêtes de suivi permettra d'évaluer les effets supplémentaires qui pourraient être exacerbés par la fragmentation et la délocalisation des exploitations agricoles. Les catégories les plus importantes de personnes potentiellement vulnérables dans la zone du projet sont susceptibles d'inclure :

- Les métayers qui n'ont pas de bâtiments ou de champs ou qui perdent la terre qu'ils occupent ;
- Ménages pauvres dirigés par une femme sans soutien familial étendu ;
- Les personnes âgées pauvres, surtout celles qui n'ont pas de soutien familial élargi ;
- Les familles des orphelins et dirigées par des jeunes ;
- Les ménages qui perdront plus de 20 % des terres productives ;
- Les ménages qui cultivent actuellement moins d'un hectare ;
- Les ménages connaissent des pénuries alimentaires.

Il est à noter que si un grand nombre de personnes handicapées, malades et âgées ont été identifiées au moyen de l'enquête socio-économique, il est important que la vulnérabilité

soit déterminée par ménage. Alors que les individus peuvent être identifiés comme vulnérables, s'ils se trouvent dans des ménages qui ont des membres économiquement productifs, alors le ménage dans son ensemble n'est pas nécessairement vulnérable.

Une évaluation complète des ménages potentiellement vulnérables sera effectuée sur la base des enquêtes socio-économiques et des enquêtes sur les biens et des informations supplémentaires recueillies au moyen d'enquêtes de suivi. L'identification des ménages vulnérables sera déterminée en tenant compte des facteurs suivants :

- Prédilection à la vulnérabilité économique ;
- Proportion de ménages âgés, handicapés, mères célibataires ou infirmes ;
- Aucune source régulière de revenus, de terres arables suffisantes ou de sécurité alimentaire ;
- Manque de soutien social.

9.4. Aide temporaire aux difficultés

Les composantes du programme de subsistance, en particulier celles liées à l'agriculture, constitueront le principal mécanisme pour remédier aux problèmes de l'absence de terre, de l'itinérance et du chômage à la suite des activités de réinstallation. Toutefois, des mesures d'aide temporaire aux personnes âgées seront également mises au point pour cibler les ménages dont la situation nécessitera des appuis supplémentaires pendant un certain temps, à mesure que la transition se fera.

L'objectif de l'aide temporaire aux handicapés sera de fournir un filet de sécurité jusqu'à ce que les ménages vulnérables identifiés puissent devenir auto suffisants et résister aux tensions économiques résultant de l'acquisition des terres et de la réinstallation. L'objectif est d'identifier, d'évaluer, d'appuyer, de corriger et de surveiller les ménages affectés par le projet et confrontés à de graves difficultés, dans le cadre du Plan général d'aide aux moyens de subsistance pour chaque ménage. Chaque ménage devrait avoir un endroit où vivre, des moyens de production des revenus, l'accès aux soins médicaux et la capacité de se nourrir.

Tableau 22: Objectifs, résultats et stratégies de l'aide temporaire à la difficulté

Objective	Résultats désirés	Stratégies
Assistance temporaire appropriée et de promotion l'autosuffisance	<ul style="list-style-type: none"> • Accroître l'accès et la disponibilité des aliments aux ménages vulnérables • Accroître l'accès aux possibilités d'emploi pour les jeunes des ménages vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> • La fourniture directe (distribution) de l'aide alimentaire ou l'aide en espèces pour répondre aux moyens de survie de base • Accès à l'eau potable et aux soins de santé Prioriser les jeunes vulnérables à l'emploi local

Tableau 23: Pratiques et services d'assistance temporaire en cas de difficultés

Activités	Résultats désirés	Services
-----------	-------------------	----------

Accroître l'autosuffisance	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de la consommation alimentaire au niveau des ménages • Utilisation d'eau propre et portable • Utilisation des services de soins de santé primaires • Accès à l'éducation Accès à l'emploi 	<ul style="list-style-type: none"> • Fourniture directe d'aliments ou d'aide en espèces • Prioriser l'emploi • Fourniture d'eau potable propre • Mise à disposition de soins de santé primaires
-----------------------------------	---	---

Conjointement avec le Programme de moyens de subsistance, le promoteur du projet identifiera les agences gouvernementales existantes, les ONG et les organisations communautaires qui offrent ces services, qui pourraient être des partenaires dans l'identification des ménages vulnérables et la prestation de l'aide. Il peut s'agir de programmes communautaires existants au Burundi.

10. PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL

Lorsque le projet est susceptible d'avoir des impacts négatifs sur le patrimoine culturel, l'emprunteur ou le client identifiera les mesures appropriées pour éviter ou atténuer ces impacts comme le stipulent les lignes directrices de l'évaluation intégrée des impacts environnementaux et sociaux (EIIES). Ces mesures peuvent inclure la prévention, la protection complète du site et l'atténuation sélective, y compris la documentation de sauvetage.

10.1. Définition

Le patrimoine culturel est défini comme un ensemble de ressources héritées du passé, que des personnes considèrent, indépendamment de la propriété, comme un reflet et l'expression de l'évolution constante de leurs valeurs, croyances, savoirs et traditions. Le patrimoine culturel matériel est constitué d'objets mobiliers ou immobiliers, de sites, structures, de groupes de structures ou d'éléments naturels ou de paysages d'importance archéologique, paléontologique, historique, architecturale, religieuse, esthétique ou autres. Le patrimoine culturel matériel peut être situé en milieu urbain ou rural, et peut être au-dessus ou en dessous du sol ou sous l'eau. Son intérêt culturel peut être à l'échelle locale, provinciale, nationale ou internationale

10.2. Patrimoine culturel et religieux

Les modifications apportées au paysage résultant de la mise en œuvre du projet pourraient causer des dommages ou destructions de ressources du patrimoine culturel non renouvelables, y compris le déplacement des artefacts et la déconceptualisation du patrimoine socio-culturel et archéologique.

À ce jour, le projet n'a identifié aucun site d'importance culturelle et a évité les cimetières, les tombes ou les sanctuaires grâce à une sélection soigneuse de l'itinéraire. Cependant, un site spirituel a été identifié dans les enquêtes sur les biens qui peuvent nécessiter une réinstallation. Par conséquent, même si un plan de gestion du patrimoine culturel n'est pas justifié à ce stade, le projet doit élaborer un processus de consultation pour traiter le site spirituel bien avant les mouvements et une procédure de découverte fortuite..

10.3. Procédures de gestion du patrimoine culturel

Le projet élaborera et mettra en œuvre une procédure d'exploitation comprenant un énoncé de méthodes indiquant les « découvertes fortuites » des ressources archéologiques déterrées pendant la phase de construction. Des exemples de découvertes fortuites peuvent inclure un site archéologique, qui est resté inaperçu ou non documenté dans le passé ou un site d'importance culturelle ou patrimoniale qui n'avait pas été identifié auparavant. Le projet permettra d'avoir accès à un archéologue pendant les activités de construction, y compris la formation des professionnels de l'environnement sur place sur les procédures de recherche. Le spécialiste s'occupera des questions de patrimoine culturel en cours qui peuvent être rencontrées tout au long du développement du projet.

11. SUIVI, EVALUATION ET RAPPORTS

11.1. Meilleures pratiques internationales

Les promoteurs de projet doivent surveiller et produire des rapports sur l'efficacité de la mise en œuvre du PAR. L'objectif devrait être de produire des commentaires et d'identifier les problèmes et les réussites le plus tôt possible afin de permettre l'ajustement en temps voulu des modalités de mise en œuvre.

Les activités de suivi et d'évaluation devraient être intégrées dans le processus global de gestion de projet et le PAR doit fournir un plan de suivi cohérent qui identifie les responsabilités organisationnelles, la méthodologie et le calendrier de suivi et d'établissement de rapports.

11.2. Approche du projet

Le projet effectuera un suivi et une évaluation pour suivre la mise en œuvre du Plan d'action de réinstallation. Le suivi et l'évaluation porteront une attention particulière aux communautés affectées par les projets, en particulier les groupes vulnérables, y compris les ménages dirigés par des femmes et les ménages dirigés par des orphelins. Le suivi et l'évaluation ont les objectifs généraux suivants :

- Le suivi des situations ou des difficultés spécifiques découlant de la mise en œuvre et de la conformité de la mise en œuvre avec les objectifs et les méthodes définis dans le Plan d'action pour la réinstallation.
- Évaluer les impacts émergents, à moyen et à long terme du projet sur le bien-être des ménages, des collectivités et des collectivités locales touchés.
- Participation suffisante des personnes affectées par le projet au suivi participatif et à l'évaluation des activités et effets à court terme, à moyen terme et à long terme du projet.

Les activités de suivi comprendront trois composantes principales :

- Suivi interne
- Suivi externe (par des experts externes) ;
- Vérification de l'achèvement du PAR (par un ou plusieurs experts internationaux).

11.3. Suivi et évaluation

Le but du suivi est de fournir à la direction du projet, ainsi qu'aux personnes directement affectées, aux ménages et aux communautés, des renseignements opportuns, concis et indicatifs sur la question de savoir si des mesures d'atténuation de l'indemnisation ou que des ajustements sont nécessaires, dans le bien-être des personnes affectées.

Le suivi vérifie que :

- Les mesures et engagements relatifs à l'indemnisation, à la réinstallation, à l'accès à la terre et au développement dans le cadre du PAR sont mises en œuvre pleinement et à temps ;

- Les personnes affectées reçoivent leur indemnité à temps ;
- Les investissements liés à l'indemnisation et aux moyens de subsistance permettent d'assurer la restauration et l'amélioration durables du bien-être des personnes affectées par le projet, des ménages et des collectivités ;
- Les plaintes et griefs sont suivis d'une action corrective appropriée ;
- Les personnes vulnérables sont suivies et assistées si nécessaire.

En bref, le suivi répond à la question : la compensation du projet, la réinstallation et d'autres mesures d'atténuation des impacts sont-elles mises en œuvre à temps et procurent-elles les effets escomptés?

Le suivi consistera à : a) un suivi interne par REGIDESO faisant partie intégrante de la direction, en collaboration avec les communautés affectées ; Et (b) le suivi externe par des consultants nommés par la Compagnie, en collaboration avec le gouvernement et les communautés affectées. Le suivi sera effectué par :

- Audit ;
- Enquêtes classiques ;
- Participation communautaire.
- Un suivi par la BAD sera également effectué : réception des rapports mensuels de mise en œuvre et mission de supervision 2 fois par année et réception du rapport d'audit final.

11.3.1. Suivi interne

Il est proposé que la REGIDESO entreprenne un suivi interne de la mise en œuvre du PAR. Des rapports réguliers de chaque étape seront préparés et soumis aux autorités gouvernementales concernées et à la BAD.

Le suivi interne portera sur les intrants, les processus et les résultats des mesures de compensation / réinstallation / autres mesures d'atténuation de l'impact. Le suivi inclura la participation des parties prenantes lorsque cela est possible, en particulier les communautés directement affectées. Cela peut inclure la participation à des activités d'approbation des ménages, le suivi des activités du programme de moyens de subsistance, etc.

La sélection des indicateurs aux fins du suivi et de l'évaluation serait guidée par les principes suivants :

- Préférence pour moins d'indicateurs ayant une validité significative par rapport à d'autres indicateurs de valeur moins significative ;
- Préférence pour les indicateurs utilisés par les institutions nationales afin de pouvoir comparer les résultats avec les groupes de contrôle dans d'autres régions du Rwanda ;
- Mesurer les résultats et les impacts aux niveaux suivants :
 - Mesure monétaire des moyens de subsistance par le biais d'une enquête quantitative sur les revenus ou les dépenses ;

Les indicateurs qualitatifs mesurant le statut socio-économique, ainsi que la perception des personnes affectées par le projet.

Tableau 24: Sélection d'indicateurs pour le suivi interne

Aspect de suivi	Activité et paramètres de suivi spécifiques	Fréquence de suivi
Performance en fonction de l'horaire	Progrès réalisés dans la validation technique des actifs concernés et signature d'accords d'indemnisation entre le PAP et la REGIDESO : % complété	Mensuel
	Païement de la compensation et livraison des mesures de restauration des moyens de subsistance : % complet	
	Processus de règlement des griefs : no. des griefs reçus / répondu / résolus	
	Activités de consultation : dossiers de réunions, discussions, entretiens, etc.	
	Résumé des activités de suivi, qui doivent être intégrées dans le PAR	
Restauration globale des moyens de subsistance et des revenus	Des compensations ont-elles été versées aux propriétaires d'actifs? % du total des paiements / mesures de subsistance achevées, en cours, non commencées, en appel	Mensuel
	L'indemnisation était-elle en général conforme aux taux convenus et à l'échéance? % du total des paiements effectués à des taux convenus ? % selon les délais convenus	
	Quelle est la réponse des personnes affectées aux programmes de moyens de subsistance?	
	Lorsque des mesures de restauration des moyens de subsistance sont appliquées à tous les groupes de personnes affectées? Revenus des ménages	
	La formation financière a-t-elle été dispensée à tous les groupes de personnes affectées? % de ménages affectés par la formation financière achevée, en cours, non commencée, appel	
	Les entreprises affectées ont-elles reçu des droits? % du total réalisé, en cours, non commencé, en appel	
	Des personnes vulnérables ont-elles été identifiées au niveau des ménages?	
	Les besoins spécifiques des groupes vulnérables ont-ils été identifiés et traités? % de personnes vulnérables traitées avec des mesures ciblées	
	Les personnes déplacées ont-elles réussi à rétablir un nouveau lieu de résidence? % de personnes déplacées ont	

	établi un nouveau lieu de résidence	
	Les entreprises affectées ont-elles été restaurées? % d'entreprises restaurées par an	
	Variation des niveaux de productivité agricole (%) et des revenus du PAP (%). Idem pour les commerces	
	Comment les changements de revenu ont-ils modifié l'économie des ménages des PAP? Description factuelle	
	Nombre de PAP qualifiés et non qualifiés engagés dans la main-d'œuvre de la construction (ou autrement employés dans le cadre du projet)? No. total de PAP qui ont présenté une demande d'emploi, % d'employés à temps partiel / à temps plein, % de formation professionnelle	
	Les mesures de restauration des moyens de subsistance sont-elles efficaces? Récapitulatif de l'opinion professionnelle	
	Des mesures de soutien supplémentaires sont-elles nécessaires? Opinion professionnelle basée sur tous les résultats à ce jour	
Niveau de satisfaction PAP	Comment les PAP perçoivent-ils la mesure dans laquelle leur subsistance globale a été restaurée? Résultats des entrevues de routine avec les PAP	Continuellement
	Les PAP ont-ils éprouvé des difficultés à la suite du projet? Résultats des entrevues de routine avec les PAP	
Consultation et griefs	Les PAP comprennent-ils le processus d'acquisition des terres / compensation / mesures de restauration des moyens de subsistance? Résultats des entrevues de routine avec les PAP	
	Les PAPS comprennent-ils les moyens d'exprimer leurs griefs? Résultats des entrevues de routine avec les PAP	
	Quels types de griefs ont été émis et comment ces problèmes ont-ils été résolus? Combien sont en cours? Résumé des commentaires de la procédure de griefs et entrevues de routine avec les PAP : information factuelle.	

11.3.2. Suivi externe et évaluation

Un audit externe sera effectué par une partie externe à l'équipe de mise en œuvre du projet, dans le but d'évaluer la conformité de la mise en œuvre du PAR et Cadre stratégique de la réinstallation (CSR) du projet.

À cette fin, la REGIDESO embauchera un auditeur social qualifié ayant une expérience significative en matière de réinstallation afin de procéder à un examen annuel axé sur l'évaluation du respect des engagements sociaux contenus dans la législation burundaise, les normes de la BAD, le plan d'action de réinstallation et l'EIES et les plans d'action sociale.

Les objectifs de l'examen sont les suivants :

- Évaluer la conformité globale avec le PAR ;
- Vérifier que les mesures visant à restaurer et à améliorer les moyens de subsistance des populations affectées par le projet sont mises en œuvre et évaluer leur efficacité ;
- Évaluer si les moyens de subsistance des communautés affectées sont restaurés ; et si cela est fait de manière appropriée et comment leur niveau de vie a été amélioré.

11.3.3. Vérification de l'achèvement de la réinstallation

L'audit d'achèvement a pour objet de vérifier que la REGIDESO s'est conformée aux engagements de réinstallation définis par le PAR et, plus généralement, de se conformer aux procédures nationales et de la BAD en matière de réinstallation involontaire. Les documents de référence pour la vérification d'achèvement sont les suivants :

- Le plan d'action de réinstallation ;
- La législation Burundaise ;
- Les Règlements et normes de la BAD relatifs à la réinstallation involontaire.

Les principaux objectifs de l'audit d'achèvement sont les suivants :

- Évaluation générale de la mise en œuvre du PAR par rapport aux objectifs et aux méthodes énoncés dans le PAR ;
- Évaluation de la conformité de la mise en œuvre avec les lois, les règlements et les politiques de sauvegarde ;
- Évaluation de l'équité, de l'adéquation et de la rapidité des procédures d'indemnisation et de réinstallation mises en œuvre ;
- Évaluation de l'incidence du programme d'indemnisation et de réinstallation sur la restauration des moyens de subsistance, mesurée en fonction des revenus et des niveaux de vie, en mettant l'accent sur l'exigence de l'absence de « mauvaise situation » ;
- Identification des mesures correctives éventuelles nécessaires pour atténuer les impacts négatifs du projet et accroître ses impacts positifs.

La vérification de l'achèvement sera basée sur les documents et matériels générés par le suivi interne et externe. En outre, les auditeurs effectueront leurs propres évaluations, enquêtes et entrevues sur le terrain avec les parties prenantes.

12. CADRE ORGANISATIONNEL POUR LA MISE EN OEUVRE DU PAR

12.1. Meilleure pratique internationale

Les normes indiquent que le PAR doit identifier et fournir des détails sur les rôles et les responsabilités de toutes les organisations publiques ou privées, gouvernementales ou non gouvernementales qui seront responsables des activités de réinstallation. Le promoteur du projet devrait jouer un rôle actif lors de la préparation, de la mise en œuvre et du suivi du PAR et coordonner avec l'organisme gouvernemental concerné les aspects de la réinstallation que le promoteur et d'autres entités comme les ONG peuvent faciliter plus efficacement.

12.2. Rôles et responsabilités institutionnel

Une question importante en matière d'acquisition de terres, de mise en œuvre et de gestion de la réinstallation est l'élaboration d'un cadre institutionnel approprié pour toutes les parties concernées, y compris le promoteur du projet. Il est important d'assurer l'établissement en temps opportun et le fonctionnement efficace des organisations appropriées chargées de planifier et de mettre en œuvre les programmes d'acquisition, d'indemnisation, de réinstallation, de rétablissement des revenus et de vie au profit des terres.

La coordination générale de la mise en œuvre du PAR sera assurée par la REGIDESO, qui supervisera toute la planification de la réinstallation et coordonnera toutes les questions relatives à l'indemnisation. Compte tenu de l'importance du projet, la REGIDESO collaborera avec les autres agences gouvernementales selon les besoins, et les collectivités locales qui relèvent de la zone du projet, qui aideront à la coordination et à la mise en œuvre.

La REGIDESO recrutera une ONG et constituera une Unité d'Exécution du Projet (UEP) spécifique pour le Projet, regroupant le personnel technique, social et environnemental. Les rôles et responsabilités des différents acteurs sont résumés dans le Tableau ci-dessous.

Tableau 25: Rôles et responsabilités

Institution	Rôles et responsabilités
REGIDESO	<ul style="list-style-type: none">• Mise en œuvre du PAR• Superviser la formation des Comités Locaux de Réinstallation (CLR)• Collecte d'informations concernant le projet d'interconnexion de la ligne électrique, y compris le Cadre stratégique de réinstallation (CSR) et la documentation de l'EIES• Préparer et mettre à jour la documentation relative à la réinstallation pour assurer la cohérence et la conformité avec le CSR• Fournir tous les ensembles d'indemnisation selon le PAR• Fournir des moyens de subsistance et des mesures d'aide aux

	vulnérables <ul style="list-style-type: none"> • Suivi générale et évaluation de la mise en œuvre de la réinstallation (c.-à-d. Audits annuels et examen du suivi des sous-projets par les districts touchés)
ONG	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre du PAR incluant les programmes d'amélioration des moyens de subsistance • Coordination de la consultation et de la mise à jour du PAR • Suivi du paiement des compensations • Coordination de l'identification des personnes vulnérables • Préparation des rapports de mise en œuvre du PAR •
Les autorités des Communes	<ul style="list-style-type: none"> • Aider à la consultation des parties prenantes • Examiner et signer toute la documentation (par exemple accord de compensation, rapport d'indemnisation, etc.) • Verser les paiements compensatoires aux PAP • Suivre la bonne mise en œuvre du PAR
PAP	<ul style="list-style-type: none"> • S'engager dans des forums de consultation de projet • Participation à l'estimation et à la signature des actifs • Participation au suivi et à l'évaluation
Entreprise de construction	<ul style="list-style-type: none"> • Juste compensation des cultures endommagées pendant la construction et les cultures et arbres (pas plus de 5 m) pendant l'opération • Spécialiste en économie sociale et évaluateur d'actifs inclus dans l'équipe • Le budget de l'indemnisation devrait être inclus dans le budget d'exploitation • Distribuer équitablement des emplois aux femmes et aux hommes et donner la priorité aux ménages vulnérables et aux ménages affectés • Diffuser des informations sur les dangers du VIH / SIDA • Fournir des conseils aux travailleurs et aux communautés sur les comportements anti-sociaux • Solliciter les services de l'archéologue pour l'identification de toute trouvaille lors de la construction des pylônes • Restaurer tous les sites de construction temporaires à la fin du projet
Agent foncier Agronome	<ul style="list-style-type: none"> • Mesure des terres • Évaluation foncière • Valorisation des cultures et des arbres • Participation à la mise en œuvre du PAR
Commission des terres	<ul style="list-style-type: none"> • Interface avec les bureaux fonciers de la Commune conformément à la loi sur les terres révisée • Sensibilisation du public, y compris consultation approfondie avec les personnes affectées • Approbation de l'expropriation foncière • Fourniture d'informations sur l'utilisation actuelle des terres, le régime

	foncier <ul style="list-style-type: none"> • Veiller à ce que les mécanismes de règlement des griefs respectent les exigences législatives
Comités locaux de réinstallation	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation du public • Assistance lors de la réinstallation, consultation efficace avec les PAP • Faciliter la coordination des activités de collecte de données (telles que les enquêtes, l'approbation) aux fins de suivi, conformément aux procédures mises en place par les autorités du district Élire le représentant du Comité pour agir en tant qu'officier de liaison du projet, qui a des contacts réguliers avec les PAP et peut mener des consultations, la participation du public et des mécanismes de règlement des griefs

12.3. Comités spécifiques au projet

Afin de coordonner les activités aux niveaux des districts et des secteurs, deux types de comités seront mis en place :

- Groupe de travail de la Commune
- Comité Local de Réinstallation (au niveau de la commune / colline / village selon le cas).

Tableau 26 : Composition et responsabilité des comités de projet

Comité	Membres	Rôles/Responsabilités
Groupes de travail de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> • Administrateur • Conseil Economique • Juriste • Valeur foncière • Responsable des affaires sociales • Responsable de l'environnement • Chefs des colline concernés 	<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer les activités liées au PAR au niveau des districts • Partenaires directs de la Cellule d'exécution du projet, la REGIDESO • Programmes de rétablissement des moyens de subsistance
Comités locaux de réinstallation	<ul style="list-style-type: none"> • Gestionnaire de terrain / niveau de colline • Chef des Collines impliquées • Les dirigeants des localités et des villages impliqués • Représentant des PAP : 3 par village, au moins 1 femme, 1 vulnérable 	<ul style="list-style-type: none"> • Participation au processus de compensation et de signature • Participation au mécanisme de règlement des griefs au niveau des cellules • Participation aux procédures de suivi • Identification des personnes vulnérables au niveau des ménages

13. BUDGET DE REINSTALLATION ET CALENDRIER D'EXECUTION

13.1. Guide des meilleures pratiques

Il est essentiel que tous les coûts soient estimés minutieusement et inclus dans un budget détaillé du PAR. Le promoteur doit détailler les coûts de réinstallation par catégorie d'impact, d'éligibilité et d'autres dépenses de réinstallation, y compris la formation, la gestion de projet et le suivi. Le budget du PAR devrait être lié à un calendrier détaillé de mise en œuvre de toutes les activités clés de réinstallation et de réhabilitation.

13.2. Budget du projet PAR

Le budget provisoire du PAR inclus les éléments :

- Evaluation finale des biens et propriétés touchés
- Budget de la compensation foncière
- Budget des bâtiments et structures
- Budget de compensation des cultures
- Budget d'indemnisation des arbres
- Restauration des moyens de subsistance
- Suivi et évaluation

Le Tableau suivant présente un budget provisoire, fondé sur les enquêtes sur les actifs effectués à ce jour et sur les références d'estimation gouvernementales. Les frais de compensation pour les maisons, cultures, arbres et les terres ont été calculer sur bases des prix unitaire appliqués récemment comme celle de Project JII Milembwe et les détails sont présentés dans les listes annexées à ce rapport. Les montants associés au suivi et évaluation, la restauration des moyens de subsistance, les programmes de développement communautaire sont basés sur le nombre des ménages vulnérables, les besoins identifiés et les coûts appliqués dans des projets similaires.

Tableau 27: Budget indicatif de la réinstallation

Activités	Coûts (BIF)	Coûts (Euro)
Recrutement d'un expert en réinstallation	PM	PM
Evaluation finale des biens et propriétés touchés	70 000 000	33 557
Compensation foncière	778 500 000	373 202
Compensation des bâtiments et structures	1 240 000 000	594 439
Compensation des cultures	350 000	143 815
Indemnisation des arbres	552 787 780	264 999
Pertes de revenus	100 000 000	47 938
Soutien temporaire	25 000 000	11 984
Amélioration des moyens de subsistance	500 000 000	239 693
Electrification solaire (études et mise en œuvre)	PM	PM

Mise en œuvre du PAR	150 000 000	71 907
Suivi-évaluation	62 580 000	30 000
Sous-total	3 409 217 780	1 811 534
Contingence (5 %)	170 460 889	90 577
Total	3 579 678 669	1 902 111

13.3. Calendrier d'exécution

Le calendrier de conception et de mise en œuvre prévu est présenté dans le tableau ci-dessous.

Tableau 28: Calendrier d'exécution du PAR

No.	Tâche	2018				2019											
		S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
1	Conception détaillée complète de tous les éléments	■	■														
2	Affiner les programmes de moyens de subsistance		■														
3	Affiner les programmes d'assistance aux vulnérables		■	■													
4	Entreprendre des enquêtes de suivi				■												
5	Finaliser les estimations					■	■										
6	Processus de signature							■	■								
7	Paielements d'indemnisation et de soutien									■							
8	Déplacement des ménages et construction des maisons										■	■	■				
9	Déploiement des programmes de moyens de subsistance													■	■	■	■
10	Mise en oeuvre et suivi													■	■	■	■

REFERENCES

14. Abbreviated Resettlement Action Plan for Construction of MV Lines in Rulindo and Ruhango Districts, October 2012
15. CSLP II (2012) sur l'évolution de la pauvreté au Burundi à partir d'une enquête ménage réalisée en 2006.
16. Environmental and Social Impact Assessment (EIES) for the 110/220 kV Overhead Transmission Line KIGOMA-BUTARE-NGOZI-GITEGA, March 2012
17. Feasibility Study for the 110/220 kV Overhead Transmission Line KIGOMA-BUTARE-NGOZI-GITEGA March 2012;
18. Système de Sauvegardes Intégré de la Banque africaine de développement, 2013
19. IFC Handbook on Preparing a Resettlement Action Plan (2002)
20. Resettlement Action Plan Summary: Rusumo Hydro Power Plant: Transmission Lines Component
21. REPUBLIQUE DU BURUNDI, Loi N° 1/010 du 30 juin 2000 portant Code de l'environnement du Burundi.
22. REPUBLIQUE DU BURUNDI, Loi N°1/13 du 9 Août 2011 portant révision du Code foncier du Burundi, « Nouveau Code foncier »
23. REPUBLIQUE DU BURUNDI, Ordonnance ministérielle N° 720/CAB/304/2008 portant actualisation des tarifs d'indemnisation des terres, des cultures et des constructions en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique.
24. REPUBLIQUE DU BURUNDI, Décret n°100/22 du 7 octobre 2010 porte mesure d'application du Code de l'Environnement en rapport avec la procédure d'étude d'impact environnemental
25. REPUBLIQUE DU BURUNDI, Le décret-loi no 1/008 du 1er septembre 1986 portant Code foncier révisé par la Loi N0 1/13 du 09 Août 2011 portant révision du code foncier du Burundi qui fixe les principes régissant les statuts des terres.
26. REPUBLIQUE DU BURUNDI, Le décret-loi n°1/138 du 17 juillet 1976 portant Code minier et pétrolier, le décret n° 100/162 du 6 décembre 1979 portant règlement général sur la recherche et l'exploitation des mines et carrières e
27. REPUBLIQUE DU BURUNDI, le décret n°100/130 du 14 décembre 1982 fixent les mesures d'exécution régissant les problèmes miniers et pétroliers tout en signalant les préoccupations du Gouvernement en ce qui concerne l'environnement.
28. REPUBLIQUE DU BURUNDI, La loi n°1/02 du 25 mars 1985 portant Code forestier fixe l'ensemble des règles particulières régissant l'administration, l'aménagement, l'exploitation, la surveillance et la police des forêts. Il intègre plusieurs dispositions allant dans le sens de la conservation et de l'utilisation durable des ressources forestières et d'autres dispositions destinées à l'intégrité des systèmes forestiers.

ANNEXES

Annex 1: Compte rendu des réunions de consultation et d'information organisée par REGIDESO en Août 2018

1. Réunion de Ngozi

ICEGERANYO C'IVYAVUYE MUNAMA YO GUHIMIRIZA ABASERUKIRA ABANDI KUBIJANYE N'UMUGAMBI WA LETA WO KUGWIZA INYUBAKO RUSANGI.

UMUHORA W'UMUYAGANKUBA UHUZA IBIHUGU BIHURIKIYE MURI AFRIKA Y'UBUSERUKO - INAMA YABEREYE MU NTARA YA NGOZI.

1. INTANGAMARARA

Inama y'ugurujwe na Nyakubahwa Umuhanuzi wa Buramatari w'Intara ya NGOZI ajejwe ubutunzi, aho yabanje kwakira abitavye Inama, yongera kandi abatimirira gukurikirana neza ibikogwa vy'iyi nama. Yarabasavye guterera ivyiyumviro vyabo kugira ibibazo vyose bafise bironke inyishu, gutyo babone kuzoshobora kubisigurira abo baje baserukira, narirya uyu mugambi uzogira ivyo uagenda ukorako vy'abene Gihugu.

Iyo Nama ikaba yitabwe n'abajejwe intwari mu Ntara hamwe nabo mu ma Komine ya NGOZI na MWUMBA hamwe n'abarongozi kugwego gw'imitumba uwo muhora uzocako, tutibagiye n'abandi bafise uruhara mubijanye n'intwari.

Abitavye Inama turabasanga inyuma y'iki cegeranyo.

Inyuma yokugurura Inama uwaserukiye REGIDESO yarashikirije ingene uwo mugambi utunganyijwe, amakomine n'imitumba uwo muhora uzocamwo.

2. IDO N'IDO RY'INGENE UMUGAMBI WUBATSE .

Uwaserukiye REGIDESO yarashimiye abitavye Inama, imbere yo gusigura ingene uwo mugambi waje, ahereye kubihugu dusangiye akarere ka Afrika y'ubuseruko, dufatiye kandi no kumigambi mikuru mikuru ya LETA mubijanye no kugwiza umwimbu w'umuyagankuba dusanga mumigambi Leta yashize imbere gushika mumwaka wa 2025 (vision 2025).

Munyuma yaracyiye kumayange inyungu z'uwo mugambi kubutunzi bw'igihugu no ku bene Gihugu.

Muguheraheza, yarerekanye umuhora w'uyo muyagankuba kuva kurubibe Uburundi buhana n'URwanda gushika mu Ntara ya GITEGA, atibagiye no kwerekana akarere uwo muhora uzocamwo muri Komine zigize Intara ya NGOZI.

Yaheraheje asaba abitavye Inama intererano yabo hamwe nuko uwo mugambi bowugira uwabo.

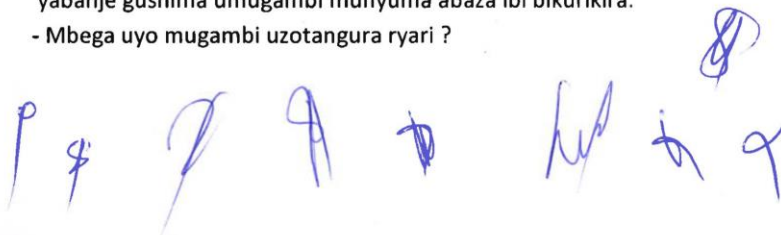
Munyuma, abene Gihugu barashikirije ivyiyumviro vyabo.

3. INTERERANO Z'ABENE GIHUGU

1) Umuhanuzi wa Buramatari ajejwe ubutunzi

yabanje gushima umugambi munyuma abaza ibi bikurikira.

- Mbega uyu mugambi uzotangura ryari ?



Inyishu

Burya umugambi watanguye kera, ariko kubera ingorane twagize zivuye kubari bemeye gufata mumugongo uwo mugambi,twari tugeze aho dusohora DAO, kandi KFW yari yemeje DAO, mugabo munyuma iridohora mumugambi.

Ubu naho turiko tugerageza kwisunga ibijanye n'amategeko y'uwuriko afasha uwo mugambi akaba nawe ari ibanki ya Afrika ijejwe iterambere (BAD).

- Mbega ko twabonye amazu atari make azohitanwa n'umugambi, none muzoshumbusha amazu y'abene Gihugu ?

Inyishu

Ego cane, mwabonye ko twabaretse amazu azokogwako n'umugambi, REGIDESO iragira rusansuma ikabona inzu zakozweko n'umugambi, hanyuma REGIDESO ikazofashanya nabo kuzubaka canke ikazozibubakishiriza.

2) umuhanuzi wa musitanteri ajejwe intwari n'imibano muri komine Mwumba.

- Yunganira umuyobozi wa DPAE kubijanye n'inzi y'uwo muhora kuko hariho iyindi nzira irashe wari gucamwo , mbere ukagira icyo umariye zone Mwumba kugera ubu idafise umuyagankuba kandi hari inyubakwa rusangi nyinshi (amashuri, amavuriro, ..).

Inyishu

Burya kugira abahanga barinde bemeza umuhora , haba harizwe ibitari bike, twisunze ingene isi (ubutaka) imeze, twisunze kandi amafanga ushobora gutwara hamwe no gukingira ibidukikije.

Kubijanye n'ukuronswa amatara kubera ubacye hafi, ivyo ntibishoboka kuko umuyagankuba uba ukiri kurugero rurerure, ningombwa ubanze gushigwa kurugero ruto, ari naco gituma, dutegukanya igituro co kuwugabanya mu Vyegwa imbere yuko ushikira abene Gihugu. Ntawovugaga ngo yegereye aho uca, ngo yashobora kuwurahurako.

3) OBPE NGOZI

- Mwavuze ko umuhora ufise 80km kuri 30m, turabona ko uwo muhora uzohitana ibitari bike, none harateguwe icyo gukomeza kubijanye n'imibano hamwe n'ibidukikije ?

Inyishu

Ivyigwa bijanye n'ingene ibidukikije vyokungigwa vyarabaye, mbere bikaba bitegerezwa kuzemera n'ubushikiranganji bubijewe.

4) Chef Centre REGIDESO NGOZI

- Kubijanye no gushumbusha abantu, turamenyereye ko icyo bashumbushije abantu bacya bahava , ariko kenshi dusanga baguma bagaruka kuharangurira imirimo, none hariho izindi



Page 2 sur 5

ningo mperekeza zofatwa kugira kizire kizirizwe gusubira kuhakorera iyindi migambi. mwotubwira ivyo mwateguye ?

Inyishu

Hazoba ico twita "déclaration d'utilité publique" kuburyo uwuzoba yashumbushijwe ataburenganzira bundi azoba afise bwo kugaruka gukorera aho hantu.

5) uwujewe umutekano (Chargé des Opérations et renseignements)

- Turabona ko Leta ariyo izoshumbusha abantu , mbega ko umenga birateba ?

Inyishu

Umugambi uzotangura aruko abene Gihugu bahejeje gutunganirizwa

6) Musitanteri wa komine NGOZI

Vyama vyibonekeje ko abantu bashumbushijwe bagaruka kurangurira imirimo muturere bamaze gukugwamwo, ko mwavuze ko hazoba Décret ijanye na "Déclaration d'utilité publique" yo gukingira aho hantu, vyoba vyiza cane. kuko vyogabanya impari munyuma.

- Mwavuze ko mu vyiza umugambi uzosigira abene Gihugu, harimwo gutanga ubuzi (mains d'œuvre), vyoba vyiza rero ko vyoba uko.

- Bisubiye , mwoshira imbere ibijanye n'ama Entreprises Locales, hamwe no kwegereza ibikoreshe bizokenegwa bisanzwe biboneka aha i Ngozi

Inyishu

REGIDESO yemeye kuzofasha ibishoboka vyose kugira iki cyumviro kizokoregweko, ariko kubera vyinshi bibanza gupimwa birashobora kuba atari vyose bizokugwa aho.

7) Umukuru w'umutumba Gahwazi

Kuri zirya metero 30, mbega bishitse inzu na parcelle bikaba vyagiye vyose, azokwimuka gute ?

Inyishu

Mugihe adafise ahandi yokubakigwa bikagaragara, REGIDESO izomurondeza ahandi yubakigwa.

8) Umukuru w'umutumba Gitasi

Mbega ko muvuga ko muni y'izo ntsinga atabintu vyosubira kuhakoregwa. ko twari dufise amatara ya REGIDESO, none izo ntsinga zindi zizoca, zizoca he ? bizogenda gute ?

Inyishu

UBuhinga bwo kubaka ibijanye n'imiyagankuba burategekanya ingene izo nyubako zigenda. Izisanzwe zihari zirazwi , kandi zarafatiweko muvyigwa vyabaye, nta ngorane bizotera.

9) Chef Urbanisme NGOZI

- Kubijanye na indemnisation, muvuga ko muzokubakira abantu, none muzokubaka hehe, muzobaronderera amatongo, ko umenga ntivyoroshe ?
- Gutanga amahera kubanyagihugu bariko bashumbushwa, kenshi basigara baridoga, kubera indemnisation yisunga amategeko ya kera, ugasanga rero amafanga ubu atangwa ni make ,ku buryo ata parcelle yindi yoba agikuramwo. hari hakwiye ko itegeko ribitomora ryobanza gusubigwamwo.

Inyishu

Nivyo, amategeko ahari usanga atajanye n'igihe mu bijanye no gushumbusha abantu, ariko kubijanye n'ibitegwa nta kibazo kuko kumwaka kumwaka , bigenda bishigwa kugihe, ibiciro dukorera ko tubikura muri ISTEBU.

Kubijanye n'amazu, REGIDESO izogerageza kuburyo umuntu aronswa inzu imeze nkiyo yasamburiwe canke iyisumba.

10) Umuserukira BPEAE

- Mbega ivyo birometero 80 ni kuntara ya Ngozi gusa ?
- Ko umurongo ugenda ukata , mbona umenga ibirometero 80 ni bike ? ngira mwarihenze.

Inyishu

Ivyo birometero ntibiri kuntara ya NGOZI gusa, kandi vyaraharuwe neza , tubihabwa n'abahinga bakomakomeye , mbere hakoreshwa ama satellites, aho rero ntabwoba.

11) Chef Centre EAU NGOZI

Intererano: iyo hageze gutanga iyo mizibukiro , hotegekanywa impapuro zibivuga, kuburyo hagira impapuro zibikwa muri Administration, gutyo abajewe intwari bo mu myaka izokurikira boronka ico bafatirako mugutunganiriza abantu. Izo mpapuro zobikwa mu Ntara no Mu ma komine uwo mugambi uba wakorewemwo. Ico cyumviro kikaba ari ciza. REGIDESO isabwa ko yobika izo mpapuro henshi hashoboka.

IKI CEGERANYO KIKABA CEMEJWE N'ABITAVYE INAMA BOSE NKUKO BARI KUNTONDE NGAHA INYUMA.

GITEWE IGIKUMU NABASERUKIRA ABANDI: *NGOZI, le 03/08/2018*


Umuhanuzi wa Buramatari w'Intara ya NGOZI ajejwe ubutunzi : 

Musitanteri wa Komine NGOZI :

Uwaserukiye Musitanteri wa Komine Mwumba :

CTAS, KUBATMANA Jérôme

Umuyobozi w'Uburimyi , ubworozi hamwe n'ibidukikije mu ntara ya NGOZI :

 NSAGYE Isore

Uwujewe igisata kijanye no gutunganya ibisagara n'uburaro mu karere ko mu buraruko :



Uwaserukiye uwujewe umutekano mu Ntara ya NGOZI :



KURUHANDE RWA REGIDESO

Umukuru ajejwe igisata c'umuyagankuba mu Ntara ya NGOZI (chef de centre) :
















NTISUMBWA Audace (ajejwe ibidukikije no kumenyekanisha umugambi) :



BARAKAMFITIYE Jean (ajejwe inyubako) :



LISTES DES PARTICIPANTS DANS LES REUNIONS DE SENSIBILISATION DANS LE CADRE DE LA MISE A JOUR DU PAR DU PROJET KIGOMA-GITEGA

N°	Nom et Prénom (Amazina)	Institution ou organe de provenance (Aho mikorera)	Numero d'identité (Karagamuntu)	Téléphone et mail	Signature (igikumu)
1.	NSAGUYE Jeanne	DIR/ABEAE	0861/185.365	73253782 69468227 nyagulya@protonmail.com	
2.	IZIGAHASABO Ndaburinda	chef de colline de L'OBPE	531-1508/63475	69086960 nyagulya@protonmail.com	
3	MAPUENYIO Seyeza	MSF Point ou Gitega	531-1405/70064	61740205 seyezenya@protonmail.com	
4	MUNANIRA Fabrice	chef de colline	1306/1455/2005	71083168	
5	SIMOBAM BONTYE Emile	chef de colline	531-143.05 3437012010	69307865	
6	MANIRAKIZO Emmanuel	chef de colline	531-143.05/121 133/1809	68432661	
7	MASAMBE REDIENYINE	chef de colline	531-1400/08506	69997208	
8	NKENGABURUNDI Angele	chef de colline	1306/1938195	69688338	
9	DASHINGUSA cyprien	chef de colline	1306/1939012007	69997002	
10	Nyaburinda Gilbert	chef de colline	531-143.05/1628/98	69938254	
11	MANIRAHIZI GERVAIS	chef de colline	537/1305/2894	69988307	
12	RUWUMITWADEI	chef de colline	1305/129.239/2006	69997503	
13	Nyagulyi Saidi	chef de colline	1306/127371806	69308478	









NG021

LISTES DES PARTICIPANTS DANS LES REUNIONS DE SENSIBILISATION DANS LE CADRE DE LA MISE A JOUR DU PAR DU PROJET KIGOMA-GITEGA

N°	Nom et Prénom (Amazina)	Institution ou organe de provenance (Aho mikorera)	Numero d'identité (Karagumuntu)	Téléphone et mail	Signature (igitumu)
Urutonde					
14	TUYIZERE Liliane	A. J. A. D. B. U. Association des Jeunes pour l'Autodéveloppement et le Développement du Burundi	1301176921010	6813 1867 tuyizere.l@igmail.com	
15	MANIRAGABA Melinda	Urbanisme Région Nord	134.1204/41500	7991668 maniragaba.melinda@gmail.com	
16	MPAGUTUNGA Léon	Leu de colline KARAGOMA	53.14106/6450/204	69997540	
17	MPA NGENDAKURWA Xavier	PNB ASSA De colline GITABA	1306042.003	69637730	
18	NZESIMANA Ménémore	De colline GITABA	1305187.355188	61392957 79943832	
19	RAMBONA Jean Nepo	pour assister Radio amuco-fr	1306/0412/204	68152428	
20	Bishungu Olivier	Quartier Rulungu	1306/1105/84	68887532	
21	Gudakozaze Yipem	Colline Cibitwe	471318/2003	75737650	
22	BADAKURWA asdras	Rusizi	1306/14301/2009	69997558	
23	MAMIRAKIZA démodés	Mico	13061662/84	71813540	
24	NDABARUSHIHALLI Théodore	GABILE	1306/19794/2004	61535801	
25	Kabimbarura Rusizi	Kibingo	1306/202.15004	69690973	
26	SITIBAMUWA J. Baptiste	SHIRIRO	2050109/24.924	68411857	

NG021

LISTES DES PARTICIPANTS DANS LES REUNIONS DE SENSIBILISATION DANS LE CADRE DE LA MISE A JOUR DU PAR DU PROJET KIGOMA-GITEGA

N°	Nom et Prénom (Amazina)	Institution ou organe de provenance (Aho mukorera)	Numero d'identité (Karagamuntu)	Téléphone et mail	Signature (igikumu)
Urutonde					
27	MIRIAMIRI Aupetit	Ch de CCA KARANGA	534.13.97 10995	69856380	
28	MERESTINA J. M. Vca nuy	Ch de CCA KARANGA	02011172.114	67492 203	
29	BOUYAMBERE Rodolphe	Administrateur communale	130612113/94	69087396	
30	MANIRAKIZA Anne	Conseiller Econo- mique du Gouvern	534.13086446	69835680	
31	NKURIKYE Bernard	Chf de Centre KARANGA	18021211314135	69 636 643 nkurikyeb@igikumu.com	
32	MAYHEMUTSE T. Kani	RTV SUNZU	02011238.848	79341061	
33	KUBAMANA Jérôme	CTAS KUMUNGA	1305134643	69303241	
34	Mwimbura Hippolyte	Buge	130517.135138	68738587	

Réunion à Kayanza

ICEGERANYO C'IVYAVUYE MUNAMA YO GUHIMIRIZA ABASERUKIRA ABANDI KUBIJANYE N'UMUGAMBI WA LETA WO KUGWIZA INYUBAKO RUSANGI.

UMUHORA W'UMUYAGANKUBA UHUZA IBIHUGU BIHURIKIYE MURI AFRIKA Y'UBUSERUKO

INAMA YABEREYE MU NTARA YA KAYANZA (KOMINE MUHANGA)

1. INTANGAMARARA

Inama y'ugurujwe na nyakubahwa Musitanteri wa Komine Muhanga.

Iyo nama ikaba yitabwe n'abajejwe intwara bose bo kumitumba ya komine Muhanga uwo muhora uzocako , hamwe n'abandi bafise uruhara ruboneka mubijanye n'intwara.

Abitavye inama turabasanga inyuma y'iki cegeranyo.

Inyuma yokugurura inama , umuhinga wa REGIDESO yarashikirije ingene uwo mugambi utunganijwe, amakomine n' imitumba uwo muhora uzocamwo.

2. IDO N'IDO RY'INGENE UMUGAMBI WUBATSE.

Umuhinga wa REGIDESO yarasiguye ingene uwo mugambi waje, ahereye kubihugu dusangiye akarere ka Afrika y'ubuseruko , cane cane kubihugu bihurira kuruzi NIL, dufatiye kandi kumigambi mikuru mikuru ya LETA mubijanye no kugwiza umwimbu w'umuyagankuba.

Munyuma yaraciye kumayange inyungu z'uwo mugambi kubutunzi bw'igihugu no ku bene Gihugu.

Munyuma yerekana umuhora w'uyo muyagankuba kuva kurubibe Uburundi buhana n'Urwanda gushika mu ntara ya GITEGA, atibagiye no kwerekana akarere uwo muhora uzocamwo muri komine Muhanga, n'imitumba yegwa n'uwo muhora.

Yaheraheje asaba abitavye inama intererano yabo hamwe nuko uwo mugambi bowugira uwabo.

Yabandanije abasaba ko abene Gihugu ko batotegekanya imigambi mishasha itarihasanzwe aho uwo muhora uzoca.

3. INTERERANO ZA BENEGIHUGU

1) Uwaserukiye Urbanisme KAYANZA

- Ko muvuze ko boreka kubaka no kugurisha , mbega abo bantu barandikiwe amakete kugira babuzwe kubaka no kugurisha ?

Inyishu:

uyu mugambi waragize ingorane bivanye nuko abari bemeye kuwufasha bidohoye, ariko ubu Leta y'uburundi yararonse abandi bofasha, ubu rero turi muntumbero yo gukora ivyo uwo mushasha asaba.

Uyo mushasha nawe akaba ari ibanki ya Afrika ijejwe iterambere (BAD).

Ivyigwa dufise ubu vyakozwe muri 2015, ariko ubu duheruka kuraba ko atanyubakwa nshasha ziyongeyeko hanyuma Leta imenye amafanga akenewe mu gushumbusha abantu. Ubu rero dusaba ko atabandi bobandanya bubaka canke ngo kome ahategekanirize iyindi migambi.

2) Uwaserukiye DPAE Kayanza

- Mbega izo metero 30 z'ubwaguke zizofatigwa ahari fondation z'inkingi (pylône) honyene ?

Inyishu

Izo metero 30 ziraba umuhora wose

3) Chef de colline GAHARO

- Ko atamenye neza aho umuhora uca, none nigiki comubuza kugurisha kandi tutazi aho ica ? Ahamaze kubakwa hoho canke hakagurishwa vyogenda gute ?

Inyishu

Corridor irazwi kuko tumaze kuhaca kenshi, dufatanije n'abarongoye abandi, Kubaka no kugura ntaco bitwaye, kuko ninyubako nshasha zihari twarazibonye. Abo rero tuzobashumbusha.

4) Chef de Centre Kayanza

Umaze gushika i gitega, uzoshika gute muzindi ntara,

Inyishu

dufise ibituro 2 (deux postes), ivyo nivyo bizodufasha gushikira izindi ntara.

-kubijanye na Rusumo –Gitega hamwe na Kamanyola

Inyishu

Incamake kubijanye na RUSUMO-GITEGA yaratanzwe, hazokubakwa uburebure bwa 160km, tukaba tugeze kuntambwe yo guhamagara abahiganwa. Kubijanye na KAMANYOLA-BUJUMBURA naho, ibikogwa bigeze kure kuko hoho vyaratanguye, uzoba ufise ibirometero



80, ukazoba ukomaka kuri centrale RUZIZI 3. Ishobora kuzotanga megawatt 145. Ibikoresho bimwe bimwe bimwe vyarashitse.

5. Uwujeje umutekano

- Tuzokorana gute n'iyindi mihora yahahora ?
- Abaza kubijanye n'ingene umuhora uzokubakwa, ingene ama factures azorihwa narirya uwo dukoresha ubu, hamwe n'uwuzoba uvuye mu karere itazoba iri kugiciro kimwe ?
- Umugambi uzotangura ryari ? kugira abenegihugu ntibabuzwe kuguma barima amatongo yabo ?
- mbega haraba ibikogwa vyo guharura abantu bazotakaza ivyabo ?

Inyishu.

- umugambi warizwe, kandi ivyuma bitegekanijwe kuzokoresheka birasa nivyari bihasanzwe.
- Amafactures hamwe nibiciro bizosubigwamwo, kugira twisunge nivyo akarere gakorerako
- Ibikogwa bizotangura kumwaka uza , kuko vyinshi munteguro biramaze gukugwa.
- Ibintu bizokononekara vyaramaze guharugwa, cane cane ibijanye n'amazu. kuvyerekeye ibitegwa, hazoba rusesha rundi mumisi iri imbere.

6. Uwaturutse ku umusozi Ngoma

- Jewe narakurikiranye ibijanye n'ingene baharuye ibintu, kumusozi Ngoma haraharuwe inzu 5 ziri hamwe, havuzwe ko zose zizovamwo ; benshi bavuga ko hazoca umuhora wa gari ya Moshi ! ariko tubona vyaratevye cane ! None dufate iki ?

Inyishu

Tuzotanga ama Karata yerekana neza aho umuhora uca ! hanyuma umwe wese arabe ibimwerekeye. Tuzogaruka guheraheza rusesha gw'ivyashobora kononekara.

7. Umumenyesha Makuru

- kutanga umuzibukiro hanyuma umuntu akaguma akoresha iryo tongo,
- imigenderanire n'Urwanda
- ingene amahera azotangwa, ntazoyanisha umuryango
- ibijanye no kubaka amazu yahitanywe n'umugambi

Inyishu

- Hazoshumbushwa ivyononekaye, ntidushumbusha agataka , ariko ahazogwa inkingi (pylône), hazosumbushwa n'agataka.
- ntaco bizica na kimwe kuko uyu mugambi s'uwigihugu kimwe, n'uwakarere. Nabo nyene bariko bubaka gushika ku rubibe rw'Uburundi , ntacobuza umugambi kubandanya.
- ibijanye n'amafranga yo gushumbusha, ntamuntu azotabwa hanze, kandi ntamuntu umugambi uzoshira mubukene , utegerezwa gusiga umuntu ahangana canke hasumba aho wamusanze.

**IKI CEGERANYO KIKABA CEMEJWE N'ABITAVYE INAMA BOSE NKUKO BARI KUNTONDE
NGAHA INYUMA.**

GITEWE IGIKUMU NABASERUKIRA ABANDI : KAYANZA, Commune MUHANGA
le 02/08/2018

Musitanteri wa Komine ya Muhanga :



Uwaserukiye Urbanisme kayanza:

[Handwritten signature]

Uwaserukiye DPEA Kayanza :

[Handwritten signature]

KUBWA REGIDESO

AUDACE NTISUMBWA :

[Handwritten signature]















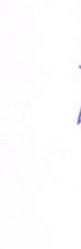



BARAKAMFITIYE JEAN :

[Handwritten signature]

CENTRE KAYANZA (REGIDESO) :

[Handwritten signature]

LISTES DES PARTICIPANTS DANS LES REUNIONS DE SENSIBILISATION DANS LE CADRE DE LA MISE A JOUR DU PAR DU PROJET KIGOMA-GITEGA

N°	Nom et Prénom (Amazina)	Institution ou organe de provenance (Aho mukorera)	Numero d'identité (Karagamuha)	Téléphone et mail	Signature (Igikumu)
1	SIMONOTAIZA Raymond	Commune MUKOTANYA	0807/22.211	69304478	
2	NSENGURUWA tite	Commune Nyanza (Commune Nyanza)	1005/67.161	69399.915	
3	Dr NDAYIRAGIJE Emmanuel	Ukamba		69801060	
4	OPR, RYONETANT-GEAD C.PPC	1005/67.161	69304478	69304478	
5	DR NDAYIRAGIJE Emmanuel	Ukamba		69801060	
6	NINDUKURU Muguru	REGIEDE KAFUKU	531.0702/1961/2008	71701531/69146003	
7	NDAYIZIYE S.Marie	chef de cellule Nyanza	0807/38.315	689655602	
8	MURUGIMANDI BAKUTEMU	chef de cellule Nyanza	0807/17.724	684717563	
9	MASARINZE FARIEN	chef de cellule Nyanza	0807/46.512	69304478	
10	NZOKIYAMUKUZA Emmanuel	chef de cellule Nyanza	0807/44.049	699979948	
11	NGENYAKURAHWA Luc	chef de cellule Nyanza	0807/73.795	699979998	
12	NTUYA AKAZA BACHA	chef de cellule Nyanza	0807/74.494	692998850	
13	NSENGURUWA tite	Commune Nyanza (Commune Nyanza)	1005/67.161	69399.915	
14	NDAYIZIYE S.Marie	Ukamba		69801060	
15	MURUGIMANDI BAKUTEMU	Ukamba		69801060	
16	CIZIYA JICITA	Ukamba		69801060	
17	NZOKIYAMUKUZA Emmanuel	Ukamba		69801060	
18	NZOKIYAMUKUZA Emmanuel	Ukamba		69801060	

[illegible]

132 | Page

ICEGERANYO C'IVYAVUYE MUNAMA YO GUHIMIRIZA ABASERUKIRA ABANDI KUBIJANYE N'UMUGAMBI WA LETA WO KUGWIZA INYUBAKO RUSANGI.

UMUHORA W'UMUYAGANKUBA UHUZA IBIHUGU BIHURIKIYE MURI AFRIKA Y'UBUSERUKO.

1. INTANGAMARARA

Inama y'ugurujwe na nyakubahwa umuhanuzi wa Buramatari ajejwe ivy'ubutunzi muntara ya GITEGA.

Iyo nama ikaba yitabwe n'abajejwe intwari bose bo muma Komine y'Intara ya GITEGA uwo muhora w'umuyagankuba uzocamwo . Abitavye inama turabasanga inyuma y'iki cegeranyo.

Inyuma yokugurura inama umuhinga wa REGIDESO yarashikirije ingene uwo mugambi utunganijwe, amakomine n' imitumba uwo muhora uzocamwo.

2. IDO N'IDO RY'INGENE UMUGAMBI WUBATSE .

Umuhinga wa REGIDESO yarasiguye ingene uwo mugambi waje, ahereye kubihugu dusangiye akarere ka Afrika y'ubuseruko , cane cane kubihugu bihurira kuruzi NIL, dufatiye kandi kumigambi mikuru mikuru ya LETA mubijanye no kugwiza umwimbu w'umuyagankuba.

Munyuma yaraciye kumayange inyungu z'uwo mugambi kubutunzi bw'Igihugu no ku bene Gihugu.

Munyuma yerekana umuhora w'uyo muyagankuba kuva kurubibe Uburundi buhana n'Urwanda gushika mu ntara ya GITEGA.

Yaheraheje asaba abitavye inama intererano yabo hamwe nuko uwo mugambi bowugira uwabo.

Yabandanije abasaba ko abene Gihugu ko batotegekanya imigambi mishasha itarihasanzwe aho uwo muhora uzoca.

P

B. Ay. V. JB +

1

3. INTERERANO ZA BENEGIHUGU

1) Uwaserukiye Komine MUTAHO (umuhanuzi wa Musitanteri ajejwe ubutunzi n'iterambere)

- akenguruka umugambi kuko uje gukura ubukene mu gihugu kubijanye n'umuyagankuba
- Imigambi mitomito mukarere umugambi uzoberamwo (Développement de petits projets)

Umugambi watanguye 2015, amakenga nuko ivyahuwe muri 2015 vyoba vyarongerekanye ! nko kuma centre baguma bubaka , nubu bariko barubaka , none ibishasha vyongewe ko bizofatwa gute ?

Inyishu

Hazosubira kuba recensement yiyaguye , ariko mumisi iheze abakozi ba REGIDESO hamwe n'abandi bafashanya muruyo mugambi barasubiriye guca muruyo muhora kugira barabeko hari inyubako nshasha zoba zarahagiye, kuvyukuri basanze hari ivyahindutse , kandi vyaraharuwe.

Ariko nubu hazosubira kuba rusansuma gwiye ! nkuko umugambi wama ugenda , umwidondoro wundi uzoba.

yabandanije abaza igihe uwo mugambi uzogira mu ngiro

Inyishu

Turiko turisunganya dufatiye kuvyo ibanki ya Afrika ijejwe iterambere isaba (BAD), Ikaba imaze kwemera iyo mfashanyo. Igitabo co gutanga isoko cafrique gisigaye guhinyanyugwa. Nukuvuga ko ari vuba ugatangura.

2) Uwaserukiye umutumba Muyange (MUTAHO) :

None ko uyo muhora uzoca hafi y'udusagara , ntamatara muzogenda musigira uturere twacu ?

9

10

11

12

13

2

Inyishu :

- Uwo muhora uzozanana inguvu zikomeye cane kuburyo atamuntu yoshoka awurahurako ubwo nyene. ariko ntakarere nakamwe katazoronka umuyagankuba kuko REGIDESO na LETA babifisemwo umwitwarariko.

3) Uwaserukiye umutumba Carire-Bugendana

Ihangiro umutware wese afise n'uko izo nyubakwa zogenda ziragwizwa.

None ko uyo muhora twumva uzozanana muri KIGOMA (Rwanda), kandi imigenderanire yacu idashemeye , none uwo muhora ntuzohava unigigwa mu menshi ?

Inyishu.

Uyu muhora uhera kure kuva kubihugu bisangiye uruzi NIL, Urwanda ntaco rushobora konona kubijanye n'uwo muhora. Urwanda ruzubaka kubutaka bwayo , Uburundi nabwo uko nyene. S'umugambi w'Igihugu kimwe, n'umugambi w'akarere. nta gihugu nakimwe gishobora guhagarika uwo mugambi.

4) Umuhanuzi muvy'inyigisho mu Ntara ya Gitega :

Kuber'iki mwahisemwo kigoma ? kandi Uburundi bufise amazi menshi gusumba URwanda ?

Inyishu

Kenshi mubijanye n'inyubako , abahinga baraba inzira irashe kuko niho inyubako zitwara amahera make . ntawoshobora kubaka umuhora w'ibirometero 200 yari kuwubaka ibirometero 50.

ntarugomero gw'Umuyagankuba ruzokubakwa mu Rwanda muri uno mugambi gusa umuhora uzoca mugwanda ariko uzananye mu bindi bihugu.

- Muvyo mwashikirije twabonye ahanditse ngo « la ligne burundaise inadéquate », none umuyagankuba wacu woba umeze nabi ?

f *Ay* *α.* *JB* *†*

Inyishu

Icikagagurika ry'umuyagankuba ryama ryabaye (délestage)!

Uyu mugambi uje gukura izo ngorane, kuburyo ikena ryawo rizogabanuka cane

5) Uwaserukiye Komine Giheta (umutumba kiremera)

Inzu yabomotse imbere y'umugambi izoshumbushwa ?

Inyishu

Tuzoshumbusha itongo , ariko inzu yamaze kubomoka ntayo twoshumbusha kuko mumatohoza tutaba twarayisasumye.

Ariko itongo ryiwe rizoshumbushwa mugihe ryoba ryakozweko n'umugambi warikozeko muburyo bwamaho.

ikibazo : Imetero 30 z'ubwaguke umugambi uzokenera , ugasanga ikivi cose kiratwawe , mbega mwen'itongo muzomushira he ?

Inyishu

Umugambi uzomuronderera ahandi hangana nkaho yatwawe, mugihe aho hantu hakozweko n'umugambi burundu.

6.Uwujejwe itunganywa ry'amatongo (Aménagement du territoire)

Impapuro ndanga tongo : REGIDESO Yokwerekana aho umugambi uzoca , kugira abajejwe gutanga impapuro ndangatongo ntasubire kuhatangira impapuro.

Inyishu.

Inyuma yiki gikorwa , hazokurikira ibindi bikogwa , harimwo no kwerekana neza aho umugambi uzoca.

-Mbega ko muvuga ko amatara azoba azimbutse , mbega REGIDESO izoca ikorora ibiciro ?

f Mr. Ay α JB B

Inyishu :

Ubu turiko dusigura umugambi, ariko mugihe umwimbu w'umuyagankuba wiyongereye nta nkeka ibiciro bizogabanuka bivanye n'igicro REGIDESO iwuronkako.

7. Uwaserukiye Bureau provincial de l'environnement, de l'agriculture et élevage.

-mbega ntihotangura kuba decesnte coinjointe kugira tugende turaba uwo muhora ?

Inyishu

Bivanye n'igikogwa kiba kigezwe ko, abaserukira intwaro canke ubundi buzi biboneka neza ko bakenewe tuzobikorako, ntutuzobakenerera rimwe , ariko umwumwe wese tuzogenda tumukenera bivanye n'ibikogwa bigezweko.

8. uwaserukiye colline kivoga , Komine Mutaho

yashukirije Icyumviro:

-kwakira abantu baje kubaka,

-umutekano , gukurikirana ibikogwa, umutekano ,

-agashumbusho k'abene gihugu !

ikibazo : inyuma y'agashumbusho ku benegihugu, ibikogwa vyagenze neza , mbega hari akarusho mutegekanya kubajewe intwaro bitanze ?

Inyishu

Agashirukabute karategekanijwe kubakuru bimitumba mugihe c'ibikogwa gusa.

9

Pr. Ay. A. JB. B

5

9.Uwaserukiye umutumba Runyeri (Bugendana)

Imigambi myishi irakogwa, ariko kenshi hama amatati hagati yabene gihugu, kubijanye n'inshumbusho?

Inyishu:

Hazoba ama komité agizwe na mwebwe nyene, kugira ntihagire uwurenganwa.

10.Uwaserukiye igisata ntunganya matongo muri komine Mutaho

- Mbega abafise impapuro ndanga tongo, ubu bazigwatirije muma banki , mbega umugambi uzobatanganyiriza gute ?

Inyishu

Ikintu cose kizoshumbushwa turavye agaciro kaco, n'aho giherereye.

11. Uwaserukiye komine GIHETA

Mbega muri administration, ninde azoshiraho ayo ma komite

Inyishu :

Ayo ma Komité ashigwaho hisunzwe abantu bose bafise ico bohanura mu karere umugambi urimwo. Ariko twisunga abantu bagerageza kuba ataho bohengamira.

12. Uwaserukiye urbanisme:

Asaba ama carte asomeka neza yaho umuhora uzoca.

Inyishu : ayo azotangwa

9

B. Ag. A. JB B

9.Uwaserukiye umutumba Runyeri (Bugendana)

Imigambi myishi irakogwa, ariko kenshi hama amatati hagati yabene gihugu, kubijanye n'inshumbusho?

Inyishu:

Hazoba ama komité agizwe na mwebwe nyene, kugira ntihagire uwurenganwa.

10.Uwaserukiye igisata ntunganya matongo muri komine Mutaho

- Mbega abafise impapuro ndanga tongo, ubu bazigwatirije muma banki, mbega umugambi uzobatunganiriza gute?

Inyishu:

Ikintu cose kizoshumbushwa turavye agaciro kaco, n'aho gihereye, hisunzwe n'amategeko abigenga.

11. Uwaserukiye komine GIHETA

Mbega muri administration, ninde azoshiraho ayo ma komite

Inyishu :

Ayo ma Komité ashigwaho hisunzwe abantu bose bafise ico bohanura mu karere umugambi urimwo. Ariko twisunga abantu bagerageza kuba ataho bohengamira.

12. Uwaserukiye urbanisme:

Asaba ama carte asomeka neza yaho umuhora uzoca.

Inyishu : ayo azotangwa

P

B' Ay α. JB B

6

13. Uwaserukiye komine Gitega :




Aho umugambi uzoshikira (Gitega), hasanzwe iyindi migambi iriko ihakoregwa, mbega ntankurikizi bizogira, bivanye n'iyi mihora yose itegekanijwe!

Inyishu

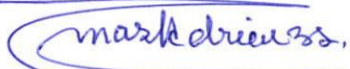
Imbere ya vyose, haraba ivyigwa. hanyuma ivyo vyigwa nivyo vyerekana uburinganire bwaho umugambi uzokoregwa.


Ariko bishitse , Leta iraraba ubusumbane bw'umugambi hanyuma igafata ingingo ibereye.


IKI CEGERANYO KIKABA CEMEJWE N'ABITAVYE INAMA BOSE NKUKO BARI KUNTONDE NGAHA INYUMA.

GITEWE IGIKUMU NABASERUKIRA ABANDI: GITEGA, le 01/08/2018
KU BWA REGIDESO : - MUTISIMBIWA Awaraka 
BARAKAMFITIYE Jean  le 01/08/2018
Uwaserukiye Buramatari w'Intara ya Gitega: NIWUNYIBA 

Musitanteri wa Komine ya Giheta: Alexis MANIKAKIZA 

Uwaserukiye Musitanteri wa Komine ya Gitega: Ir Adrien HAZURU

1^{er}. 08. 2018.

Uwaserukiye Musitanteri wa Komine ya Bugendana: MIZERUKO Jean Baptiste 

Uwaserukiye Musitanteri wa Komine ya Mutaho: NSANYIMANA Aaron


Ay

Pge 2

LISTES DES PARTICIPANTS DANS LES REUNIONS DE SENSIBILISATION DANS LE CADRE DE LA MISE A JOUR DU PROJET KIGOMA-GITEGA					
N°	Nom et Prénom (Amazina)	Institution ou organe de provenance (Aho mukoreza)	Numero d'identité (Karagamuntu)	Téléphone et mail	Signature (Igikumu)
Urundiye					
01	ERAKOZE Raphael	Site web de l'environnement Gitega	534.066/90.87	79801530 gitgoadmin@igikumu.com	
02	BARINBAGO Belbin	BP 617E GA	534.066/2438900	79414200/6948003	
03	MATIREKIZA Alexis	Admicon GITEGA	0606/18.230/93	79930986/69106190	
04	KURAKA NGIRIZA Lila	Bureau Provincial de l'environnement, Gitega	534.0606/46349	79012397 gitega@igikumu.com	
05	NGENZEUHORO MICHEL	URUBANISABU GITEGA	422490.554	799004384	
06	GEORGE MUKENGEZA	Apurukira	4001/8073	69570335	
07	MIYONZIMA Amien	Chief de zone	0609/36.954	79731527	
08	MURARAMBORA Baudouin	Agent communautaire GITEGA	0601/3000.471	69161778	
09	MYIBIGIRA Isaac	de l'association Kuringizi	0604/52.306	6997753, 79156405	
10	MURANYEYURA JEAN	de l'association Kuringizi	0609/1071060	68915371	
11	HABONIMANA Gracine	chef de cellule Gitega	0606/42.622	69996604	
12	MUUYEKURE Adolphe	chef de cellule Kinyinya	0602/15282	69888818	
13	MUKAMUKA Belya	Juridiction GITEGA	0601/921.129/074	91248144	
14	MUGIRIMBARA Eugene	Chyokole		68684267	
15	MIREUKO Jean Baptiste	MURAMBA Gitega	0601/493.204	69472943	
16	MURUNZIZA Innocent	Coupeur de coupeur	0607/1493.052	79820397	

LISTES DES PARTICIPANTS DANS LES REUNIONS DE SENSIBILISATION DANS LE CADRE DE LA MISE A JOUR DU PAR DU PROJET KIGOMA-GITEGA					
N°:	Nom et Prénom (Amazina)	Institution ou organe de provenance (Aho mukorera)	Numero d'identité (Karagamuntu)	Téléphone et mail	Signature (igikumu)
Urutonde					

LISTES DES PARTICIPANTS DANS LES REUNIONS DE SENSIBILISATION DANS LE CADRE DE LA MISE A JOUR DU PROJET KIGOMA-GITEGA					
N°:	Nom et Prénom (Amazina)	Institution ou organe de provenance (Aho mukorera)	Numero d'identité (Karagumuntu)	Téléphone et mail	Signature (Igitumu)
1	Ir Adrien MASHIRU	COMMUNE GITEGA	531.0305/03.16	71273669	
2.	Ir Niyonzima Kizito	Société Canile / AAK KEBURUMUKUNYA	0306/163.837	77308300	
3	MUSANYIMUZI Amona	Commune MURUNDO	57.06.06/66.723	77900578	
4	HKIZIMANA Jambury	Commune GITEGA / Gicidat Fonder	0604/109.034	77944852	
5	NDUWAYO Donatien	REGIDESO	1107/177.740	75501584	
6	KARIKUNZIRA Robertine	Municipal Government du Tectiterera	53106071064/12005	779036897	
7	MURAHARUKA Jambury	chef de zone	0607124295	69886524	
8	MURAHARUKA Jambury	chef de colline	0604/194.758	71253053	
9	MURAHARUKA Jambury	chef de colline	0609/12764	7113084568/13496	
10	MURAHARUKA Jambury	chef de zone	0609/13704	779867293	
11	MURAHARUKA Jambury	chef de colline	0609/11449	69440342	
12	MURAHARUKA Jambury	chef de colline	0609/108448	69888600	
13	MURAHARUKA Jambury	chef de colline	0609/29537	69996609	
14	MURAHARUKA Jambury	chef de colline	0609/33707	69997150	
15	MURAHARUKA Jambury	chef de colline	0609/1699-370	68353433	
16	MURAHARUKA Jambury	chef de colline	0604/1700.551	76694669	
17	MURAHARUKA Jambury	chef de colline	0604/1700.850	77908448-69856430	
18	MURAHARUKA Jambury	chef de colline	0604/1700.850	779626097	
19	MURAHARUKA Jambury	chef de colline	0604/1700.850	779894946	

ANNEXE 1:List de participation lors du mise à jour, Juillet 2018



LISTE DE PARTICIPATION EN CONSULTATION POUR L'EXAMEN ET LA MISE A JOUR DES EIES / PGES & PAR POUR LA LIGNE DE TRANSMISSION DE 110/220 KV ENTRE KIGOMA-BUTARE-NGOZI-GITEGA (PARTIE BURUNDI)

Lieu : Commune GITHETA Dates : le 21/07/2018

No	Noms	Commune	Colline	Localité	Signature
1	Faustin TIRANYISAGIRA	GITHETA	MUREMERA	Rutongati Admistration Local	[Signature]
2	BANDEHEMBAKO Gégé	GITHETA	MUREMERA	Rutongati	[Signature]
3	NYAMWI Olivier	GITHETA	MUREMERA	Rutongati	[Signature]
4	NINKINGABIRE ^{Gomer} Céline	GITHETA	MUREMERA	Rutongati	[Signature]
5	NTAKARUTIMANA Bernadette	GITHETA	MUREMERA	Rutongati	[Signature]
6	NTASHIMANA Denise	GITHETA	MUREMERA	Rutongati	[Signature]
7	BUKURU J. Paul	GITHETA	MUREMERA	Rutongati	[Signature]
8	NZAMBIMANA Jeremie	GITHETA	MUREMERA	Rutongati	[Signature]
9	MANIRABONA Proffer	GITHETA	MUREMERA	Rutongati	[Signature]
10	NASHIMIDAMANA Pascale	GITHETA	MUREMERA	Rutongati	[Signature]
11	MISHAKO Emmamela	GITHETA	MUREMERA	Rutongati	[Signature]
12	NTIRANDEKURA Jacqueline	GITHETA	MUREMERA	Rutongati	[Signature]
13	NASHIMIRIMANA Gorette	GITHETA	MUREMERA	Rutongati	[Signature]
14	BUKOBERO Jerome	GITHETA	MUREMERA	Rutongati	[Signature]
15	MANIRAMBA Celestin	GITHETA	MUREMERA	Rutongati	[Signature]
16	HATUNOMANA Pascal	GITHETA	MUREMERA	Rutongati	[Signature]
17	MANIRABONA Joseph	GITHETA	MUREMERA	Rutongati Chef de section	[Signature]



LISTE DE PARTICIPATION EN CONSULTATION POUR L'EXAMEN ET LA MISE A JOUR DES EIES / PGES & PAR POUR LA LIGNE DE TRANSMISSION DE 110/220 KV ENTRE KIGOMA-BUTARE-NGOZI-GITEGA (PARTIE BURUNDI)

Lieu: Commune BUGENDANA Dates: le 20/07/2018

No	Noms	Commune	Colline	Localité	Signature
1	SIBOMANVATHHEGENE	BUGENDANA	RUNYERI	BUSUNDE	
2	GATHUNGU Emmanuel	BUGENDANA	RUNYERI	BUSUNDE	
3	KAYOYA salvator	BUGENDANA	RUNYERI	BUSUNDE	
4	NZEYIMANA Athnase	BUGENDANA	RUNYERI	BUSUNDE	
5	NDARURINZE Pascal	BUGENDANA	RUNYERI	BUSUNDE	
6	NDUYEKURE Mathias	BUGENDANA	RUNYERI	BUSUNDE	
7	MUKESHIMANNECODE	BUGENDANA	RUNYERI	BUSUNDE	
8	NGENDAKUMANA Slysé	BUGENDANA	RUNYERI	BUSUNDE	
9	NSHIMIRIMANA Cyprien	BUGENDANA	RUNYERI	BUSUNDE	
10	NGENDAKUMANA Eric	BUGENDANA	RUNYERI	BUSUNDE	



LISTE DE PARTICIPATION EN CONSULTATION POUR L'EXAMEN ET LA MISE A JOUR DES EIES / PGES & PAR POUR LA LIGNE DE TRANSMISSION DE 110/220 KV ENTRE KIGOMA-BUTARE-NGOZI-GITEGA (PARTIE BURUNDI)

Lieu : Commune NGOZI Dates : Le 18/07/2018

No	Noms	Commune	Colline	Localité	Signature
1	KAMURENGA Joseph	NGOZI	MIVO	KARAMBI	
2	NIZIGYIMANA Pelage	NGOZI	MIVO	KARAMBI	
3	TERABUKUNDA Claudine	NGOZI	MIVO	KARAMBI	
4	BIVUGIRE Jacqueline	NGOZI	MIVO	KARAMBI	
5	NDAYISENGA Vincent	NGOZI	MIVO	KARAMBI	
6	NIYONKURU Florise	NGOZI	MIVO	KARAMBI	
7	SINABAGIRE Marie	NGOZI	MIVO	KARAMBI	
8	BIZIMANA Pierre	NGOZI	MIVO	KARAMBI	
9	NSENYUNYUNWA Eusebe	NGOZI	MIVO	KARAMBI	

Annexe 2: ACTIVITES DE DIVULGATION INITIALE AU BURUNDI

1. Notes prises durant les réunions avec les différentes parties prenantes

Sommaire des réunions

Les réunions ont été présidées par le personnel de REGIDESO et facilitées par une équipe de consultants. Les PAP ont été invités par les autorités locales (Chef d'Umutumba et Agacimbiri). Des réunions ont eu lieu dans des domaines facilement accessibles par les PAP et choisis par les autorités locales, en mai 2015.

Participants à la réunion : PAP, hommes d'affaires, autorités locales et personnes influentes dans la région.

Agenda

- Ordre du jour
- Brève description du projet
- Objectifs
- Étude en cours
- Date de limite
- Mécanisme de réparation des griefs
- Discussion

1.1. Brève description du projet

Le Burundi est confronté à d'importants problèmes d'électricité également en raison du fait que la population ne vit pas conglomérées dans les colonies en tant que villages ou villes mais est répandue sur l'ensemble du pays. Ainsi, l'objectif général du projet de ligne de transport proposée est d'améliorer le taux d'accès à l'approvisionnement en électricité du peuple burundais.

C'est à ce propos que le programme d'action subsidiaire des lacs équatoriaux du Nil (NELSAP) et REGIDESO ont prévu de construire une ligne de transport à haute tension qui viendra de la province du sud du Rwanda et passera par la province de Ngozi jusqu'au poste Gitega (dans la province de Gitega).

Les activités du projet comprennent la construction d'une ligne de transport dont l'emprise sera de 30 m et la construction d'un nouveau poste dans la ville de Ngozi, à proximité de l'hôtel Inarunyonga ainsi que la rénovation du poste Gitega.

1.2. Importance du projet

Comme nous l'avons dit plus haut, l'objectif général du projet est d'améliorer le taux d'accès à l'approvisionnement en électricité du peuple burundais.

L'objectif spécifique ne se limite pas au :

- Développement du pays et de sa population ;
- Développement de l'industrialisation ;
- Augmentation des taxes à payer par les nouvelles industries ;

- Création d'emplois et nouvelles entreprises à créer par l'accès à l'électricité ;
- Amélioration des conditions de vie des populations locales

1.3. Études en cours

Comme nous l'avons expliqué, la mise en œuvre de ce projet nécessitera des terres et affectera les biens détenus par les PAP. En bref, les actifs visés par le projet sont : (1) Toutes les maisons et les structures existantes sous le couloir de 30 m, (2) tous les arbres et les fruits supérieurs à 1 m, (3) Les plus hautes cultures telles que la banane et les terres où les pylônes seront situés. Le gouvernement du Burundi par l'entremise de REGIDESO est prêt à indemniser le propriétaire des biens qui seront affectés par le projet, conformément aux lois. Dans ce contexte, le Plan d'action pour la réinstallation (PAR) est en préparation dans le but de collecter toutes les informations liées aux actifs et d'estimer le budget à utiliser en compensation.

1.4. Date de clôture / date limite

Comme nous l'avons expliqué, l'objectif du PAR est de rechercher tous les actifs qui seront affectés par le projet. Tous les nouveaux actifs tels que les maisons, les nouvelles forêts et d'autres nouveaux actifs à créer après l'enquête ne devraient pas être pris en compte lors de la mise en œuvre du PAR. Les activités agricoles peuvent se poursuivre sauf pour planter des arbres et des fruits. Veuillez partager cette information à tous ceux qui ont des atouts dans le corridor étudié pour le maintenir en situation actuelle et notre rôle d'unité de mise en œuvre est de mettre en œuvre ce projet aussi rapidement que possible. La date limite générale acceptée par la communauté est le 10 août 2015.

1.5. Mécanisme de réparation des griefs

Les PAP présents à cette réunion ont été informés qu'un mécanisme de règlement des griefs sera mis en place, dans le cas échéant, pour prendre en compte les situations où les personnes touchées qui ont un grief ou une plainte. On leur a dit que, dans le cadre du grief, les personnes qui pourraient avoir des objections ou des préoccupations au sujet de leur assistance participeront à un forum public pour soulever leurs objections qui seront traitées de manière impartiale.

Les PAP ont été informés que la REGIDESO mettra en place un mécanisme amiable de résolution des griefs, dans le but d'aborder rapidement et efficacement les griefs ou les plaintes déposés par les personnes concernées par le projet.

1.6. Discussion



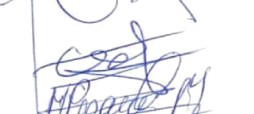


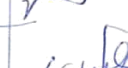


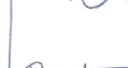














Le tableau suivant résume les questions et les questions soulevées par les PAP et les réponses données par la REGIDESO et l'équipe de consultants. La plupart des questions soulevées lors de différentes réunions sont presque identiques.

Problème soulevé par les PAP	Réponse donnée par REGIDESO
Ils ont demandé le calendrier de mise en œuvre du projet	Après la finalisation de la collecte de données et de la préparation du PAR, le PAR sera mis en œuvre et les propriétaires d'actifs seront compensés à partir des lois burundaises. Après le paiement des actifs touchés, les activités de construction seront entamées. Nous ne pouvons

	pas vous dire la date exacte, mais c'est une priorité de notre pays et de la région dans son ensemble.
La compensation sera en espèces ou en nature ?	Lorsque nous avons mis en œuvre ce projet, les propriétaires de maisons qui seront affectées par le projet seront compensés par une autre maison (le gouvernement du Burundi va construire une nouvelle maison pour lui). Pour la terre, cela dépendra de son choix, mais pour les cultures et les arbres, la compensation en espèces sera appliquée.
Comme nous le savons, les fils des lignes de transport atteignent une hauteur d'environ 15 ou 20 m. Comment est-ce que le café peut perturber le projet ? Nous pensons que les arbres peuvent perturber le projet, mais le café peut ne pas gêner le projet.	Pendant la construction, le personnel du projet et les matériaux devraient affecter votre café mais tous les cafés n'atteignant pas les 30 m ne devraient pas être affectés. Afin de minimiser le budget, nous pourrions considérer votre point de vue et maintenir le café sous l'emprise du tracé, mais une compensation sera accordée aux cafés qui ne seront affectés que par les activités de construction. REGIDESO évaluera si les cafés doivent rester dans l'emprise du tracé.
La mise en œuvre de certains projets vient avant compensation / paiement des actifs concernés. Est-ce le même cas pour ce projet ?	Non. Pour ce projet, le processus de compensation viendra rapidement et, après paiement, le PAP aura une période de 3 mois pour la préparation. Aucun PAP ne laissera son actif avant de recevoir ses paiements.
La mise en œuvre de certains projets vient avant compensation / paiement des actifs concernés. Est-ce le même cas pour ce projet ?	Certes, c'est l'une des priorités du pays. La mise en œuvre ne commencera pas bientôt car un tel projet nécessite des études différentes, mais nous promettons d'accélérer toutes les procédures. Nous espérons commencer les activités de construction l'année prochaine
Le café et les fruits que nous possédons sont encore productifs. Ils seront productifs pendant plus de 10 ans. Comment pouvez-vous gérer ce problème pour la compensation ?	Les lois burundaises relatives à l'expropriation sont claires. La compensation est effectuée une fois pendant 10 ans, mais le calcul du taux de compensation pour différents actifs dépend de l'échéance et du taux du marché. N'ayez pas peur, vous obtiendrez une compensation liée à vos biens. Notez que ce projet est classé dans le projet "intérêt public". Nous devons tous être flexibles et patriotes et faciliter le projet.
Nous proposons un montant de compensation à déposer sur notre compte bancaire non à la main.	Oui. C'est une bonne proposition et cela sera pris en compte lors du paiement de compensation.
Ce projet créera des possibilités d'emploi, mais nous suggérons de considérer les populations locales plutôt que d'amener les travailleurs d'autres communes.	Ce projet créera des emplois pour les personnes qualifiées et non qualifiées pendant les phases de construction et d'exploitation. Au cours de la phase de recrutement, la priorité sera accordée aux populations locales. Le genre sera également pris en compte lors de ces recrutements.

2. Listes et Signatures des personnes consultées dans les consultations initiale

LISTE Y' INAMA

Izina	Tel:	Signature
1. HANYARIMANA Pierre	71553879	
2. NDAYISENGA Félicien	79040429	
3. NDAYISENGA Macaire	79909275	
4. NSABIZI Kadake	79571453	
5. MAMBEREBO Thomas		
6. KARIKURUBU Emmanuel		
7. BANGIRINAMA Gervais		
8. MBERABANYANKA Marc		
9. WITONDO Aloys	79354739	
10. KWATKOKOYE Camébius		
11. NTAKUYATIKIRA Sylvester		
12. KUBWIMANA Evaliste	79639008	
13. GATUNGU Bernard		
14. MANIRAKIZA Vital	68679220	
15. MIZIGIYIMANA Jonas		
16. HKUNZIMA Emmanuel		
17. MANIRAKIZA J. Marie	68352271	
18. HANYARIMANA Cicaine	68886908	
19. NDACAYISABA Longin	68913520	
20. NKESHIMANA Anastase	79784729	
21. MANIRAKIBONA Benoît	79175546	
22. HATUNGIMANA Pontien		
23. NIYONKURU Emile		
24. NDAYIKAGIJE Valentin	79184362	
25. NDAYISENGA Vincent		
26. NIYONKURU Hismas	79809945	
27. NDACAYISABA Serge		
28. NZAMBIMANA Tonors		

1	MUNYOGOMBE FRANÇOIS	1306/1015/2010	Vice chef du secteur
2	NGENDAKUMANA J. Bahiste	1306/0055/2006	GACIMBIRI KINYANA
3	BAZAHONZE Colette	-	GACIMBIRI TABAKINYANA
4	MUNANIRA Fabrice	-	GACIMBIRI RUTWANA-TABAK
5	NYABENDA Vincent.	1306/339/88	GACIMBIRI GASHWARA
6	BASHINGWAABUNSA Berchimes	-	KARAMBI - SHIRO
7	NABEMUCYE Simon	725/29.998	RUTEGAMA.
8	NDAJISENGA JEAN	532.1406/309-1 2019	QITANGA
9	HAKIZIMANA Aloys	1306/3793/2002	MARUMBA
10	BIRWANAKO Evariste	532.1406/1767 2011	SONGORE
11	NDAJIGINDANA Barthazar	-	BUKUBA
12	KAYOBIRA Apollinaire	-	GISEKURU
13	HABIMANA Georges	1306/3375/2007	AMAHIGO

79064 068	
71510.053	
-	
71135871	
79706347.	
-	
-	
79179790	
-	
-	
-	
-	

1	NTIKANGISHWA Adelin 24.04.2015	MWUMBA	0609/29531
2	NTIKANGISHWA Adelin 23.04.2015	MWUMBA	0609/29531
3	BUTDJI Donatien 23.04.2015	NYARUNAZI	
4	NIMBONA Bonito 25.04.2015	BIGERA	0609/05934
5	NDAJISENGA Frederic 25.04.2015	GERANGABO	0609/00697

-
-

No	Noms & Prénom	Numéro	Poste	68 352 271	
1	MANIKAZA BAPPE KURERA	0609/04521.2	umukuru w'agacimbiri GATARE-NYAHAMBA		
2	BUCUMI Claver	-	umukuru w'agacimbiri GATARE-NYAHAMBA		
3	NGENZEVUHORO Frédéric	0807/38.337	umukuru w'agacimbiri RUVOMO		
4	NDAYIKI NEURUKIYE Desre'	-	chef Agacimbiri RUMYA		
5	NDIRAHISHA Petronie	0807/63.394	yantoreye style ya GPS		
6	HAUYARIMANA Juvénal	0807/77.258	umukuru w'agacimbiri NDIRAMUNYI		
7	BUTUYI Gabriel	0807/34.130	chef de secteur NGOMA	713 175 52	
8	COYTUNGIYE Florent	0807/64.175	umukuru w'agacimbiri Runganya	69 646 667	
9	MUVYEKURE Maxime	1306/46 00/2010	agacimbiri KARAMA-(MBAHA)		
10	BIRIKUNDARYI Jean	-	agacimbiri NYAKAGEZI		
11	MISIGARO Léonidas	531.1305/10 482/2002	agacimbiri RUKURAZO	69 853 712	
12					
13					

701 104 000

1.	NIJEBARIKANYU Belemu	Rutegama	N'ubw: 531.0606/06.070/2010 abiteka kabibako Tel: 71 294 708	
2.	HAUYARIMANA Juvénal Gabriel	KIREPERA	0604/72.109/2006 Giheta le 24/02/2009 Tel: 71 453 579	
3.	NTIBASHIKAKANDI Mathias	RUKOBA	423/92.980 à Giheta le 21/09/2009 Tel: 79 238 944	
4.	NEABINANA sexsimen	MAHONDA	531/0606/23.55.2000 à Giheta le 06/01/2009 Tel: 79 204 522	
5.	N O'Uwuliko Rofos	Muramba	423/16.013 à Giheta le 06/09/2013	
6.	NGISHIMANA Bernmaide	Bukongoro		
7.	HAKIZIMANA Laurent	Bukongoro	Tel: 71 206 448 423 140 850	
8.	Nanywabose Charles	Nyanunagi	422 383 Tel: 79 637 836	
9.	Haturyimana Clément	Ruhango		
10.	Nta Romenyege didas	mitimire	71 202 360 Tel: 22/14.671	
11.				
12.				





























LISTE Y'INAMA
 Chef de colline: NAUWIMANA Edward: 79133545
 68913496

Izina	Tel	Signature
1. NOUWIMANA Joseph	68567130	
2. ITUMUWENIMANA Bismas	—	
3. MUGONSA BA Remy	79033906/69482531	Handwritten signature
4. NEMERIMANA Emery	—	
5. NTABOMENJEREYE Tharcisse	68923384	Handwritten signature
6. MANIRAKIZA Joachim	71106210	Handwritten signature
7. MVUYEKURE Leonidas	—	Handwritten signature
8. BAVAKURE Paul	—	Handwritten signature
9. NDAYISENGA Omer	—	Handwritten signature
10. MUYIRAGIRA Elie	79432846	Handwritten signature
11. NYANZWI Salvador	—	Handwritten signature
12. NYABERWA Joachim	—	
13. GAKOBWA Goneth	—	Handwritten signature
15. MANIRATUNGA Emmanuel	—	Handwritten signature
16. NTANYUNGU Elie	—	Handwritten signature
17. MUKAKARUTIMANA Bismas	68.494949	Handwritten signature
18. MUGISHA Willy	79990240	Handwritten signature
19. NDAYISENGA Ezechiel	72069235	Handwritten signature
20. HICUBURUNDI Jannien	—	Handwritten signature
21. NDAYIKEZA Medico	71580384	Handwritten signature
22. NEMERIMANA Euliyand	71319473	Handwritten signature
23. NTIHARIRI ZWA Joachim	72089113	Handwritten signature
24. MUYIBUSORA Laurent	79630383	Handwritten signature
25. NGOMBA KUMANA Veilo	—	Handwritten signature
26. NDACAYISABA Viader	71180720	Handwritten signature
27. HABONIMANA Mark	—	Handwritten signature
28. MUBONIHANKUYE Oscar	69642772	Handwritten signature
29. BARUMUSANZE Pascal	79483188	Handwritten signature
30. GATUNGU Severin	71312871	Handwritten signature
31. BANPAKARIYO Juvienne	—	Handwritten signature

LISTE Y'INAMA
 Chef de colline: NDUWIMANA Edward; 79133545
 68913496

Izina	Tel	Signature
1. NDUWIMANA Joseph	68567130	
2. MUTUNDEWIMANA Bismas	—	
3. MUGONZA DA Remy	79033906-69482531	
4. MUBERIMANA Emery	—	
5. NTABOMENYEREYE Thangise	68923384	
6. MANIRAKIZA Joachim	71106210	
7. MVUYEKURE Leonidas	—	
8. BAVAKURE Paul	—	
9. NDAGISENGA Come	—	
10. MUYIRAGIRA Elie	79432846	
11. NYANDWI Salvator	—	
12. NYABERWA Joachim	—	
13. GAKOBWA Goeth	—	
15. MANIRATUNGA Emmanuel	—	
16. NTANYUNGU Elie	—	
17. MUKAKARUTIMANA Bismas	68.484949	
18. MUGISHA Willy	79990240	
19. NDAGISENGA Ezechiel	72069235	
20. HICUBURUNDI Jannien	—	
21. NDAYIKIZA Medico	71530384	
22. MUBERIMANA Eolypard	71819473	
23. NTIHARIRIZA Joachim	72688113	
24. MUYIBOGORA Laurent	79630383	
25. NGENBA KUMANA Wilo	—	
26. NDACAYISABA Viator	71180720	
27. MUBONIMANA Mark	—	
28. MUBONIHANKUYE Oscar	69642772	
29. BARUSANZE Pascal	79483188	
30. GATUNGU Seretini	71812871	
31. BAMPAKARIYO Janvier	—	

LISTE Y' INAMA

Izina	Tel:	Signature
1. HARUYARIMANA Pierre	71553879	
2. NDAYISENGA Felicien	79040429	
3. NDAYISENGA Macaire	79909275	
4. NSABIYIZI Rodolphe	79571453	
5. MAMBEREZO Thomas		
6. KAKIKURUBU Emmanuel		
7. BANGIRINAMA Germain		
8. MBERABANYANKA Marc		
9. WITOMBO Aloys	79354739	
10. KWATUKOYE Camille		
11. NTAKUYATIKIRA Sylvester		
12. NDURIMANA Evaliste	79639008	
13. GATUNGU Bernard		
14. MANIRAKIZA Vital	68679220	
15. NIZIGIYIMANA Jonas		
16. HKUNZIMA Emmanuel		
17. MANIRAKIZA J. Marie	68352271	
18. HARUYARIMANA Cicaine	68886908	
19. NDACAYISABA Longin	68913570	
20. NKESHIMANA Anastasie	79784729	
21. MANIRAKIZA Benoit	79175546	
22. HATUNGIMANA Pontien		
23. NIYONKURU Emile		
24. NDAYIKAGIJE Valentin	79184362	
25. NDAYISENGA Vincent		
26. NIYONKURU Bismas	79809945	
27. NDACAYISABA Serge		
28. NZAMBIMANA Thomas		

3. Photos de différentes consultations publiques



Annex 3: Questionnaire pour la collecte des données

Enquêteur	Noms:	
	Code:	
Lieu/site	Pays	1= Burundi, 2= Rwanda
	District/Commune:	
	Secteur:	
	Cellule:	
	Village:	
Date: l'Interview	de / / 2015	Numéro du formulaire:
Noms des propriétaires	Le nom du propriétaire: (Le chef de ménage):	ID:

fonciers	Le nom de l'épouse:	ID:
----------	---------------------	-----

ETAT DE L'UTILISATEUR DE TERRAIN

2.1 Quelle est ta relation avec le terrain? Propriétaire legal? Personne qui a acheté le terrain mais n'ayant pas le titre juridique? Tenant ?

2.2 Quelle est la partie du projet pouvant affecter le bien foncier (Observation d'enquêteur) ?

composant	Veuillez cocher la composante qui correspond	1 = perte permanente, 0 = perte temporaire
pylône électrique		
Site du poste		
Une ligne de transmission		

L'INFORMATION DE LA PROPRIETE SOCIO ECONOMIQUE ET DEMOGRAPHIQUE

Complétez le tableau suivant pour tous les membres du ménage (de la famille)

3. LES CARACTÉRISTIQUES DES MEMBRES DE MENAGE (FAMILLE)								
	3.1	3.2	3.3	3.4	3.5	3.6	3.7	3.8
PERSONNE ID (PID)	Veuillez donner les noms de toutes les personnes vivant dans ce ménage en commençant par le chef de ménage	Quelle est la relation(NOM) avec le chef de ménage	Est-il (elle) [NOM] un Homme ou une femme 1 = HOMME 0 = FEMME	Quel âge a-t-elle? (A-t-il?) [NOM]? (ANS)	Quel est votre état civil actuel? [NOM]? (POUR LES MEMBRES AYANT 16 ANS ET PLUS)	a-t-elle (il) été scolarisée [NOM]? [Pour Les enfants ayant 3 ans et plus] 1 OUI 0 NON → 3.8	Quel est le plus haut niveau d'étude a-t-elle atteint [pour les enfants ayant 3 ans et plus seulement (INSERER 0 POUR LES ENFANTS QUI N'ONT JAMAIS ÉTÉ A L'ECOLE) Niveau	Quel est l'état actuel de l'emploi principal (POUR LES MEMBRES AYANT ENTRE 16 ANS ET 65 ANS)
01		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
02		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
03		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

04		<div><div></div><div></div></div>	<div></div>	<div><div></div><div></div></div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div><div></div><div></div></div>
05		<div><div></div><div></div></div>	<div></div>	<div><div></div><div></div></div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div><div></div><div></div></div>
06		<div><div></div><div></div></div>	<div></div>	<div><div></div><div></div></div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div><div></div><div></div></div>
07		<div><div></div><div></div></div>	<div></div>	<div><div></div><div></div></div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div><div></div><div></div></div>
08		<div><div></div><div></div></div>	<div></div>	<div><div></div><div></div></div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div><div></div><div></div></div>
09		<div><div></div><div></div></div>	<div></div>	<div><div></div><div></div></div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div><div></div><div></div></div>
10		<div><div></div><div></div></div>	<div></div>	<div><div></div><div></div></div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div><div></div><div></div></div>

3.2: Lien:	3.5:ETAT CIVIL ACTUEL :	3.7: EDUCATION LEVEL	3.8: EMPLOI:
01 = SOI 02 = EPOUSE 03 =FILS/FILLE 04=GENDRE/ BELLE- FILLE 08 = FRERE OU SŒUR ISTER 05 = PETIT-ENFANT DU CHEF/CONJOINT 06 = PARENT DU CHEF/CONJOINT 07 = BEAU-PARENT 09 = CO-FEMME 10 =TOUT AUTRE PARENT 11=ADOPTÉ/CONFIÉ(PLACÉ)/ ENFANT DU CONJOINT 12 = NE SONT PAS LIÉS 88 = AUTRE(PRÉCISER) 99 = PAS INDIQUÉ	1 = CELIBATAIRES 2 = MARIÉ/ COHABITANT 3 = DIVORCÉ/ SEPARÉ 4= VEUVE/VEUF	01=MATERNEL LE 02= PRIMAIRE 03= EFTP 04=POST- PRIMAIRE (9- 12 EPT) 05= SECONDAIRE 06= TERTIAIRE/ POST- SECONDAIRE	01= SALARIAUX DU TRAVAIL (EMPLOI AGRICOLES) 02= SALARIAUX DU TRAVAIL (EMPLOI NON-AGRICOLES) 03= SALARIÉ 04=TRAVAILLEUR INDÉPENDANT (EMPLOI AGRICOLES) 05= TRAVAILLEUR INDÉPENDANT (EMPLOI NON-AGRICOLES) 06= TRANSPORT PROPRIÉTAIRE / D'AFFAIRES 07= PÊCHEUR/POISSONNIER 08= MÉTIER (CARPENTRY, MENUISERIE, TIS- SEUR, TISSERAND, ELECTRICIEN (ENNE), TRAVAIL DE RÉPARATION, ETC.) 09 =COIFFEUR, TAILLEURS, BUAN DERIE, ETC 10=COLPORTEUR 11=TRAVAILLEUR PROFESSIONEL INDÉPENDANT 12=AUTRE (PRÉCISER) 13 = AIDE MÉNAGÈRE 14 = AU CHÔMAGE 15 = AUTRES PER- SONNES NON EM- PLOYEES (ETUDIANTS (NTES), MÉNAGÈRE, HANDICAPÉ, RETRAITÉ (PENSIONNÉ), L'INTÉRÊT REVENU, ETC.)

VULNÉRABILITÉ

4.1 Nombre de personne vulnérables dans le ménage

Personne	Nombre (S'il n'y en a pas, écrivez 0)
Handicapé	
Orphelin (Tout les parents)	
Les plus âgés (Plus de 65 ans)	
Veuve	
La maladie chronique	

4.2 Condition de vie dans un ménage

Catégories	Code
1 = Premier Degré 2 = Deuxième Degré 3 = Troisième Degré 4 = Quatrième Degré	

L'ACQUISITION DE TERRES, CULTURES, FRUITS AND ARBRES

Les terres qui seront affectées

Parcelle No 1

Superficie tenue (occupée) (m ²)	La superficie affectée (m ²)	Angles	Coordonnées GPS pour les surfacées affectées (angles)	
			X	Y
		Ange No 1		
		Ange No 2		
		Ange No 3		
		Ange No 4		
		Ange No 5		
		Ange No 6		

Parcelle No 2 (s'il a une ou plusieurs parcelles de terres affectées par le projet)

Superficie Possédée (m ²)	Surfacées Affectées (m ²)	Angles	Coordonnées GPS pour les surfacées affectées (angles)	
			X	Y
		Ange No 1		
		Ange No 2		
		Ange No 3		
		Ange No 4		
		Ange No 5		
		Ange No 6		

Avez-vous une autre parcelle a à part celles affectées ?, ☐ (1=Oui, 0=Non)

Plantes qui vont être affectées

Ecrivez (Le nom)	Code	Unité (1= m ² , 2= Pièce)	Quantité (Nombre)

Code des plantes

Code	Noms	Unite	Code	Noms	
1	Bananes	Pièce	8	Manioc (racines)	m ²
2	Haricots	m ²	9	Colocase	m ²
3	Petit Pois	m ²	10	Sorgho	m ²
4	Arachide	m ²	11	Riz	m ²
5	Mais	m ²	12	Soja	m ²
6	Pommes de terre	m ²	13	Blé	m ²
7	Patates douces	m ²	14	Choux	m ²
Code	Noms		Code	Noms	
15	Tomates	m ²	22	Salade	m ²
16	Cane à sucre	m ²	23	Ananas	m ²
17	Éleusine	m ²	24	Aubergine	m ²
18	Igname	m ²	25	Oignon	m ²
19	Pois	m ²	26	Céleri	m ²
20	Le Poireau	m ²	27	Carotte	m ²
21	Épinards	m ²	28	Tournesol	m ²

Arbres Fruitiers Productifs à être affectés (Unité : Pièce)

Tapes (Noms)	Code	Âge (Années)	Nombre

Code pour les arbres fruitiers /Productifs

Code	Name	Code	Name
1	Sisal	9	Manguier
2	Palmier/Huile de palme	10	Avocatiers
3	Agrumes	11	Papayer
4	Goyavier	12	Arbre de pomme
5	Le manioc	13	Cotonier
6	Tripsacum	14	Pennisetum
7	Setaria	15	Oranger
8	Café	16	The
17	Mandarine	18	Igifenesi
19	Autre (Spécifier)		

Arbres qui vont être affectés (Unité : Pièce)

Tapes (Nom)	Code	Age (Années)	Nombre

Code d'arbres

Code	Nom	Code	Nom
1	Eucalyptus	3	Bambou
2	Grevellia	4	Fucus
5	Siala (Umusave)	6	Erythrina abyssinica (Umuko)
7	Pinus	8	Umushubi
9	Cedrella	10	Jacarandra
11	Acasia (Umunyinya)	12	Alnus Acuminata
13	Cypres		

Les immeubles qui seront affectés

Type des Immeubles	Coordonnées GPS		Nombre de chambres	Surface (m ²)	Ages	Matériaux de construction			Nombre des portes	Nombre des fenêtres
	X	Y				Sol	Murs	Toiture		

Codes

Type des Immeubles	Code	Matériaux de construction							
		Sol			Murs			Toiture	
		Matériaux	Code		Matériaux	Code		Matériel	Code
Chambres à coucher	1	Terrain	1		Boue en block	1		Pas de toiture	1
Cuisine seulement	2	Béton	2		Boue avec des bois	2		chaume	2
Chambre à coucher et la Cuisine	3	Ciment	3		Block ciment	3		Taules	3
Toilette	4	Carreau	4		Briques en argile cuite	4		Carrelage	4
Business	5	Briques en argile cuite	5		Du bois ou des roseaux.	5		Plastique	5
Maisons résidentielles et du business	6	Pierre	6		Plastic	6		Autres (Préciser)	6
Foyer spirituel	7	Bois	7		Bâtons	7			

Bétail/volaille/hangar	8		Autres (Préciser)	8		Clôture barbelée et fil Soudé	8		
Stockage des céréales	9					couverture	9		
Réservoir d'eau	10					Pierre et Boue	10		
Clôture	11					Autre (Préciser)	11		
Autre (Préciser)	12								

Veuillez classer les immeubles en se basant sur les critères suivants:

Catégorie	Cochez la catégorie appropriée
Catégorie I	
Catégorie II	
Catégorie III	
Catégorie IV	

Catégorie I : Faible niveau non durable :

Bâtiment d'un étage ;
 Surface au sol de 40 m² (5 m x 8 m) ;
 Fondation de pierre de taille ou de mortier de ciment (10 m³) ; Murs de briques d'adobe et de mortier d'argile (18 m³) ;
 Pas de plafond/toiture ;
 Structure du toit de bois brut et de feuilles de fer (50 m²) ; Drainage de la fosse ;
 Portes (2 unités) et fenêtres en bois (4 m²) ; Pas de plancher ;
 Pas de peinture.

Catégorie II : norme moyenne non-durable :

Bâtiment d'un étage ;
 Surface au sol de 40 m² (5 m x 8 m) ;
 Fondation de pierre de taille ou de mortier de ciment (10 m³) ; Murs de briques d'adobe et de mortier d'argile (18 m³) ;
 Terre Glaise (130 m²) ;
 Plafond en papyrus ou tapis (40 m²) ;
 Structure du toit de bois brut couvert de tuiles ou tôles

(50 m²) ; Drainage de la fosse ; portes en bois (2 unités)
et 6 fenêtres (6 m²) ; Sol en briques (40 m²) ;
La peinture à la chaux (80 m²).

Catégorie III: Faible niveau semi-durables :

Bâtiment d'un étage ; Surface au sol de 50m² ;
Fondation de pierre de taille ou de mortier de ciment (12,5 m³) ; Murs en briques d'argile
et de mortier de ciment (22 m³) ;
Terre Glaise (180 m²) ;
Plafond en papyrus ou tapis (50 m²) ;
Structure du toit de bois brut couvert de tuiles ou tôles ; drainage de vidange ;
Portes en bois (2 Unités) et fenêtres ; Plancher en béton non renforcées (50 m²) ; La
peinture à la chaux (80 m²) ;
Les installations simples d'électriques ;
L'approvisionnement en eau par les postes d'eau (Maisons).

Catégorie IV: Milieu standard semi-durable :

Bâtiment d'un étage ; Surface au sol de 50 m² ;
Fondation de pierre de taille ou de mortier de ciment (12,5 m³) ; Murs en briques d'argile
et de mortier de ciment (22 m³) ; Équarrissage de cimenterie (180 m²) ;
Plafond en contreplaqué (50 m²) ;
Structure de toit en bois fini recouvert de tuiles ou tôles (60 m²) ; Fosse septique ;
Portes métalliques (2 unités) et fenêtres (8 m²) ;
Plancher en béton armé (50 m²)
La peinture de vernis (80 m²) ; Installations électriques simples ;
Installations sanitaires à l'intérieur de la maison.

SOURCE DE REVENU ET PRODUCTIVITE

Veillez fournir les informations suivantes :

Tous les actifs de productivité (Tous les actifs détenus, non seulement ceux qui ont perdu à ce projet)							
Terres arrosées par la pluie (m ²)	Modalités de jouissance [1=Appartenance] [2= Tenant]	Les terres irriguées (m ²)	Modalités de jouissance [1=Appartenance] [2= Tenant]	Nombre de fruits ou d'autres arbres productifs	Nombre d'autres arbres	Structures commerciales détenues et exploitées (Nombre)	D'autres structures d'appartenance (Nombre)
Revenu annuel total HH (en FBU)	Source de revenu (en pourcentage) · Maximum=100%						
	Pluviale Agri	Irriguée Agri	Versement	Bétail	Commerce	Travail saisonnier	Artisanat

SIGNATURES

Signatures pour confirmer la personne ayant participé dans cette enquête

Nom	Poste	Signature / Empreinte & Cachet	Date
	Propriétaire 1		
	Propriétaire 2		
	Intervieweur		
Nom : Poste : Institution:	Autorité locale		

Annex 4: Tableau des Coordonnées des zones où des modification sont proposé

Actuelle Coordonnées du tracé de la ligne			Modification propose		
ID	X	Y	ID	X	Y
16	810568.34	9689415.14	16	810671.00	9689377.00
17	810955.64	9688750.96	17	810907.00	9688796.00
21	811263.8	9687319.1	21	811299.00	9687324.00
22	811337.33	9687029.22	22	811415.00	9687099.00
23	811437.12	9686643.97	23	811312.00	9686585.00
29	812185.21	9684443.25	29	812002.00	9684374.00
30	812399.21	9683997.37	30	812174.00	9684028.00
31	812631.9	9683509.43	31	812605.00	9683598.00
43	811933.48	9680244.81	43	811816.00	9680207.00
45	811273.65	9679803.3	45	811057.00	9679929.00
48	810529.04	9679304.33	48	810460.00	9679357.00
49	810416.9	9678987.81	49	810365.00	9679029.00
50	810277.48	9678594.24	50	810235.00	9678771.00
51	810199.48	9678371.9	51	810085.00	9678421.00
52	810122.55	9678159.26	52	810053.00	9678175.00
53	810261.9	9677914.12	53	810151.00	9677946.00
57	810996.25	9676622.41	57	811082.00	9676649.00
58	811211.82	9676243.78	58	811403.00	9676262.00
59	811458.66	9675801.51	59	811245.00	9675856.00
60	811606.31	9675548.03	60	811464.00	9675521.00
61	811821.45	9675169.18	61	811744.00	9675105.00
65	811866	9673702.55	65	811893.00	9673697.00
71	811524.59	9671820.32	71	811236.00	9671868.00
72	811521.83	9671445.53	72	811454.00	9671456.00
73	811506.23	9671141.08	73	811458.00	9671139.00
75	811509.87	9670472.19	75	811567.00	9670464.00
76	811509.45	9669933.48	76	812236.00	9667227.00
85	812398.07	9666969.35	85	812330.00	9666926.00
86	812498.93	9666636.02	86	812250.00	9666491.00
88	812593.89	9666085.89	88	812622.00	9666060.00
160	818370.42	9641633.57	160	818234.00	9641593.00
161	818436.9	9641129.4	161	818253.00	9641117.00
162	818472.03	9640857.43	162	818230.00	9640743.00
163	818503.15	9640609.34	163	817751.00	9640173.00
164	818541.33	9640318.16	164	817907.00	9639401.00
165	818585.89	9639972.22	165	818279.00	9638984.00
166	818746.01	9639655	166	818483.00	9638666.00
167	818934.48	9639281.93	167	818599.00	9638459.00
168	818941.66	9638821.01	168	818693.00	9638205.00
169	818882.32	9638432.91	169	818737.00	9638052.00
177	819496.79	9635619.83	177	819415.00	9635588.00
178	819800.46	9635078.42	178	819818.00	9635100.00

181	820484.91	9634131.9	181	820469.00	9634123.00
190	822600.34	9631197.6	190	822543.00	9631193.00
191	822923.75	9630751.46	191	822715.00	9630818.00
192	823020.38	9630612.29	192	822857.00	9630573.00
193	823306.72	9630218.05	193	822970.00	9630211.00

Annex 5: Tableau récapitulatif des compensations individuelles proposées

Elément	Compensation en FBU proposée par unité	
	Valeur unitaire	Unité considérée
A. Terres agricoles		Are
A1. Terres de marais	5,500	m2
A2. Terres de coteaux	4,500	m2
B. Cultures annuelles (frais de remise en culture inclus défrichage)	120,000	are
C. Cultures pérennes		Pied
C1. Arbres adultes		
Bananier	25,368	Pied
Caféier	6,448	Pied
Eucalyptus	9,558	Pied
Palmier	25000	Pied
Oranger	25000	Pied
Avocatier	25000	Pied
Manguier Goyavier+Autres fruitiers	25000	Pied
C2. Jeunes plantules		
Bananier	1,000	Pied
Caféier	1,500	Pied
Eucalyptus	4,200	Pied
Palmier	5,000	Pied
Oranger	3,500	Pied
Avocatier	1,000	Pied
Manguier+ Goyavier+Autres Fruitiers	3000	Pied
C3. Autres forestiers	5,280	Pied
Arbres forestiers adultes / Greveria / Terminalia	5,280	Pied
Jeunes Arbres forestiers / Greveria / Terminalia	1,000	Pied

D. Batiments individuels impactés		
D1. Bâtiments d'habitations		
Type 4	25,000,000	Batiment
Type 3	20,000,000	Bâtiment
Type 2	15,000,000	Bâtiment
Type 1	10,000,000	Bâtiment
Main d'œuvre de reconstruction	15	%
Provision (coût logistiquement des maisons isolées)	10	%
D2. Autres bâtiments		
Batiment 1 pièce	817,450	Bâtiment
Batiment 2 pièces	1,557,769	Bâtiment
Batiment 3 pièces	2,800,236	Bâtiment
Batiment 4 pièces	3,937,500	Bâtiment
Autres batiments (cloture, cuisines...)	448,736	Bâtiment
D3. Bâtiments d'élevage		
Etable pour vaches	35,885	Bâtiment
Etable pour chèvres	67,003	Bâtiment
Autres bâtiments d'élevage	32,220	Bâtiment
D4. Infrastructures sanitaires		
Réservoir	2,964,000	Bâtiment
Borne fontaine	818,880	Bâtiment
Chambre sanitaire (ventouse)	748,986	Bâtiment
Autres bâtiments (latrines	291,840	Bâtiment
Puits	1,278,000	Bâtiment